

Leaders

N° 106 - Mars 2020 - 4 DT • www.leaders.com.tn

Kais Saïed
**“C’est moi le
Président !”**

- Record de popularité
- Risque de populisme

Suède Il y a une Greta dans chacun de nous



GEELY

Innovation, Confort et Sécurité



Recherche & développement

L'**innovation et l'intégration** au coeur de notre stratégie de développement.



Technologie

La technologie **iNTEC** conçue par GEELY autour de la « **conduite intelligente humanisée** » offre la meilleure expérience de conduite.



Design

Chez GEELY Design nous employons actuellement plus de 500 personnes travaillant sur la conception pour vous offrir une **voiture classe et confortable** et cela à travers quatre centres de design clés situés à Shanghai, Göteborg, Barcelone et en Californie.



Ventes

GEELY est le **1^{er} constructeur automobile chinois** au monde avec 1.5 millions d'unités vendus en 2018



Sécurité

GEELY s'est fixé comme objectif de produire **la voiture la plus sûre** pour le conducteur, le passager mais aussi pour le piéton.



SMART SOLUTIONS
BY TUNISIE TELECOM

LES SOLUTIONS CONNECTÉES POUR UNE GESTION MAÎTRISÉE

Smart Solutions by TUNISIE TELECOM est une plateforme IoT*.
Smart Solutions by Tunisie Telecom propose des outils intelligents et interconnectés qui vous permettent de mieux gérer votre entreprise à distance par :

- Un suivi des process en temps réel
- Une anticipation des dysfonctionnements
- Une optimisation des interventions
- Une meilleure analyse des indicateurs
- Une optimisation des coûts de production

*Internet of Things



1288

www.tunisie telecom.tn

Le succès est-il d'aller d'échec en échec ?

L'édito



• Par Taoufik Habaieb

Des députés qui s'injurient, une administration qui somnole (lorsqu'elle ne bloque pas) et un gouvernement qui fait du surplace (quand il n'échoue pas) ! Un luxe que le peuple tunisien, appauvri et en souffrance, ne saurait se payer.

La Kasbah trouve finalement un nouveau locataire. Elyès Fakhfakh y arrive déjà épuisé.

Et en sursis. Exténué par tant de compromis qui ont valu de justesse à sa coalition fragile une investiture...forcée à l'ARP. Sursitaire, l'épée de Damoclès d'une « motion de censure positive » pend au-dessus de sa tête dès le premier jour. Et il doit s'y prendre.

Jongler n'est pas un métier de chef de gouvernement. Coïncé entre un Kaïs Saïed qui entend s'ériger en "Président unique, fort et puissant" et un parlement bigarré, chahuteur et iconoclaste, Fakhfakh ne peut songer qu'à l'immédiat, l'immédiat pour tout horizon, avec l'espoir de durer. Quitte pour l'ingénieur industriel qu'il est de diriger une usine du superflu, de l'insignifiant, de l'éphémère.

Nous avons réussi une Constitution, mais nous avons échoué pour n'avoir pas su résoudre les problèmes des Tunisiens.

Le président Mohamed Ennaceur ne pouvait faire meilleure amende honorable. Sans avoir pris le temps d'une pause en conférence nationale très élargie, pour convenir des choix essentiels et bâtir une plateforme commune solide, l'union nationale est factice. De circonstance et limitée à quelques partis politiques, sans les organisations nationales et la société civile, elle ne sera qu'une chimère. Un leurre qui coûte cher et plombe tout.

Comment peut-on demander à Fakhfakh de réussir, sans le doter d'une boussole qui indique le cap à atteindre, sans engagement collectif pour soutenir son avancée ? Les dés sont pipés. L'ARP est aux aguets et les Tunisiens, à la peine, n'ont plus de patience.

La Kasbah a toujours été la cour des miracles. Le palais de Hammouda Pacha (1630 -1631), Saryet el Mamlka, ou Dar El Bey, devenu en 1882 le siège du Grand Vizir (Alwazir al akbar), n'y a guère échappé. Ne serait-ce que depuis 2011. On y arrive par miracle, on s'en sort par un autre. Béji Caïd Essebsi, qui s'était retiré des affaires dès les années 1990, avait-il songé à revenir un jour au pouvoir, vingt ans après, comme en 2011 ? Hamadi Jebali ou Ali

Laarayedh, du fond de leurs 16 années de prison, avaient-ils un jour espéré s'asseoir dans le fauteuil de Bourguiba, Ladgham et autre Nouira, en 2011 et 2013 ? Mehdi Jomaa, jamais encarté dans un parti politique, qui dirigeait six usines de par le monde, s'était-il vu dans un rêve officier à la Kasbah (2014) ? Habib Essid, rentré en Tunisie après avoir passé 10 ans à Madrid, avec un bref passage à l'Intérieur (2011), s'attendait-il à être arraché à son oliveraie de Borj El Amri, troquer sa tenue de « fallah » contre un costume de chef de gouvernement (2015-2016) ? Youssef Chahed, jeune agronome, avait-il cru que son ambition suprême allait déborder jusqu'à la Kasbah et, plus encore, y inscrire un record absolu de longévité post-2011 (2016-2020) ?

Ni un métier, ni un hobby, la fonction de chef de gouvernement est un sacrifice requérant talent, compétence et abnégation. On le devient souvent avec la même baraka, pour affronter le même enfer. Recalé à la dernière élection présidentielle, avec un score microscopique de 0,34% des suffrages, Elyès Fakhfakh débarque par la grâce de Kaïs Saïed. Son unique armure est sa détermination et de bonnes compétences dans son équipe.

Sans compréhension des grandes contraintes, ses grandes ambitions risquent de se fracasser rapidement contre les rochers de la réalité. Le risque qui guette le plus les gouvernants, à tous les niveaux, c'est le populisme pour compenser l'amateurisme, la fuite en avant pour masquer l'incompétence.

Entre ratages et rattrapages, comment conjurer cette spirale négative qui s'enroule sur la Tunisie ? Sortir la Tunisie de son enlèvement et la tirer vers le haut est encore possible. De justesse. Avant de se lancer dans le feu de l'action, c'est la réflexion qui prime, c'est le débat national inclusif, sans tabou et fécond qui doit l'emporter. Dans ces marécages d'invectives (à l'ARP et dans les médias), de recherche de prestige (passeports diplomatiques pour les députés...), seule une pensée moderniste, démocrate, consensuelle peut nous délivrer de la médiocrité et repositionner la Tunisie sur l'axe du progrès.

«Le succès, c'est d'aller d'échec en échec sans perdre son enthousiasme», disait Winston Churchill. Retenons surtout l'espoir d'une solution et d'une union nationale élargie et renforcée, loin du populisme et de la centralisation des pouvoirs. **L**

T.H.

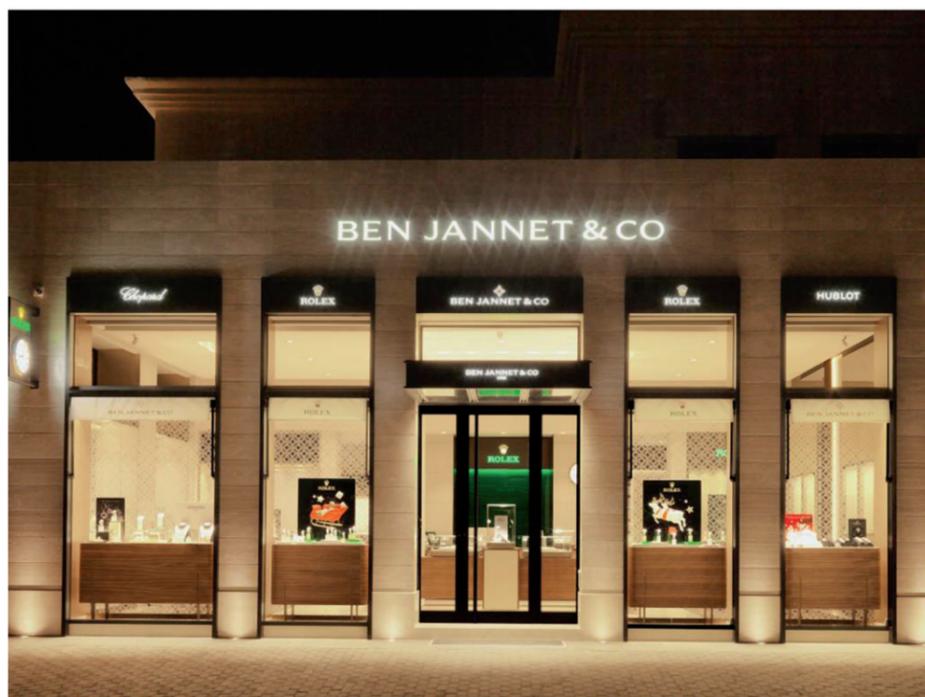
COMMUNIQUÉ DE PRESSE

BEN JANNET & CO OUVRE SON DEUXIÈME POINT DE VENTE ROLEX À TUNIS

Ben Jannet & Co et Rolex ouvrent un nouveau point de vente à Tunis, qui sera sous forme de corner dans l'extension de la boutique historique sur la rue LacVictoria.

Le nouveau point de vente de 110 m² offrira un cadre élégant et exclusif, et permettra au visiteur de partager un moment privilégié avec Rolex, une marque à l'avant-garde de l'industrie horlogère depuis plus d'un siècle.

« Nous représentons Rolex à Tunis depuis 2015 et nous sommes fiers de développer notre collaboration avec l'ouverture de ce deuxième point de vente qui nous permettra de renforcer la présence de la marque à Tunis », a affirmé M. Faouzi Ben Jannet, fondateur de la Bijouterie Ben Jannet & Co. « La boutique de la rue Lac Victoria s'attachera à mettre en avant les valeurs que partagent Ben Jannet & Co et Rolex : l'intemporalité et l'excellence. »



UNE BOUTIQUE, UN MONDE ROLEX

A l'intérieur de la boutique, l'élégance du mobilier rappelle le design des montres Rolex. Les couleurs et les motifs reflètent le goût de la qualité et de la précision de la marque, ainsi que son sens aigu du détail.

L'éclairage souligne la beauté des nombreux modèles exposés dans des vitrines beiges ornées de bronze.

Un magnifique mur émeraude aux motifs d'inspiration aquatique rappelle l'univers de l'Oyster de Rolex, la première montre-bracelet étanche. Parsemé de touches de vert intense, l'espace dédié à Rolex est décoré aux couleurs de la marque. Il est délimité par des murs en noyer et en pierre beige ainsi que par des panneaux de stuc dont les ornements font écho à la lunette cannelée de l'Oyster.

L'espace Rolex se situe dans une boutique idéalement placée dans la rue Lac Victoria. Cette boutique jouit également d'une belle façade de 22 mètres en pierre noble et qui donne sur deux rues incontournables des Berges du Lac. L'intérieur de la boutique est doté d'une belle lumière naturelle, notamment grâce à une hauteur sous plafond de 4 mètres. Ce nouveau joyau dédié à l'horlogerie et à la bijouterie au cœur de Tunis assurera au client une expérience unique et lui permettra de découvrir les collections en toute intimité.

À PROPOS DE LA BOUTIQUE BEN JANNET & CO

Ben Jannet & Co est un des pionniers de la bijouterie et de l'horlogerie de luxe en Tunisie. Fondée en 1986 par Faouzi Ben Jannet, la maison a fait de la qualité, de l'excellence, du luxe et du service ses piliers.

Au fil des années, Ben Jannet & Co a réussi à s'imposer comme une adresse incontournable pour les adeptes des bijoux à la fois modernes et intemporels. Etant devenue une des adresses les plus prestigieuses de Tunis, Ben Jannet & Co a depuis gagné la confiance de treize des marques les plus prestigieuses d'horlogerie et de joaillerie.

Aujourd'hui, Ben Jannet & Co est présente à Tunis avec trois boutiques multi-marques dont un shop-in-shop et un corner Rolex.

À PROPOS DE ROLEX

UNE RÉPUTATION INÉGALÉE DE QUALITÉ ET DE SAVOIR-FAIRE

Rolex, manufacture horlogère suisse établie à Genève, est réputée dans le monde entier pour son savoir-faire et la qualité de ses produits. Ses montres Oyster Perpetual et Cellini, toutes certifiées Chronomètre Superlatif pour leur précision, leurs performances et leur fiabilité, sont symboles d'excellence, d'élégance et de prestige. Inscrit sur chaque montre Oyster, le terme « Perpetual » représente bien plus qu'un mot sur un cadran, c'est une philosophie qui incarne la vision et les valeurs de la marque, une recherche perpétuelle de l'excellence que le fondateur Hans Wilsdorf a transmise à l'entreprise. Rolex est ainsi à l'origine de nombreuses innovations horlogères majeures, dont l'Oyster, première montre-bracelet étanche, née en 1926, et le remontage automatique par rotor Perpetual, inventé en 1931. Rolex a déposé plus de 500 brevets depuis sa fondation. Véritable manufacture intégrée et indépendante, la marque conçoit et fabrique en interne les composants essentiels de ses montres – de la fonte des alliages d'or à l'assemblage des éléments du mouvement, du boîtier, du cadran et du bracelet, en passant par l'usinage et la finition. Par ailleurs, Rolex s'engage activement en faveur des arts, du sport et de l'exploration, et soutient celles et ceux qui œuvrent à la préservation de la planète.

SERVICE DE PRESSE

Pour plus d'informations sur Ben Jannet & Co,

veuillez nous contacter :

+71 860 475

SITES INTERNET OFFICIELS

www.benjannetandco.com

www.rolex.com

Opinion

- 24** Et que le processus démocratique continue !
Par Riadh Zghal

En couverture

- 26** Kaïs Saïed "C'est moi le Président !"
30 Ce qu'en pensent les Tunisiens, ces indicateurs si parlants
32 Ce que disent les Tunisiens. Une parole libre et pertinente

Nation

- 38** Pourquoi Fakhfakh doit réussir
40 Mansour Moalla célébré pour son œuvre et la pertinence de ses analyses visionnaires
46 Spécial Suède, le design, les Tunisiens et la Tunisie

International

- 58** Palestine – Israël, un conflit de 100 ans
Par Samir Gharbi

Chronique

- 75** La symbolique des cent premiers jours
Par Habib Touhami

Société

- 78** Les trésors dévoilés d'Ennejma Ezzahra
82 Un épisode des relations entre la Tunisie et la Tripolitaine
L'insurgé Ghouma El Mahmoudi dans le Sud tunisien
Par Mohamed El Aziz Ben Achour
88 Africa au Ve siècle : l'épisode vandale
Par Ammar Mahjoubi
95 Abdelhay Chouikha, tel un sage grec, ce patriote authentique...
101 Un autre père fondateur de la médecine tunisienne nous quitte
104 Fethi Ben Yedder, l'ami admirable
109 Jean Daniel, le Tunisien
Par Guy Sitbon
110 Jean Daniel, un jeune homme avec son édito en bandoulière
Par Hélé Béji

Billet

- 112** Pourquoi être plus royaliste que le roi ?
Par Hédi Béhi



THE 2

LA TOUTE PREMIÈRE SÉRIE 2
GRAN COUPÉ.



DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Taoufik Habaieb

DIRECTEUR DE LA REDACTION
Hédi Béhi

CONSEILLER
Abdelhafidh Harguem

COLLABORATEURS

• Walid Bel Hadj Amor • Monia Ben Jémia • Mohamed Larbi Bouguerra • Mounira Chapoutot Remadi • Rafik Darragi • Samy Ghorbal • Mourad Guellaty • Azzedine Guellouz • Mohamed Ali Halouani • Mohamed El Aziz Ben Achour • Houcine Jaïdi • Mohamed Jaoua • Mounir Fendri • Elyès Jouini • Abdelaziz Kacem • Emna Kallel • Chedli Klibi • Salsabil Klibi • Ammar Mahjoubi Radhi • Meddeb • Habib Mallakh • Samir Marrakchi • Mansour Moalla • Ahmed Ounaies • Habib Touhami • Riadh Zghal • Dr Sofiene Zribi

CONCEPTION & REALISATION

Ahmed Cherni
(Directeur Artistique)

Raid Bouaziz
(Designer)

Marwa Makni
(Vidéo)

PHOTOS
Mohamed Hammi - DR

MARKETING & COMMUNICATION

Bouranne Ennaifer Hajem
(Directrice Communication)

Mohamed Taïeb Habaieb
(Système & Organisation)

APPUI

Habib Abbassi • Lamia Alayet • Najeh Kharrez • Fayçal Mejjadi • Leïla Mnif • Hamdi Mzoughi • Chaouki Riahi

IMPRESSION

Simpact

PR Factory

Ennour Building, Cité des Sciences,
BP 200, 1082 Tunis Mahrajène, Tunisie
Tel.: 71 232 111 / Fax: 71 750 333
• abonnement@leaders.com.tn
• marketing@leaders.com.tn
• redaction@leaders.com.tn

www.leaders.com.tn



Le plaisir
de conduire

Ben Jemâa Motors - Tunis - Tél: + 216 70 837 355
Baccouche Automobiles - Sousse - Tél: + 216 73 256 350

Pour **2020**
Leaders
a sélectionné pour vous



COUPON D'ACHAT

Auteur	Prix Unitaire	Quantité	Prix Total
Mansour Moalla	35 DT		
Ammar Mahjoubi	35 DT		
Mohamed-El Aziz Ben Achour	35 DT		
Riadh Zghal	20 DT		
Walid Bel Hadj Amor	25 DT		
Hédi Bèhi	25 DT		
Taoufik Habaieb	25 DT		

Nom et prénom ou Raison sociale :

Adresse de livraison :

Code postal [][][][]

Tel [][][][][][][][][][]

Livraison gratuite en Tunisie

En librairie

Offrir & S'offrir

Règlement par

Chèque bancaire Virement

au nom de **PR Factory**

CBB : 08 008 000671001274071

Date et signature

Ennour Building, Cité des Sciences, BP 200
1082 Tunis Mahrajène, Tunisia
Tel +216 71 232 111 / Fax : +216 71 750 333

www.leaders.com.tn

R E T R A I T Y

RETRAITE INDIVIDUELLE



APRÈS L'EFFORT, LE RÉCONFORT.

Que vous soyez salarié, commerçant, fonctionnaire, profession libérale, chef d'entreprise... Avec **RETRAITY** épargnez dès à présent pour constituer des revenus complémentaires qui vous seront versés au moment de votre choix, sous forme de capital ou de rente. Plus de détails sur notre site internet.

www.carte.tn



PACK STAR ★ هنيني

Le premier pack assurance
tout compris pour les professionnels .



**2 MOIS
GRATUITS**
pour chaque souscription au pack

STAR
Assurances تأمينات
عمل علينا

star.com.tn

*Offre valable jusqu'au 31/01/20

Ennaceur voit juste

«L'unité nationale indispensable pour la sortie de crise en Tunisie n'est pas celle des partis politiques seulement. Elle doit se bâtir sur une base très large, consolidée par les organisations nationales et les représentants de toutes les tendances et de la société civile.» C'est ce qu'a affirmé Mohamed Ennaceur, ancien président de l'Assemblée des représentants du peuple et président de la République par intérim. Intervenant lors de la présentation, le 25 février dernier à Tunis, du nouveau livre de Mansour Moalla intitulé Sortie de crise et union nationale, pourquoi et comment, il a appelé à «faire de ce titre le thème d'une conférence nationale élargie, devant aboutir à un consensus sur les principes et les programmes à adopter, sur une base commune qui accepte la différence et favorise la saine compétition et l'alternance au pouvoir, afin que la Tunisie reste la Tunisie.»

Le président Ennaceur a rappelé que ce sont les Tunisiens qui, dans leur spontanéité et conviction, ont déclenché la révolution fin 2010-début 2011 et non certains partis qui le prétendent en essayant de la capter en leur faveur. «En 2011, a-t-il ajouté, au sein du premier gouvernement conduit par feu Béji Caïd Essebsi, nous nous sommes employés à trouver le cadre idoine pour satisfaire les revendications du peuple et nous avons organisé les élections pour une Assemblée constituante. Les options alors en présence lors de l'élaboration de la Constitution étaient multiples. Nous avons adopté une nouvelle constitution, sans pour autant résoudre les problèmes essentiels qui demeurent encore posés. Sans surtout avoir édifié un socle national solide qui rassemble tous les Tunisiens. Le peuple et ses dirigeants de tous bords n'ont pas eu l'occasion de s'arrêter pour en débattre ensemble. C'est-à-dire analyser le contexte dans le pays, dans une évaluation profonde et précise, et esquisser un programme d'actions immédiates, à moyen et long termes.»



«Certains appellent à rompre totalement avec le passé, à souligné Mohamed Ennaceur, alors qu'on se rend compte aujourd'hui qu'en fait rien de substantiel, à part la Constitution et la mise en place de ses premières institutions, n'a été fait. L'unique édifice porteur resté depuis plus de 60 ans, c'est en fait l'Etat, qui a résisté à tant de mutations, tenu le pays et assuré le fonctionnement de ses rouages. L'heure est aujourd'hui à l'union nationale. Le mouvement national pour l'indépendance était fondé sur le rassemblement des organisations nationales autour du Néo-Destour, ce qui a affranchi la Tunisie. A présent, l'architecture requise est celle qui met en synergie les représentants des travailleurs, commerçants, artisans, chefs d'entreprise, agriculteurs, pêcheurs, société civile et partis politiques afin de jeter les bases d'un édifice commun qui donnera naissance à un gouvernement d'union nationale effective, stable et efficace».



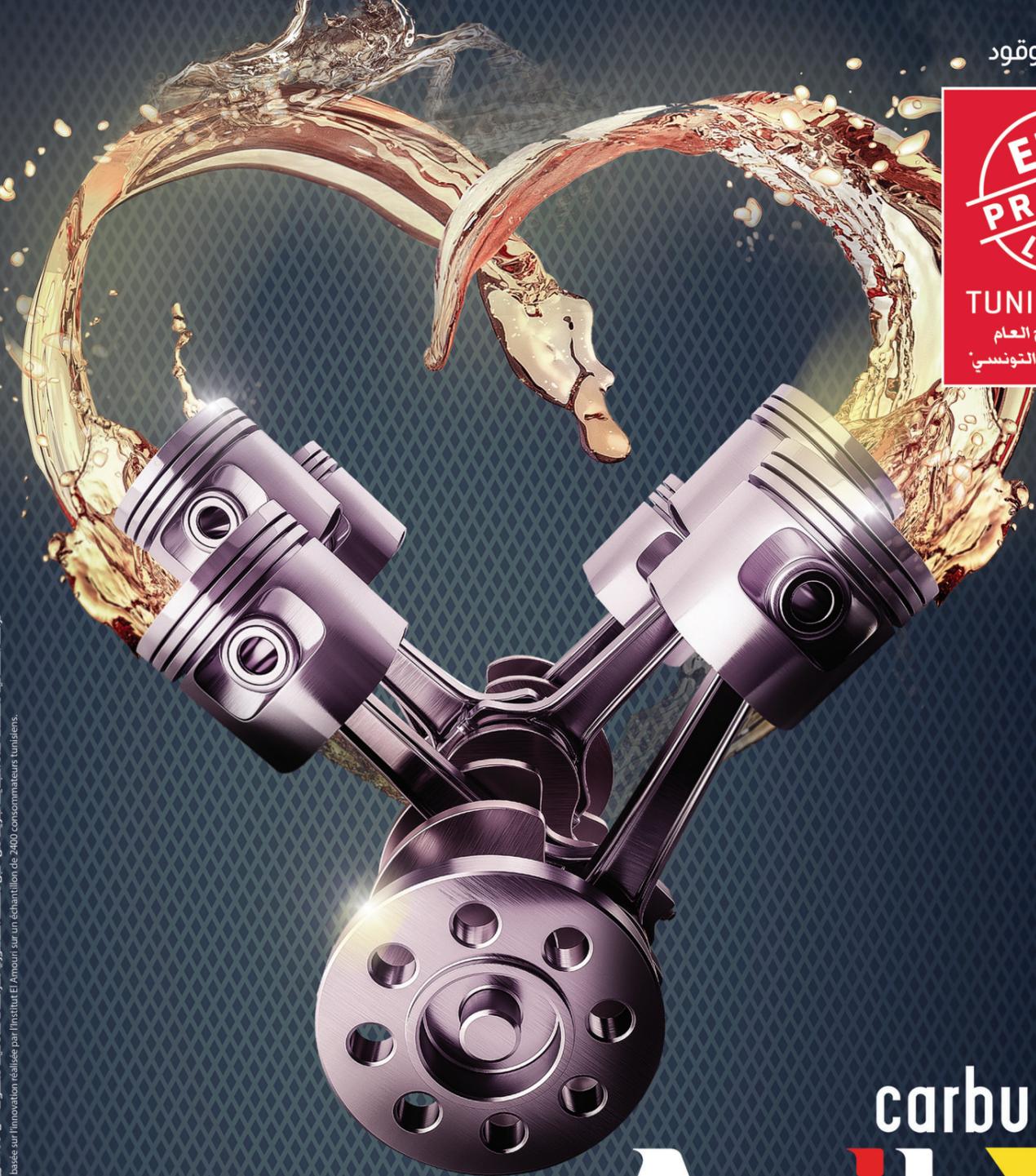
Ces Tunisiens qui résistent au coronavirus en Chine

Ils sont près d'un demi-millier de Tunisiens installés en Chine qui ont décidé de continuer à y résider, bravant courageusement les risques de contagion par le coronavirus. Hormis des cadres supérieurs dans de grandes compagnies et d'experts internationaux, il s'agit pour la plupart d'étudiants vivant à Pékin mais aussi dans diverses autres régions de cet immense Empire du milieu. Sans céder à la panique, ils sont en contact direct avec notre ambassade à Pékin qui a mis à leur disposition une hotline, ouverte 24 heures sur 24.

L'ambassadeur Dhia Khaled est sur tous les fronts. A la tête de quatre diplomates (la Tunisie compte également à Pékin un bureau militaire, ainsi qu'une représentation de l'Ontt et une autre du Groupe chimique), il multiplie les contacts avec les autorités chinoises, assure la coordination avec Tunis, et maintient le contact avec la communauté tunisienne.

C'est dans ces moments délicats qu'on réalise l'ampleur de la mission qui échoit à nos diplomates affectés en poste à l'étranger. On les croyait en sinécure, de réceptions en dîners, et les voilà, vent debout, le commandant à bord qu'est l'ambassadeur sur le pont, et dernier à partir, s'il le faudrait un jour, sans faillir à leur devoir.

فائز في فئة الوقود



carburants
Agil
Premium

LA MEILLEURE PROTECTION
POUR VOTRE MOTEUR

دراسة احصائية مستقلة على التجارب اجريت من قبل معهد المصنعي للدراسات على عينة مكونة من 2400 مستهلك تونسي. Etude indépendante basée sur l'innovation réalisée par l'Institut El Anouari sur un échantillon de 2400 consommateurs tunisiens.



À votre Service

Beit al Hikma s'y prête bien

Rebondissant sur la proposition du président Ennaceur d'une Conférence nationale élargie, le professeur Abdelmajid Charfi s'est empressé de proposer de l'accueillir à Beit al Hikma. Le palais du dernier Bey de Tunis, converti en siège de l'Académie tunisienne des sciences, des lettres et des arts, ne manque pas de symbolique. Construit au milieu du XIXe siècle et appelé, à l'époque husseinite, Palais Zarrouk, il est le foyer d'une pensée plurielle, riche et intelligente, qui couvre divers secteurs. Placer cette réflexion nationale, inclusive, puisant dans notre riche civilisation et s'installant dans le futur, c'est marquer la primauté de l'esprit au-delà des contingences partisans immédiates et se projeter dans l'avenir, en toute sérénité. Même si les locaux sont modestes, sans lambris dorés, et peu commodes, Beit al-Hikma envoie ce fort message d'une maison de la sagesse.



Record dans l'enfer de la Kasbah



De tous ses prédécesseurs depuis les élections du 23 octobre 2011, Youssef Chahed aura inscrit le record de longévité à la tête du gouvernement: pas moins de trois ans et demi, soit 42 mois ! Jusque-là, le meilleur score était détenu par Habib Essid avec 18 mois (février 2015-août 2016), suivi de Hamadi Jebali avec 15 mois (décembre 2011-mars 2013), Mehdi Jomâa, en indépendant pendant 12 mois (janvier 2014 -2015) et Ali Laarayedh qui y aura « purgé » 11 mois (mars 2013-janvier 2014).

Personne n'aurait parié, au départ, sur une telle longévité de Youssef Chahed à la Kasbah. Tout au plus on lui donnait quelques mois, et encore. Attaqué par son propre parti Nidaa Tounès, sommé par Ennahdha de démissionner s'il devait se présenter à l'élection présidentielle, livrant un bras de fer avec son mentor Béji Caïd Essebsi, fortement interpellé par l'Ugta, il a fait preuve de résistance, quels qu'en soient les moyens et le prix. Sa longévité au milieu de tant de cyclones aussi dévastateurs les uns que les autres doit sans doute receler des secrets dont les Tunisiens attendent la révélation. Et ils ne sont pas les seuls à connaître sa recette miracle. Maintenant qu'il est délivré, indemne de l'enfer de la Kasbah, Chahed s'attaquera-t-il à écrire ses mémoires, sans trahir les secrets d'Etat ? Ainsi veut la redevabilité.

Décès

Laroussi Ben Brahim
Militant destourien de la première heure, ancien président du Comité national des résistants

administratif et vice-président de l'Association internationale de droit administratif



Me Mohamed Lamine Bellagha
Avocat



Abdelhay Chouikha
Financier, professeur, ancien secrétaire général de l'Union générale des étudiants de Tunisie (Uget), conseiller en investissement extérieur auprès de l'Etat du Koweït

Mohamed Yaiche
Ancien directeur à l'Institut national de la statistique (INS), expert international

Dr Chedly Tabbane
100 ans, professeur de médecine, pédiatre et l'un des pères fondateurs de l'enseignement et des formations médicales en Tunisie



Mohamed Ali Habachi
67 ans, journaliste, écrivain, ancien rédacteur en chef du journal de la Radio et Télévision tunisiennes



Mokhtar Mnakri
61 ans, ancien président-directeur général de Tunisie Telecom (2012-2014). Il a occupé le poste de P.D.G. de la filiale d'Alcatel jusqu'en 2010 puis il a été consultant international en développement et management d'affaires pour le compte d'opérateurs et d'investisseurs en Europe, Afrique et Moyen-Orient



Dr Samir Blel
Professeur, chef du service de neurologie à l'Institut de neurologie de Tunis

Mouna Madani
Secrétaire générale de la faculté des Sciences humaines et sociales de Tunis (Fshst)

Abdallah Hilali
85 ans, magistrat et ancien premier président de la Cour de cassation



Fathi Ben Yedder
Président de la Chambre syndicale des fabricants de pâtisserie

Mustapha Turgeman
Ancien président de la Cour de cassation



Me Ridha Ben Youssef
Avocat, ancien directeur général de l'Ecole nationale d'administration (ENA) et président de Chambre au Tribunal administratif. Il a été président de l'Association tunisienne de droit

Abdelfattah Djemal
Ancien directeur à l'Agence de promotion de l'industrie (API) et directeur général de la Chambre tuniso-française de commerce et d'industrie (Ctfc)

Chedly Zaïra
Acteur et écrivain

Saïd Amara
76 ans, ancien handballeur et entraîneur de l'Espérance Sportive de Tunis (EST)

Diplomatie

Mohammad Reza Raouf Chibani
Ambassadeur de la République islamique d'Iran en Tunisie

Présidence de la République

Nadia Akacha
Ministre directrice du cabinet présidentiel



Naoufel Hdia
Chef de protocole



Présidence du Gouvernement

Ali Zerria
Conseiller principal de presse

Rabiah Salhi
Conseillère principale de presse

Ministère des Affaires étrangères

Mourad Belhassen
Ministre plénipotentiaire hors classe

Semia Ilham Ammar
Ministre plénipotentiaire hors classe

classe

Sghaier Fatnassi
Ministre plénipotentiaire hors classe

Wassef Chiha
Ministre plénipotentiaire hors classe

Nebil Ben Khedher
Ministre plénipotentiaire hors classe

Naoufel Hdia
Ministre plénipotentiaire

Habib Ben Frej
Ministre plénipotentiaire

Marouane Kablouti
Ministre plénipotentiaire

Saoussen Cherif
Ministre plénipotentiaire

Rym Memmi Ben Becher
Ministre plénipotentiaire

Abdelkerim Nabli
Conseiller des Affaires étrangères

Saoussen Dhoukar Rezgui
Conseillère des Affaires étrangères

Mohamed Amine Essaieb
Conseiller des Affaires étrangères

Mondher Rejeb
Conseiller des Affaires étrangères

Jamel Lehouidhek
Conseiller des Affaires étrangères

Imed Ben Amor
Inspecteur central du Chiffrage

Hichem Sahraoui
Inspecteur du Chiffrage

Raja Hamzaoui
Attaché du Chiffrage

Ministère des Affaires culturelles

Ridha El Béhi
Directeur de la 31^e édition des Journées cinématographiques de Carthage (JCC)



Dar Assabah

Abdelhak Kharraz
Délégué

Elections

Académie tunisienne des sciences, des lettres et des arts (Beit El Hikma)

- Membre honorifique **Ibrahim Chabbouh**, archéologie et histoire
- Membres correspondants **Ahmed Abbas**, mathématiques
- Mehdi Abdeljaoued**, mathématiques - histoire des mathématiques
- Jellal Abdelkafi**, architecte - paysagiste et urbaniste
- Hafedh Abdelmlak**, vétérinaire - nanosciences
- Hassen Amri**, physique-chimie
- Akissa Bahri**, ingénieur agriculture-eau
- Ibrahim Ben Mrad**, lexicologie et linguistique
- Kamel Ben Ouanès**, critique de cinéma
- Faten Chouba**, arts plastiques
- Amel Hamza Chaffai**, biologie marine
- Essedik Jeddi**, psychiatre et psychologie clinique
- Mohamed Jmaiel**, informatique

Elyès Jouini, économie-mathématiques
Leïla Sebai, chorégraphie et archéologie
Ali Mili, informatique

Club des dirigeants de banques et établissements de crédits d'Afrique

Habib Karaoui
Vice-président

Confédération africaine de rugby (CAR)

Maha Zaoui
Directrice générale du rugby féminin

Décorations

Mohamed Ali El Okbi
Cinéaste, publicitaire et promoteur de l'espace culturel l'Agora à La Marsa, décoré des insignes des Lettres et des Arts.

Mohamed Zahi



Chercheur tunisien, lauréat du prix « Ibn Battouta » de la littérature de voyage pour l'année 2020 lors d'une cérémonie organisée au Maroc.

Chiraz Laâtiri
Ancienne présidente du Centre national du cinéma et de l'image de Tunisie (Cnci), elle a remporté le prix de la personnalité du cinéma arabe décerné par le magazine américain *The Hollywood Reporter*.



Muscler son économie

Bras financier de l'Etat pour sécuriser et fructifier l'épargne nationale et les consignations, la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) appuie les politiques de l'Etat et booste l'investissement. Elle se démarque par son modèle économique unique, son mode de gouvernance, sa doctrine d'investissement et sa politique de gestion des risques.

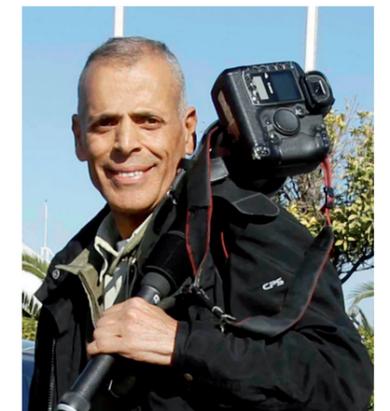


Yadh Ben Achour

L'islam et la démocratie. Une révolution intérieure

Ne vous demandez pas ce que fait le professeur Yadh Ben Achour ! Il lit, écrit ou professe ! En sacerdoce. Prochain rendez-vous avec ses lecteurs, à la fin de ce mois de mars avec la parution à Paris chez Gallimard de son nouveau livre *L'islam et la démocratie. Une révolution intérieure*. Comme à chaque nouvelle publication, il suscite intérêt et remue la réflexion.

Tout récemment, Yadh Ben Achour a célébré un autre événement éditorial. Il s'agit de la publication de la traduction en arabe de son ouvrage *Aux origines de l'orthodoxie sunnite*, édité il y a 12 ans dans sa version originale en langue française, chez PUF à Paris. La traduction en arabe, guère facile pour un livre écrit en français, à partir de textes, références et citations en langue arabe, a été réussie par le professeur Asma Nouira, à la demande de l'Institut tunisien de traduction, et publiée par les Editions Mohamed Ali Hammi.



Mohamed Hammi

Février

En photos



■ En voiture, Chiraz ! Remercée par le ministre, la voilà nommée ministre de la Culture. Fille de gouverneur, passé consul général, Chiraz Laatiri a ajouté à un nom de famille prestigieux un prénom prometteur.



■ Elle manquera au Parlement. Rym Mahjoub Masmoudi, radiologue de profession, fervente leader d'Afek, ne quitte pas la scène politique, poursuivant son combat. Encore plus aujourd'hui, dans l'opposition.



■ Un haut magistrat à la fête de la Défense nationale. Ime Hazgui a tout un programme de modernisation et de renforcement de l'armée tunisienne. Compte-t-il accroître la place de la femme dans les rangs et les commandements ? Compte-t-il inclure progressivement les jeunes filles dans le service militaire ? Il nous promet d'agréables surprises.



■ Le look lui va bien ! Oussama Khelifi, porte-avion politique de QalbTounes et de son président Nabil Karoui, avait failli troquer son siège de député au Bardo contre un maroquin au sein du gouvernement. Ce n'est que partie remise.



■ Samira Chaouachi est une mutante de grande qualité. Hissée au perchoir comme première vice-présidente du parlement, elle officie avec talent et patience, le sens politique inné.



■ Pétillante d'énergie, moulue dans le corps de la haute administration, directrice de générale de l'ENA... Asma Sehiri Laabidi met la fraîcheur de sa pensée et son expérience au service de la Femme, de la Famille, de l'Enfance et des Séniors. Avec compétence et talent. Troisième Laabidi à la fête de ce département, après Lilia, en 2011, et Néziha, jusqu'à tout récemment.



■ Africaniste, financière et auditeure, rien ne lui échappe sur le continent. Selma Ennaifar, qui a posé ses valises dans quasiment tous les pays d'Afrique, est désormais au ministère des Affaires étrangères en tant que secrétaire d'Etat chargée de la Diplomatie économique. Et plus, si affinités...



■ Première femme ministre de la Justice, Thouraya Jeribi Khemiri. Bourguiba aurait adoré l'avoir dans son gouvernement. BCE aussi. Dame de fer, mais aussi de cœur et d'esprit, elle partage avec sa cousine iconique Maya Jeribi des valeurs irréductibles. Une juste !

■ Il n'est jamais seul, mais il éclaire la voie en précurseur. L'ambassadeur Ahmed Ounaies garde toujours une longueur d'avance sur ses contemporains, avec une pensée avant-gardiste, une connaissance d'érudit des relations internationales et de la géopolitique.



■ Incollable. Abir Moussi, bien conseillée sur les dossiers politiques, bien renseignée sur les aspects financiers, soigne ses interventions à l'ARP et affûte sans cesse ses flèches. Dommage que tant d'énergie, au-delà de son opposition farouche à Ennahdha, ne s'accompagne pas de propositions concrètes, profitables aux Tunisiens



■ Entre le Rapporteur du budget et des finances au Bardo et le gouverneur de la Banque centrale, il y a aussi la connivence entre deux éminents enseignants universitaires. Fayçal Derbel et Marouane El Abassi, aujourd'hui chacun dans son rôle, mettent de la chaleur dans la relation entre leurs institutions respectives.



لعزیز علیک اِحْمِیہ

طی 5 د
ب 5 فی الشهر*



* حسب مساحة الدار وقيمة الي فيها

إنت ليا و أنا لیک

Et que le processus démocratique continue !

Cette longue marche vers la constitution d'un gouvernement a eu le mérite de permettre une lecture plus claire du paysage politique. Ce paysage qui a émergé en faveur d'un soulèvement contre un pouvoir autoritaire, mais malgré tout nourri d'une fibre nationaliste, a été dessiné par un conseil constitutionnel dominé par une approche juridique. La principale erreur de cette approche est la croyance dans les effets automatiques des lois et des décrets et une myopie ravageuse occultant les forces motrices de l'économie, les ressorts de la dynamique sociale et la capacité des gouvernements à mettre en application les lois promulguées. Le pays s'est trouvé doté d'une polycratie sans réel pouvoir mais propice aux querelles politiques sans fin entre partis.

En effet par crainte d'un retour d'un pouvoir centralisé et autoritaire, outre le partage du pouvoir entre trois sommets de l'Etat, on a multiplié les instances dites indépendantes sans l'être réellement. On a du mal à croire à leur indépendance car elles sont constituées par vote au parlement, siège de joutes politiques entre représentants de partis – davantage que du peuple – qui cherchent chacun à faire élire ses candidats. Et quand ils n'y arrivent pas, l'instance stratégique qu'est le tribunal constitutionnel ne verra pas le jour ! Résultat : les diverses instances créées, qu'il s'agisse de l'Isie, de la Haica ou de ladite Instance de la vérité et de la dignité qui a davantage divisé que concilié, sont loin de susciter la confiance des citoyens. En témoignent le faible taux de participation aux élections, les chaînes de télévision et les radios qui diffusent dans l'illégalité... Les lois semblent davantage détournées que respectées. A preuve, la croissance exponentielle de l'économie informelle, de la corruption, de la dégradation de l'environnement urbain (insalubrité, occupation des trottoirs et même de la rue par des établissements commerciaux et le commerce anarchique)...

Face à ses espoirs perdus, la société a réagi, selon les catégories, par le corporatisme, le tribalisme, la recrudescence de la violence, la fuite vers d'autres cieux - fuites suicidaires vers l'Europe à bord des bateaux de la mort, fuite des compétences de tout niveau depuis les techniciens jusqu'aux professeurs universitaires et chefs de service des hôpitaux. Les caisses de l'Etat ont été vidées d'abord parce qu'on a recruté à tour de bras dans le secteur public, que l'on a intégré tous ceux qui ont été victimes de l'ancien régime à des fonctions qu'ils n'ont pas exercées depuis des dizaines d'années, y compris dans l'enseignement, en plus de leur dédommagement. L'argent a été dilapidé aussi vu le coût de la multiplication de instances dites indépendantes et « protectrices » de la démocratie en herbe, le gonflement des effectifs au niveau de l'administration et des entreprises publiques, la multiplication des grèves et des mouvements sociaux suivis d'augmentations des salaires et d'inflation. Tout ceci, en plus du coût de la lutte contre le terrorisme et de la médiocrité de la gouvernance à plus d'un niveau, a ruiné le pays. La pauvreté et l'anomie se sont installées éventuellement pour une longue durée. Cela a fait le lit du populisme dont le résultat s'est concrétisé par le paysage politique qu'offre aujourd'hui le parlement. Voilà déjà neuf ans que la gouvernance de l'Etat est dominée par le juridisme, les luttes partisans pour un pouvoir à la fois disponible et fuyant, freinant la capacité des gouvernements quelles que soient leurs bonnes intentions à œuvrer et à performer pour le développement et la création d'emplois.

En revanche, la longue marche vers la constitution d'un nouveau gouvernement après les élections de 2019, bien qu'elle ait été pénible, a été instructive d'une

certaine dynamique sociopolitique. D'abord une capacité d'autodéfense collective contre les pires scénarii lorsque la menace de dissolution du parlement et la stagnation, voire l'aggravation de la crise économique et sociale, ont pointé à l'horizon. L'intervention de la société civile a calmé les querelles partisans et aidé à l'aboutissement des efforts de constitution d'un « projet » de gouvernement multipartite doté de quelques compétences reconnues, et acceptable par la mosaïque de représentants du peuple au parlement. Cette longue marche a aussi montré l'existence d'une opposition irréductible au sein du parlement, ce qui augure d'une veille sur les processus juridiques et éventuellement la dénonciation des dérives néfastes pour l'intérêt général. De plus, cette marche a montré que, malgré la soif de pouvoir pour dominer et servir des intérêts particuliers ou pour agir en faveur d'une vision fondée sur une idéologie supposée la plus en phase avec l'intérêt général, malgré la masse de reproches dont ils ont fait l'objet, les politiques tunisiens restent malgré tout flexibles, capables de trouver des compromis et des territoires de rassemblement en dépit de leurs différences de perception parfois abyssales.

Le vivre-ensemble au sein d'un gouvernement multipartite, où certains représentants de partis sont minoritaires, sera-t-il possible ? C'est la question que se posent de nombreux Tunisiens. On peut y répondre par l'affirmative si l'on considère que la question du partage des postes ministériels a été réglée du moins à court terme. On y répond par la négative si la finalité ultime de l'action gouvernementale au niveau de tous les secteurs n'a pas été clairement définie et adoptée par toutes les composantes du gouvernement. Même si c'est le cas, cela ne suffit pas si la finalité établie ne fait pas l'objet de communication et d'adhésion du plus grand nombre de citoyens aussi bien ceux qui sont en charge de la mettre en œuvre que ceux qui agissent au niveau de la société civile, fussent-ils appartenir à des partis représentés au gouvernement.

En cette phase du processus démocratique, il y a plus que jamais besoin d'une politique de communication qui opère le passage d'une logique revancharde et destructrice qui a dominé depuis 2011 vers une logique de discours serein et constructif. En effet, le gouvernement ne pourra pas se contenter des votes favorables à l'ARP et miser simplement sur le soutien aléatoire des partis. Il a besoin de l'adhésion populaire s'il doit s'engager dans les réformes douloureuses qui exigent des sacrifices, et dans le lancement d'un processus de développement participatif et durable. Quant aux volets économique et de la gouvernance à l'échelle locale et nationale, il y a nécessité, comme l'a répété à maintes reprises M. Elyes Fakhfakh, d'un changement de logiciel. Il y a besoin de mobiliser toutes les ressources du pays sous-exploitées ou inexploitées, aussi bien les ressources matérielles qu'immatérielles et humaines. Pour entrer de plain-pied dans la nouvelle économie fondée sur la connaissance et l'écologie, il est temps de tendre la main aux jeunes hommes et femmes et mettre fin à la fuite des compétences, qu'elles soient moyennement ou hautement qualifiées. Et que le processus démocratique continue !

R.Z.

Opinion



• Par Riadh Zghal

...La pauvreté et l'anomie se sont installées éventuellement pour une longue durée. Cela a fait le lit du populisme dont le résultat s'est concrétisé par le paysage politique qu'offre aujourd'hui le parlement...

Kaïs Saïed

“C’est moi le Président !”

- Record de popularité
- Risque de populisme



Le “Professeur” (de droit constitutionnel) devenu “Le Président” (de la République) et le chef de l’Etat s’impose de nouveau en “Professeur” incontesté. Au risque de se laisser aller au populisme, si ce n’est déjà amorcé. Saïed serait alors une marque de fabrique bien tunisienne, post-2011.

Cent jours à Carthage auront, malgré des couacs d’allumage, transformé Kaïs Saïed. Il entend prendre le leadership. Elu à 72,71 % des suffrages, il est crédité, en plus d’un taux record de confiance, de pas moins de 84%. L’accès de forte popularité ne protège guère son bénéficiaire de verser dans le populisme. La Tunisie risque d’en faire la dure épreuve. Ses adeptes, exaltés par ces scores en or, portent leur regard sur une autre ligne de mire. Ils voient déjà le champion national briguer un second mandat. En attendant, le président Saïed doit tenir ses promesses et répondre aux attentes des Tunisiens. En sera-t-il capable sans une parfaite synergie avec le futur gouvernement et l’actuel parlement ? Est-ce acquis d’avance ? Ou doit-il songer à laisser se créer autour de lui son parti, dissoudre l’ARP, légiférer entre-temps par décrets-lois, et espérer un nouveau raz-de-marée au Bardo, qui lui donnerait également les clés de la Kasbah ?

Le démarrage n’a pas été sans fausses manœuvres: limogeages successifs perçus en règlements de comptes (Abdelkrim Zbidi et Khemaies Jhinaoui), absence à la conférence de Berlin sur la Libye, esquivé d’accueillir Sarraj et Hafter pour un dialogue avec des ministres européens des Affaires étrangères, rétropédalage au sujet de la “vision” de Trump pour le Moyen-Orient et « dénonciation » de l’ambassadeur de Tunisie auprès de l’ONU (révoqué), séparation d’avec « son ministre-conseiller » Abderraouf Betbaieb et « de son chef de protocole »... Autant de déboires que son entourage essaye de gommer par une prise de parole plus fréquente, et plus tranchante et une alliance en montée de puissance avec Ettayar et Echaab . Au détriment d’Ennahdha qui ne l’ignore pas et fait, pour le moment, le dos rond.

Eclairages

Il n’y a qu’un seul Président, et c’est moi ! Kaïs Saïed hausse le ton et marque son territoire à la tête de la magistrature suprême. Les autres ne sont que président de (ARP, gouvernement...). Cent jours après son accession à Carthage, le 23 octobre 2019, il affiche sa détermination à passer du ratage au rattrapage, et imposer son magistère. Sa leçon de droit constitutionnel, professée d’abord un matin à Elyès Fakhfakh, puis répétée l’après-midi même au président de l’ARP et chef d’Ennahdha, Rached Ghannouchi, ainsi qu’au chef du gouvernement sortant et président de Tahya Tounès, Youssef Chahed, devant les caméras, a été voulue comme une reprise en main des affaires de la République.

Si la création du « parti du Président », sous l’appellation de « Le Peuple veut » (Echaab yourid), se confirmait, et la dissolution de l’ARP intervenait un jour ou l’autre, cette année ou l’année prochaine, rien n’empêcherait Kaïs Saïed, en cas de nouveau plébiscite électoral, de dire alors, « ce sont mes députés, ce sont mes ministres, et c’est mon gouvernement ! » Adieu le régime parlementaire ou semi-parlementaire, bienvenu dans le système présidentiel.

Un pari risqué

Elu au second tour, le 13 octobre 2019, avec un taux record de 72,71 %, et focalisant en sa faveur dès début décembre dernier, un taux de confiance absolument exceptionnel de 84% (sondage IRI / Elka Consulting), Kaïs Saïed ne pouver qu’amorcer son mandat le vent en poupe. C’est à la fois un grand espoir fondé sur lui et une redoutable responsabilité qui lui échoit. Avec pour unique programme la Loi, et seule promesse « le Peuple veut », il rallie une immense majorité de Tunisiens non encartés, qui voient en lui « le sauveur » capable de changer leur quotidien et le stabilisateur du pays. (Voir encadré).

La perception des autres acteurs politiques lui est très avantageuse. « Alors que le président Kaïs Saïed a obtenu de bonnes appréciations (84 % ont une opinion « très » ou « assez » favorable), la plupart des Tunisiens pensent que le parlement (75%), les partis politiques (69%) et les ministères (62%) ne font « rien » pour répondre aux besoins de la population, commente une analyste de l’IRI (International Republican Institute, du Parti républicain américain).

Ce désaveu en rejet total est significatif. Mais pour Kaïs Saïed, le pari est cependant très risqué : réussir ou perdre la face. Selon Patricia Karam, directrice régionale de l’IRI pour le Moyen-Orient et l’Afrique du Nord, « si le président veut conserver sa crédibilité, il devra travailler avec le parlement et les ministères pour mener des actions significatives sur les principales priorités des Tunisiens ».

De nouvelles alliances pour assurer... et s’assurer 2024

La voie est tracée. Les attributions conférées par la Constitution ne confèrent pas au président de la République une large marge de manœuvre lui permettant de répondre

efficacement et rapidement aux fortes attentes du pays. Si le chef du gouvernement se barricade à la Kasbah, et le parlement fait de la résistance au Bardo, Kais Saïed sera réduit au palais de Carthage à un magistrère beaucoup plus honorifique de représentation et d'incarnation. C'est ce qu'il redoute le plus, c'est ce qui le taraude sans cesse. Déjà, il est sur le deuxième mandat 2024 -2029. Et pour pouvoir rempiler, il doit sceller ses axes et constituer d'ores et déjà sa propre majorité.

Le noyau dur de l'alliance recherchée commence à poindre. D'abord, un chef de gouvernement, Elyes Fakhfakh, qu'il a choisi lui-même, sans parti fort derrière lui, n'ayant obtenu que le microscopique score de 0.34% des voix à la dernière présidentielle, qu'il a coaché afin qu'il constitue son équipe et qu'il a sauvé d'une invalidité au Bardo. Sans lui faire de cadeau, cependant, il l'entoure de deux partis agissants, marqués dans la mouvance populaire et irréductible quant à la lutte anticorruption et l'engagement nationaliste arabe, Ettayar (Mohamed Abbou & Co) et Echaab (Zouheir Maghzaoui & Co).

Ennahdha aux aguets et un mélange tonnant à la Kasbah

L'axe Saïed-Ettayar-Echaab n'a pas échappé à la vigilance d'Ennahdha. Sans s'y exprimer directement, le mouvement islamiste a laissé Mohamed Hamrouni, directeur de l'hebdomadaire Errai El Am, qui lui est très proche, le dire nettement. «Les tiraillements qui ont marqué la composition du gouvernement portent en fait, au-delà des noms et des ministères, sur trois questions fondamentales, écrit-il. D'abord, une conversion du régime parlementaire en un régime présidentiel concentrant entre les mains tous les pouvoirs.

Les exégètes d'Ennahdha : pas d'axes, pas de dissolution de l'ARP

Deux chroniqueurs d'Erra El Am se chargeront d'explicitier davantage l'argumentaire du mouvement islamiste. Bahri Arfaoui réfute le clivage entretenu entre «révolutionnaires» et «non-révolutionnaires», tout comme «l'accusation du parti islamiste de pactiser avec la corruption en défendant l'inclusion de Qalb Tounes dans un gouvernement d'union nationale. Ghannouchi ne fait pas confiance à Ettayar et Echaab et ses suspicions se sont confirmées avec l'axe qu'ils viennent de créer avec Fakhfakh et leur appui à des ministres présentés comme indépendants alors qu'ils appartiennent en fait à Ettakatol, le parti qui n'a pu obtenir le moindre siège à l'ARP. Les tiraillements vont s'exporter du Bardo à la Kasbah, prévient-il, avant de prononcer une prise de position très significative : Ghannouchi n'acceptera pas de passer cinq ans sous le feu nourri qui le vise, ainsi qu'Ennahdha. Ce n'est pas lui qui remettra les clés de sa chambre à coucher au veilleur de nuit !» A bon entendre. Pour pondérer ces propos, un autre éditorialiste, Lotfi

Ensuite, une manœuvre des partis relégués au milieu du classement, lors des dernières législatives, pour prendre d'assaut les premières positions et mettre la grippe sur le gouvernement Fakhfakh, arguant d'un poids politique plus important que le nombre de sièges au parlement. Et, enfin, une tentative d'exclusion d'Ennahdha, accusée de s'opposer à l'Etat national.» (Voir encadré)

Saïed yourid !

Au-delà de ces considérations de politique politicienne, c'est l'état du pays qui l'emporte le plus. Le jeu des compromis de dernière minute pour former le gouvernement ne favorise ni l'émergence d'une équipe cohérente et solidaire, ni l'adoption d'un programme commun de gouvernement. Alors que les urgences se font brûlantes sur tous les fronts, les premières semaines, sinon les premiers mois (ramadan approche à grands pas, dans moins de deux mois, les caisses sont vides et pas un bailleur de fonds à l'horizon) risquent d'être dilapidés dans la découverte des ministères (sauf pour Abdellatif El Mekki à la Santé), le placement des siens aux postes clés, les négociations des périmètres respectifs et les tirs croisés entre factions au pouvoir. A cela s'ajoute la guerre de tranchées des «conseillers» que chaque parti membre de la coalition s'obstinera à placer auprès du chef du gouvernement en œil de Moscou et mandataire politique. Ce qui se passe sous la coupole du Bardo trouvera écho et impact à la Kasbah.

Cette fragilité ne fera que renforcer la position du président Saïed qui se trouvera sans doute fréquemment sollicité pour arbitrer. Jusqu'à s'en lasser un jour ou l'autre, et se décider à tout chambarder. Ça ne sera plus le peuple veut, mais "le Président veut !" .

Hermassi, tente d'apaiser les tensions, rappelant «tout le respect personnel et constitutionnel» que voue Ghannouchi au président Saïed. «Ne s'est-il pas rallié, contre l'avis de Noureddine Bhiri et Sami Trigui, à sa lecture des dispositions constitutionnelles (art. 89 et 97), conscient qu'il est de la nécessaire sérénité que doit revêtir leur relation, qui relève de la sécurité nationale», écrit-il. Plus encore, «la dissolution de l'ARP et le recours à des législatives anticipées seront la plus grande catastrophe qui puisse arriver au pays, ajoutait-il, soulignant particulièrement l'absence de garanties quant à la légifération par décrets-lois, outre la situation explosive dans le pays.

Evidemment, à Montplaisir, on répètera que «ce sont des points de vue personnels qui n'expriment en rien la position officielle du mouvement et que le pluralisme des opinions est cultivé autant que la liberté de la presse».

Présente partout au Maghreb, et dans de nombreux pays africains.

Partenariat entre la SOTUPA (Société tunisienne de pansements, créée en 1970) et SCA (Conglomérat suédois: eader mondial des produits d'hygiène et présent dans plus de 100 pays)

Des produits d'hygiène performants pour toute la famille



Hygiène Bébé



Hygiène Féminine



Papier domestique



Ce qu'en pensent les Tunisiens

Ces indicateurs si parlants

Les enquêtes d'opinion ne servent qu'à réduire les facteurs d'incertitude, nous prévenaient déjà nos maîtres. Elles offrent cependant, sans prétendre à la véracité totale, des éclairages très utiles lorsqu'il s'agit d'explorer ce que les Tunisiens ont dans la tête. Ils voient juste ! C'est ce que nous apprend un sondage d'opinion conduit à la demande de l'International Republican Institute (IRI, du Parti républicain américain), par Elka Consulting, au lendemain des dernières élections, du 3 au 15 décembre 2019, et dont les principaux résultats viennent d'être révélés mi-février dernier. Ni tendres, ni complaisants, ni victimistes, ni exaltés, les Tunisiens jugent cash leur propre situation, leurs gouvernants, leurs institutions, expriment leurs souffrances, et leurs craintes tout comme leurs motifs de déception et d'espoir. Les indicateurs relevés méritent une lecture attentive.

La flambée des prix, le chômage et la corruption

Le problème majeur pour les Tunisiens n'est autre que celui de la cherté du coût de la vie, placée en toute première position avec **33%** des opinions exprimées, suivie du chômage (**28%**) et la corruption (**9%**). Cette trilogie trouve son explication dans une forte défaillance économique, la conjoncture étant jugée très grave pour 70% des enquêtés. Ceux qui estiment la situation économique bonne ne sont que **1%** seulement. L'impact sur les finances des ménages s'en fait lourdement ressentir : négatif pour **32%** des Tunisiens. Les dépenses les plus lourdement éprouvées sont celles relatives aux coûts de l'électricité (**31%**), l'alimentation (**26%**), les soins de santé (**12%**). Pas moins de **33%** des enquêtés déclarent qu'ils ont des difficultés à nourrir leurs familles et **52%** affirment qu'ils ne font que juste survivre.

La corruption intervient fortement dans cette mal-vie économique. Elle génère un impact négatif pour **76%** des Tunisiens et s'exerce principalement dans les hôpitaux et autres établissements de santé (**15%**), la circulation (**13%**), l'administration (**11%**) et les affaires en justice (**5%**). Le meilleur moyen de l'éradiquer est sa dénonciation publique (**37%**) et une vaste campagne de sensibilisation et d'éducation (**31%**).

La perception des dirigeants

Le regard des Tunisiens posé sur le gouvernement, les ministres, le parlement, les diverses institutions, les partis politiques et les grandes organisations est sévère. Très sévère. « Ils ne font rien, déplorent-ils vivement.

L'ARP ne fait rien face aux attentes du peuple, dénoncent **75%** des enquêtés. Les partis politiques aussi (**69%**), ainsi que les ministres (**62%**). Leur jugement de l'action gouvernementale est en décroissance de très mauvais (**41%**) à mauvais (**15%**), contre bon (**25%**) et très bon (**4%** seulement). Ils reconnaissent cependant au gouvernement Youssef Chahed une «très bonne performance» en matière de lutte contre le terrorisme (**34%**) et «bonne» (**31%**). Il en va de même, mais avec des scores moindres pour la lutte anticorruption considérée comme «très bonne» pour **14%** des opinions et «bonne» pour **27%**.

La communication du gouvernement sur ses actions et ses projets est loin de recueillir la satisfaction des Tunisiens. Elle est jugée «très pauvre» (**36%**) et «pauvre» (**18%**), contre **17%** de «très bonne» et **22%** de «bonne».

Quelle confiance faire ?

L'indicateur de confiance est lui aussi intéressant, tant dans les scores attribués que le classement des personnalités spontanément mentionnées. L'appréciation se lit comme suit :

Rang	Personnalité	Très bonne	Bonne	Total
1	Kaïs Saïed	62%	22%	84%
2	Nabil Karoui	17%	19%	36%
3	Mohamed Abbou	12%	21%	33%
4	Seifeddine Makhoulouf	12%	18%	30%
5	Abir Moussi	9%	13%	22%
6	Youssef Chahed	7%	26%	33%
7	Rached Ghannouchi	5%	14%	19%

Si Kaïs Saïed vient de loin en tête de liste, le deuxième dans ce classement, Nabil Karoui, n'est qu'à **36%** au total. Mohamed Abbou (**33%**), Youssef Chahed (**32%**) et Seifeddine Makhoulouf (**30%**) sont quasiment au coude à coude, alors qu'Abir Moussi est à **22%** et Rached Ghannouchi à **19%**.

Quant à la confiance accordée aux organisations et partis, elle met l'Uggt en tête du classement, et reproduit presque le même classement attribué aux personnalités, avec un avantage cependant en faveur de Tahya Tounès et Ennahdha :

Rang	Parti / organisation	Très bonne	Bonne	Total
1	Uggt	16%	19%	35%
2	Qalb Tounes	11%	15%	26%
3	Etilaf Al Karama	10%	16%	26%
4	Tahya Tounès	9%	17%	26%
5	Ennahdha	8%	16%	24%
6	Echaab	7%	16%	23%
7	PDL	7%	15%	22%
8	Ettayar	6%	17%	23%

Un optimisme légitimé

Malgré une conjoncture économique difficile et son impact préjudiciable sur la situation personnelle et la vie du ménage, les Tunisiens restent optimistes à plus d'un titre. Près de la moitié (**46%**) considère en effet que l'année en cours (2020) serait meilleure quant à la conjoncture économique, et **39%** estiment qu'elle le sera également pour leur propre situation financière.

Mais, le grand motif de satisfaction et d'optimisme pour les Tunisiens, c'est l'importance de leur implication en politique et le poids de leur vote. Ils déclarent que voter leur donne une voix (**54%**) dans la prise de décision, pouvant influencer et changer ainsi le cours des choses (**46%**), considérant que leur implication dans l'action politique et le choix des élus est déterminante (**76%**).

Quand on les interroge sur les lieux de débats et de discussions politiques, les Tunisiens placent en premier lieu les cafés (**41%**), puis la maison (**18%**), le lieu de travail est relégué aux dernières positions et les enceintes des partis politiques ne sont pas mentionnées de manière significative.

Fiche technique

Enquête conduite du 3 au 15 décembre 2019 par Elka Consulting pour le compte de l'International Republican Institute, Center for Insights in Survey Research, dans les 24 gouvernorats en interview et en face-à-face, conduits en langue arabe auprès d'un échantillon représentatif de Tunisiens et de Tunisiennes âgés de 18 ans et plus, selon les données du Rph-INS 2014, saisis directement sur tablette avec une application CAPI. ■

Ce que disent les Tunisiens

Une parole libre et pertinente

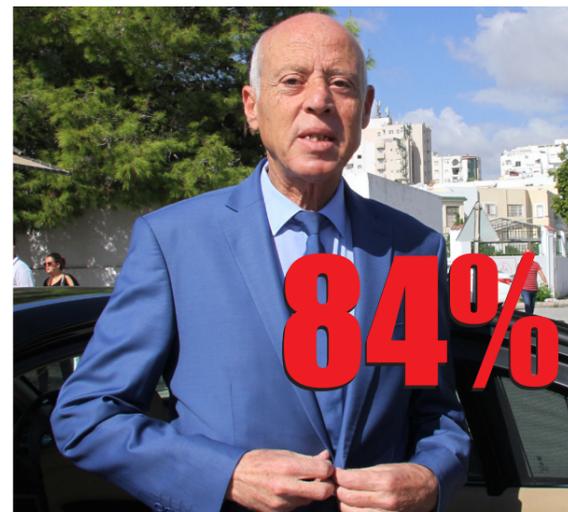
Les indicateurs quantitatifs issus des différentes études d'opinion sont importants pour suivre de près leur évolution et pour observer les mutations qui s'opèrent dans le mental des Tunisiens. Si des résultats globaux sont publiés avec fracas dans les médias, la plupart des sondages restent confidentiels, réservés à leurs commanditaires, traités en tris croisés par des statisticiens et analysés par des sociologues, anthropologues et politistes avertis afin d'en comprendre les significations. Ce corpus quantitatif qui donne une idée sur le combien trouve un préalable utile dans les études qualitatives en focus groupes qui précèdent les sondages d'opinion, et expliquent le pourquoi. Un complément s'avère intéressant lorsqu'on réinjecte les principaux thèmes / résultats obtenus dans de nouveaux focus groupes mais aussi des entretiens individuels et / ou collectifs, semi-directifs.

En consultant divers rapports d'études qualitatives élaborés par des instituts spécialisés, recoupés par des indicateurs statistiques fiables, Leaders a essayé de comprendre ce que perçoivent les Tunisiens et comment ils l'expriment, dans leur langage simple et direct. Paroles recueillies par des enquêteurs professionnels, enregistrées et consignées.



Kaïs Saïed

«Le seul stabilisateur»



Il est le seul à incarner un pouvoir résolu capable d'apporter une réponse effective aux attentes des Tunisiens. Un score record de 84% de taux de confiance. On lui reconnaît, même s'il ne l'a pas révélé, un projet, un programme, une boîte à outils magiques. «*Nous les pauvres, nos problèmes seront tous résolus, cette année !*»

«*Vous m'aviez bien élu en tant que constitutionnaliste, me voilà dans mon rôle. J'exerce ainsi mon magistère*», nous dit-il. Son levier puissant : la loi, la Constitution. Son concept : الشعب يريد. De qui les Tunisiens peuvent-ils attendre une promesse aussi légitimement incarnée ? De certaines têtes obsolètes et rejetées qui peuplent les directions de nombre de partis ? Si le taux d'abstention a été si fort lors de la dernière élection présidentielle (40%), il ne révèle pas une démission, mais un désaveu du «politique». Les plus motivés sont ceux qui ont voté Saïed.

Mais, c'est une fenêtre qui risque de se refermer rapidement. Le score élevé ne va pas s'évaporer très vite, mais risque de s'étioler progressivement, si Kaïs Saïed n'assume pas.

Béji Caïd Essebsi avait dispersé les responsabilités, se défaussant sur le gouvernement, l'ARP, les partis : أنا أش ما دخلني، صلاحياتي محدودة حسب الدستور الجديد. La perception d'un président de la République demeure toujours forte, lui attribuant le pouvoir quasi absolu, érigé en pièce maîtresse dans le dispositif du système politique, à la tête de l'Etat.

Saïed focalise tout sur lui. Tout ce qui réussit lui est attribué. Tout ce qui échoue lui sera reproché aussi. Une très lourde

responsabilité, un grand risque. Il prend le leadership. Mais, et après ? Il n'est pas sûr que Nabil Karoui eût été meilleur. Le terrain encore vierge. Il n'y a pas une véritable offre politique bien structurée autour d'un projet mobilisateur.

ARP

«Confiance réduite»

Jamais un parlement n'est aussi mal parti ! **Euphorie en 2011**, avec la promesse d'une nouvelle constitution, relève et changement en 2014, **rétrécissement espéré d'Ennahdha en 2019**, atomisation accentuée, des têtes peu acceptables.

Partis politiques : la fin ?

Une perte totale de confiance. Ceux qui s'estiment très contents d'un parti politique ne dépassent pas les **10%**. Effritement continu, flou, indécision. Evidemment, un parti idéologique comme Ennahdha résiste mieux à cette érosion.

Youssef Chahed

«Une chance en or de ratée»



Un jugement très sévère : «*Plus avide de pouvoir que prompt à servir la patrie. Peu de grandes réalisations lui sont reconnues. Une perception beaucoup plus d'un jeune loup, qui s'est discrètement infiltré aux hautes sphères du pouvoir. Une fois nommé à la Kasbah, a fait montre d'une ambition insatiable : bras de fer avec son mentor Béji Caïd Essebsi, rupture avec son parti d'origine Nidaa, création, sans l'avouer au départ, de son parti Tahya Tounès, récupération de députés et de cadres de Nidaa et d'autres partis, alliance avec Ennahdha, puis prise de distance, nomination d'affidés*»

sans rendement effectif autre que de servir sa candidature, utilisation des moyens de l'Etat dans sa campagne, nominations partisans, recasements avant le départ, avortement du gouvernement Jemli, peu d'enthousiasme sincère en faveur d'Elyès Fakhfakh, faux semblant d'alignement total sur le président Saïed, etc».

Il finira par tomber dans les oubliettes, à moins que...

Youssef Chahed a eu une opportunité en or qu'il n'a pas su saisir. C'est un jeune qui aurait pu inventer une cause de jeunesse, suffisamment forte et captivante. Il a préféré se mettre lui-même en avant, diluant ses messages, multipliant ses promesses, sans les polariser autour d'un axe porteur puissant.

Les femmes

«plus propres»

Elles jouissent d'un préjugé plus favorable que les hommes. Elles sont perçues comme plus probablement intègres, compétentes et responsables.

النساء أنظف من الرجال

Un message national, fédérateur ?

«Il ne passe plus»

Exacerbation des frustrations locales, désenchantement. Montée du régionalisme, du tribalisme, du clanisme.

La fin du Zaïm

Le Messie, c'est fini ! Les personnes n'attirent plus. Seules les causes mobilisent. La politique n'est plus la notoriété, mais la mobilisation autour d'une cause centrale commune.

القضية
En ce temps, Jamel Abdennaceur (et sur ses traces Moammar Kadhafi) avait fait du nationalisme arabe et le renouveau de la Oumma son cheval de bataille.

Bourguiba avait incarné d'abord l'indépendance, puis l'édification d'une République moderne et la généralisation de l'enseignement. Kais Saïed, ce n'est pas sa personne qui a attiré les masses. Sa cause : la misère, l'exclusion, l'injustice.

Ennahdha a crié fortement que l'Islam est en danger. Sa cause est de défendre la religion.



Zeich Tounsi a rapidement montré qu'en fait, tout en recensant les doléances des Tunisiens, il roule en fait pour faire élire Olfa Terras à Carthage. Puis, en position de repli, à la Kasbah, à la tête d'une majorité parlementaire. Son projet

n'impacte pas. On a vu beaucoup plus la tête de son égérie qu'un programme effectif. Olfa Terras et son association/parti ont longtemps été bien placés dans les sondages d'opinion, sans pour autant rallier et encore moins convertir les «contacts» en suffrages.

Slim Riahi avait connu le même sort en 2011. Il s'est ravisé en 2014, en collant au Club Africain, ce qui lui avait garanti une bonne place à l'ARP et quatre sièges au gouvernement.

Tahya Tounès s'est avéré comme une machine électorale qui s'emballer pour placer Chahed à Carthage et un «ramassis de coéquipiers» exaltés pour occuper de hauts postes au gouvernement, au Bardo, à la tête des régions, d'ambassades et d'entreprises publiques. Cherchez la cause ! C'est la propre cause de chacun : sa sinécure.

C'est quoi la cause d'Afek ? S'opposer à Ennahdha ? Ça ne fait pas rêver !*



C'est quoi la cause du PDL d'Abir Moussi ? Restaurer l'ancien régime et réhabiliter les «Azlem», en confrontation avec les islamistes ? Le positionnement est précis, clivant, mais peu porteur en définitive auprès des grandes masses et plus particulièrement les jeunes. Sauf qu'Abir Moussi incarne une figure de résistance, de combat et de courage.

Un terrain encore vierge. Il n'y a pas une véritable offre politique bien structurée autour d'un projet mobilisateur.

Et dans les régions ?

Mahdia

Le syndrome d'un non-Sahel

La région souffre d'une double peine : elle ne bénéficie ni des avantages de son classement parmi les gouvernorats du Sahel (avec Sousse et Monastir, prospères et bien nantis), ni de l'enclavement de ses délégations intérieures : Souassi, Chorbane,



Ouled Chamekh, El Jem, Mellouleche, etc. Mahdia, à la civilisation très ancienne et prestigieuse, qui célèbre cette année le 1100e anniversaire de sa création, et aux compétences nombreuses et de très haut niveau, ne peut compter aujourd'hui que sur ses propres ressources (pêche, agriculture, tourisme, industrie et commerce), et se doit de soutenir elle-même sa dynamique économique.

Sfax

Une ville fière, mais frustrée

«Capitale du Sud», Sfax garde sa grande fierté d'une ville industrielle, laborieuse, moteur de croissance, avec cependant le sentiment de crouler sous le poids du centre-sud du pays. Son infrastructure, ses hôpitaux, ses établissements scolaires et universitaires, ses logements et ses administrations sont «envahis» par des allogènes qui viennent des régions avoisinantes, en flux migratoires massifs, au détriment des autochtones. Ses enfants sont contraints de monter à Tunis, lorsqu'ils ne partent pas à l'étranger. A cela s'ajoute le grand nombre de voisins libyens qui affluent en patients, visiteurs et même en résidents permanents, ce qui rend avec la migration intérieure les loyers plus chers et la sécurité plus risquée.

Les Sfaxiens estiment qu'ils contribuent le plus au budget national et en récoltent le moins. Leur ville, mais aussi toute la région, est la moins lotie en grands projets, la moins dotée en infrastructures. Même lorsqu'on annonce la fermeture totale de la Siape, la promesse n'est pas intégralement tenue. Quant aux projets de la nouvelle zone Taparura ou du métro léger, ils continuent à traîner.



Mansour Moalla est cité en icône, à la fois motif de fierté (un enfant de la ville, issu d'un milieu très modeste, qui a réussi), et de frustration : il a été bloqué pour qu'il ne serve pas la région.

La seule satisfaction des Sfaxiens, leur cause, c'est l'éducation de leurs enfants et les scores brillants recueillis à tous les examens.

Gabès

«La malédiction» des industries chimiques

La ville est en souffrance. De la marginalisation dans le développement régional, et des conséquences redoutables de la pollution tant atmosphérique que marine. Les industries chimiques sont pointées du doigt et rendues responsables de tant de dégâts. L'augmentation des cas de cancer, de ménopause précoce et d'autres maux se conjuguent aux yeux de la population avec la détérioration de l'écosystème dans les palmeraies et les plantations.

Les dépôts de phosphogypse sur les rivages et les rejets d'eau non traitée dans la mer menacent gravement la côte et les ressources halieutiques, avec l'impact sur les sources de revenu. «Que gagne-t-on en fait des industries chimiques, juste quelques emplois de base. Quant aux hauts postes, ils sont attribués à des cadres qui pour la plupart viennent d'autres régions et n'investissent pas leur épargne (logements etc.) à Gabès.



Le Nord-Ouest Ils n'assurent pas !

«Rien n'est fait, rien ne se fera ! Tout est dérouté vers d'autres régions». La frustration est totale. La grande déception vient surtout des enfants de la région eux-mêmes. «Ils nous oublient vite, font semblant de s'agiter, nous promettent monts et merveilles puis viennent nous raconter qu'ils ont été bloqués par Tunis». Le cas de Jamel Gharbi, universitaire, éphémère ministre du Développement régional et de la Planification dans le gouvernement Hamadi Jebali (fin 2011-début 2013), est souvent cité en exemple. «Il s'était engagé à tant faire... sans assurer». Quant aux chefs des différentes administrations régionales et aux représentants de l'autorité publique, comme ils ne sont pas de la région, ils ne s'y intéressent pas particulièrement. Ils ne se soucient que de leur carrière et des avantages qu'ils peuvent tirer sur place...



Le Sahel, le Cap Bon, Zaghuan, Bizerte On vit sa vie

Les portes de l'espoir ne sont pas toutes fermées. On compte sur soi. On se détourne complètement des politiques. On travaille et gagne sa vie comme on peut. La chance sourit parfois, la nature est plus accommodante.



Kairouan, Kasserine, Gafsa, le Sud... Sauf miracle

Même déception, même frustration. Le désenchantement est total. «On finit par s'y habituer, s'y résigner. On n'attend plus rien... Sauf miracle. On survit.



MA BANQUE OÙ JE VEUX QUAND JE VEUX !

Vivez une expérience unique avec **UIBNET** et **UIB Mobile**, et effectuez toutes vos opérations bancaires rapidement, simplement et en toute sécurité.



Pourquoi Fakhfakh doit réussir

Si le vote de confiance accordé par l'ARP à Elyès Fakhfakh ne scelle pas le «contrat de confiance fondé sur la sincérité et la clarté» qu'il cherche tant, il permet au nouveau locataire de la Kasbah de mettre le pied à l'étrier et de se lancer dans la mise en œuvre de son programme, escomptant une meilleure adhésion des élus de la nation. Il sait que le terrain est miné, la tâche immense et la coalition fragile. Son unique arme ne saurait être que de se concentrer sur l'essentiel, le stratégique. Avec peu de moyens, il ne peut faire face à tant de fronts embrasés que par la pertinence de la méthode : du concret, de l'immédiat, et du plus approprié.

Fakhfakh est sincère dans son engagement. Il compte dans son équipe d'excellents éléments et bénéficie de l'appui du chef de l'Etat. Si aucune personne sensée ne veut être à sa place, en ce moment, tous doivent l'aider à réussir. La Tunisie, exténuée, exsangue, ne peut continuer à se résigner, d'échec en échec, à une descente aux enfers.



Chef du gouvernement
Elyès Fakhfakh



Ministre de la Justice
Thouraya Jeribi Khemiri



Ministre de la Défense nationale
Imed Hazgui



Ministre de la Santé
Abdellatif Mekki



Ministre du Commerce
Mohemd Messlini



Ministre de l'Energie et des Mines et de la Transition énergétique
Mongi Marzoug



Ministre des Droits de l'Homme et des relations avec la société civile et les institutions constitutionnelles
Ayachi Hammami



Ministre du Tourisme et de l'Artisanat
Mohamed Ali Toumi



Ministre des Affaires culturelles
Chiraz Laâtiri



Ministre des Domaines de l'Etat et des Affaires foncières
Ghazi Chaouachi



Ministre de la Jeunesse et des Sports
Ahmed Gaâloul



Ministre de la Femme, de la Famille, de l'Enfance et des Seniors
Asma Shili Laabidi



Ministre de l'Equipeement
Moncef Seliti



Ministre de l'Intérieur
Hichem Mechichi



Ministre des Affaires étrangères
Noureddine Erray



Ministre des Finances
Mohamed Nizar Yaiche



Ministre de l'Industrie
Salah Ben Youssef



Ministre d'Etat, du Transport et de la Logistique
Anouar Maarouf



Ministre de la Formation professionnelle et de l'Emploi
Fathi Belhaj



Ministre de la Fonction publique, de la Réforme administrative et de la Lutte contre la corruption
Mohamed Abbou



Ministre de l'Agriculture, de la Pêche et des Ressources hydrauliques
Oussama Kheriji



Ministre des Affaires religieuses
Ahmed Adhoum



Ministre des Affaires locales
Lotfi Zitoun



Ministre des Affaires sociales
Mohamed Habib Kechaou



Ministre des Technologies de la communication et de la Transition numérique
Mohamed Fadhel Kraiem



Ministre du Développement, de l'Investissement et de la Coopération internationale
Selim Azzabi



Ministre de l'Education
Mohamed Hamdi



Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique
Slim Choura



Ministre de l'Environnement
Chokri Ben Hassan



Ministre auprès du chef du gouvernement chargée des grands projets
Lobna Jeribi



Ministre auprès du chef du gouvernement en charge des relations avec le Parlement
Ali Hafsi Jeday



Secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères
Salma Ennaifer



Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Agriculture chargée des Ressources hydrauliques
Akissa Bahri

Mansour Moalla Célébré pour son œuvre et la pertinence de ses analyses visionnaires



«En plus de 40 ans d'enseignement en Tunisie et en France, je n'ai jamais eu devant moi un amphithéâtre aussi diversifié et prestigieux qu'aujourd'hui !», s'est exclamé Abderrazak Zouari, professeur des universités et ancien ministre. Présentant mardi après-midi sa préface du nouveau livre de Mansour Moalla intitulé Union nationale et sortie de crise: comment et pourquoi (Editions Leaders), il avait en effet devant lui un aréopage trié sur le volet. On reconnaissait aux premiers rangs le président de l'ARP, Rached Ghannouchi, les deux anciens présidents de la République par intérim Foued Mebazaa et Mohamed Ennaceur, l'ancien président de l'ANC et chef d'Ettakatol Mustapha Ben Jaafar, l'ancien Premier ministre Mohamed Ghannouchi, le chef du gouvernement 2014-2015 Mehdi Jomaa, le leader historique du PDP, puis d'Al Jomhoury Ahmed Néjib Chebbi, Abdelmajid Charfi, président de Beit Al Hikma, et d'autres illustres figures nationales.



A ses côtés, il avait sur le podium, le gouverneur de la Banque centrale de Tunisie, Marouane El Bassi, qui a accepté de placer la cérémonie sous son haut patronage, Mansour Moalla, Hédi Béhi et Abdelhafidh Harguem (modérateur), respectivement directeurs généraux de Leaders et Leaders Arabiya, alors que Dr Holger, représentant-résident de la Fondation Konrad-Adenauer, qui a apporté son soutien à l'édition du livre, était ravi d'accueillir les invités.

Le chef du gouvernement Youssef Chahed, empêché au dernier moment, s'est fait représenter par Omar Béhi (Commerce), René Trabelsi, ministre du Tourisme et de l'Artisanat (fortement applaudi par la salle), Fadhel Mahfoudh (Droits de l'Homme) et le secrétaire général du gouvernement, Abdellatif Hmam. Quant au gouvernement Elyès Fakhfakh, en cours de constitution, il était représenté par Nizar Yaiche (Finances), Lotfi Zitoun (Affaires locales), Asma Sehiri Laabidi (Femme), et Lobna Jeribi (Grands projets).

De nombreux ambassadeurs et diplomates ont tenu à prendre part à cette cérémonie, notamment les ambassadeurs de Chine, d'Espagne, de Suède et du Japon alors que les ambassadeurs de France, d'Allemagne et de Grande-Bretagne en déplacement hors de Tunisie ont regretté de ne pouvoir y être présents.

De son côté, le bâtonnier Chawki Tabib, président de l'Inluc, a tenu à témoigner par sa présence de «la haute appréciation que l'Instance porte sur le plaidoyer incessant de Mansour Moalla pour lutter contre la malversation et instaurer la bonne gouvernance et la transparence.»

Parmi les nombreux anciens ministres des gouvernements successifs depuis l'indépendance de la Tunisie, on reconnaissait Taher Belkhouja, Mustapha Zaanouni, Mhammed Chaker, Hamed Zeghal, Souad Chater, ainsi





que Mustapha Kamel Nabli, Afif Chelbi, Mohamed Jegham, Selma Elloumi, Faouzia Charfi, Khemaies Jhinaoui, Mohamed Aloulou, Slaheddine Sellami, Kamel Haj Sassi, Abdelwaheb Jemel... Sans oublier des chefs d'entreprise (Abdelaziz Esassi, Moncef Sellami, Nebil Triki, Sofiane Sellami, Abdelwaheb Essafi...).

Etaient également présents d'anciens gouverneurs (notamment Me Abdessalem Kallel), ambassadeurs (Mohamed Hassairi, Abbès Mohsen, Moncef Baati...), des banquiers et financiers (Kamel Néji, Ali Kooli, Emna Kallel, ...), le président du Conseil national de l'Ordre des experts-comptable, Slaheddine Zahaf, des députés à l'ARP (Fayçal Derbel, Hafedh Zouari...), des universitaires (Sadok Belaïd, Habib Ayadi, Ammar Mahjoubi, Riadh Zghal, Mohamed Ali Halouani, Khelifa Chater...), d'éminents médecins (Drs Mahmoud Khrouf, Moez Belkhouja, Mohamed Moalla, Ouafi et Zahra Marrakchi, Chedly Bouzouaya, Sofiane Zribi, Rached Belhaj Romdhane...) et des ténors du barreau (Taher Kamoun, Donia El Hedda Ellouze, Sami Kallel...).

La question qui fâche, les témoignages qui marquent

D'emblée, le professeur Abderrazak Zouari avait posé la question essentielle qui se profile en toile de fond de la pensée de Mansour Moalla : comment faire en sorte que la révolution ne soit pas confisquée par les enjeux politiques partisans ? Il a rappelé que l'auteur des chroniques publiées dans Leaders estime que l'avènement de la démocratie est une chance pour la Tunisie et que si les principes de démocratie et de séparation des pouvoirs avaient été instaurés depuis l'indépendance, la Tunisie aurait été un modèle, un pays développé et une société juste. Zouari a rappelé une série de propositions pertinentes avancées par Moalla quant à un mode de scrutin uninominal, un seuil électoral pour favoriser une large majorité à même d'investir un gouvernement assuré de stabilité, et d'instaurer une saine alternance au pouvoir. Il a également mentionné les différentes recommandations quant au redressement des finances publiques, le sauvetage de l'entreprise, l'indépendance de la Banque centrale et la gouvernance des banques.

Question fondamentale posée par Zouari aux invités présents: pourquoi les dirigeants politiques n'ont pas prêté attention à tant de propositions qui auraient pu faire économiser à la Tunisie beaucoup de temps malheureusement perdu ? Tour à tour, Rached Ghannouchi, Mustapha Ben Jaafar, Mohamed Ennaceur et Ahmed Néjib Chebbi, notamment, y apporteront leurs réponses.

Des compagnons de route livreront leurs témoignages : Abdessalem Kallel, Hamed Zeghal, revenant sur les années d'enfance et de jeunesse, la création de l'Uget, l'édification de l'Etat moderne. Poignant.



Une modestie légendaire

Clôturant les débats, le gouverneur de la Banque centrale, Marouane El Abassi, s'est félicité de la qualité des échanges, estimant qu'ils traduisent l'acuité des problématiques posées et l'impératif d'y apporter l'analyse approfondie nécessaire. Au nom de la BCT, et en hommage à son premier directeur général, il a remis à Mansour Moalla la série des trois premiers billets de banque émis à l'aube de l'indépendance, portant sa cosignature. Un cadeau souvenir d'une grande valeur symbolique. De son côté, l'équipe de Leaders a offert à Mansour Moalla son portrait en trois dimensions incrusté en hologramme dans une œuvre en cristal.



Sincèrement ému par tant de présence, de retrouvailles avec des amis de longue date et de marque d'estime, Mansour Moalla a tenu à exprimer ses remerciements à tous. « En fait, j'en suis fort surpris. Je ne m'y attendais pas. On ne me l'avait pas dit. De nature, je n'aime pas les louanges et je n'ai rien fait d'exceptionnel, dira-t-il, avec sa spontanéité naturelle et sa modestie légendaire...

Sept livres déjà

Introduisant les débats, Taoufik Habaieb (Leaders) a souligné le concept fondateur du magazine reposant sur la promotion d'une pensée plurielle et moderniste pour consolider l'avancée démocratique, dénoncer le totalitarisme et mettre en garde contre le populisme. Rendant hommage aux auteurs des chroniques publiées au fil de plus de 100 numéros déjà parus depuis juin 2001, il y a déjà près de 9 ans, il a annoncé la compilation d'une sélection d'articles par auteur et leur édition en livres distincts.



La première tournée de cette «Série 100» de Leaders (www.leadersbooks.com.tn) comprend :

- **Mansour Moalla** : *Sortie de crise et union nationale : pourquoi et comment ?*, préfacé par Abderrazak Zouari, professeur des universités et ancien ministre (publié avec le soutien de la Konrad Adenauer Stiftung Tunisie (KAS))
- **Ammar Mahjoubi** : *Mélanges d'histoire ancienne*, en coédition avec Beit Al-Hikma
- **Mohamed El Aziz Ben Achour** : *La Tunisie, la Méditerranée et l'Orient au miroir de l'histoire*
- **Riadh Zghal** : *Et pourtant, il va falloir voter*, préfacé par le professeur Abdelaziz Kacem
- **Walid Bel Hadj Amor** : *Gouverner n'est pas promettre, mais choisir*, préfacé par Habib Karaoui, Chairman & CEO de Capital African Partners Bank (CAP Bank)
- **Hédi Béhi** : *Regards froids sur une révolution inédite*, préfacé par Aly Koita, universitaire, Mauritanie et Tunisie
- **Taoufik Habaieb** : *Le droit au rêve est le devoir de vigilance*, préfacé par Abdelkrim Hizaoui, professeur à l'Ipsi et président de Media Development Center.



Spécial Suède

Le design, les Tunisiens et la Tunisie

• Stockholm - De l'envoyée spéciale de Leaders, Fatma Hentati

Au cœur de la Scandinavie, la Suède entretient avec la Tunisie, depuis plus de trois cents ans, une amitié profonde, aujourd'hui renouvelée. Passer une semaine à Stockholm, rencontrer la ministre des Affaires étrangères, Ann Linde, visiter la Semaine du Design, suivre le parcours d'illustres designers, se rendre au siège de la Fondation Dag Hammarskjöld, à Uppsula, s'entretenir avec l'ambassadeur de Tunisie, Moez El Mehdi Mahmoudi, et recueillir la success story de compatriotes tunisiens, c'est du pur bonheur. Reportage, portraits et interviews.

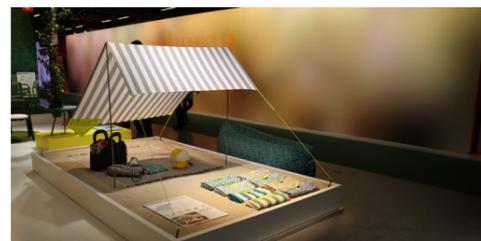


Sommaire

- Semaine du design Stockholm: il y a une Greta dans chacun de nous
- Ann Linde, ministre suédoise des Affaires étrangères : soutien à la Tunisie, hommage à Lina Ben Mhenni et mettre fin au calvaire du peuple libyen
- L'ambassadeur Moez El Mehdi Mahmoudi : Tunisie-Suède, entre souvenirs et avenir
- La Fondation Dag Hammarskjöld et les valeurs partagées avec la Tunisie
- Success story : Ghazi Fourati, parcours d'un combattant



Semaine du design **Stockholm** Il y a une **Greta** dans chacun de nous



En ce début février 2020, la ville de Stockholm se refait une beauté comme elle le fait chaque année à la même date pour accueillir la Semaine de Design avec notamment la Foire du Design et du Meuble «*Stockholm Furniture Fair*». Sous un ciel gris et un soleil qui se fait rare, les Suédois affluent en masse vers les différentes expositions de la foire. Cet événement, qui a vu le jour il y a plus d'un demi-siècle, est devenu aujourd'hui le rendez-vous incontournable des adeptes du design

scandinave, accueillant des visiteurs venus du monde entier.

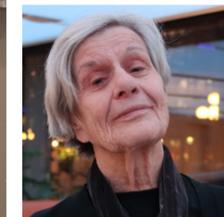
Les particularités de ce salon sont les conférences organisées au sein même de la Foire où professionnels du métier, architectes, designers, concepteurs de meubles et autres, mais aussi écologistes, «*penseurs de la société*», ingénieurs dans différentes disciplines se retrouvent pour revisiter les tendances du design dans son aspect pratique et esthétique. Mais

aussi et surtout vérifier le degré de respect de l'écologie et du développement durable.

Pionniers dans ces deux secteurs, c'est sans grande surprise qu'on découvre à Stockholm des meubles très tendance, un style épuré fait à partir de matières nobles et de meubles écologiques qui respectent l'environnement. «*Il y a une «Greta» dans chacun de nous*», nous confie Hedvig Hedqvist, figure incontournable du journalisme et du design suédois, en



Hedvig Hedqvist & Greta Thunberg



Hedvig Hedqvist, née à Stockholm en août 1940, est une journaliste et écrivaine suédoise spécialisée dans le design, l'artisanat et l'architecture. Elle a bâti sa carrière en écrivant sur le fond et la forme du design dans les plus grands magazines de Suède. Elle compte à son actif une quinzaine de livres (écrits et coécrits).

Greta Thunberg est une militante écologiste suédoise âgée de 17 ans. Véritable icône d'une jeunesse militante et investie dans l'avenir de la planète. Elle a fait la couverture des plus prestigieux magazines et journaux du monde à l'instar du Time (en mai 2019) qui lui a décerné le titre de personnalité de l'année en 2019.



référence à Greta Thunberg, la toute jeune icône suédoise et désormais mondiale de l'écologie. «*Les entreprises fournissent de gros efforts pour mettre les ameublements à l'air du temps. Les choses se sont améliorées puisque nous vivons dans l'ère des matériaux durables et écologiques. Nous pensons «climat» et il y a une vraie réflexion autour des matériaux utilisés. Comme vous le savez, Greta a décidé d'aller au Parlement au lieu d'aller à l'école. Elle a pris son courage à deux mains et a crié haut et fort qu'il faut prendre*

soin de notre planète. En prendre soin dans tous les aspects, cela va du transport à l'électricité en passant par le design et l'ameublement.»

Outre la foire, temple du design, la capitale Stockholm met à la disposition des exposants différents espaces afin qu'ils présentent leurs créations, comme l'ancien Musée de l'architecture rebaptisé Centre suédois d'architecture et de design ou ArkDes, qui abrite chaque année l'exposition de jeunes créateurs passionnés, passionnants

et surtout novateurs «*Young Swedish Design*». «*Au fil des ans, d'innombrables affaires ont été conclues dans cet espace, des contacts établis. De nouveaux produits ont été lancés et des classiques du design ainsi que des designers célèbres ont été présentés ici. Nous aimerions célébrer nos réalisations en soulignant certains jalons importants de notre histoire. Ces expositions offrent une fenêtre sur l'avenir proche et lointain et constitue une plateforme pour les jeunes designers qui souhaitent présenter leurs idées.*»



Ann Linde

Ministre suédoise des Affaires étrangères

Soutien à la Tunisie, hommage à Lina Ben Mhenni et plaidoyer pour la fin du calvaire du peuple libyen

• Retour sur le plan Trump du Moyen-Orient

L'année 2020 marque la célébration du 60^e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la Tunisie et la Suède. Une longue amitié de plus de trois cents ans lie déjà les deux pays. Les dernières années de braise sous l'ancien régime avaient affecté la chaleur de ces relations, suscitant, pour des raisons économiques la fermeture pendant plus de 13 ans de l'ambassade de Suède à Tunis. Mais, la visite d'Etat historique effectuée en Suède par le défunt président Béji Caïd Essebsi en novembre 2015 a ressuscité cette amitié et ouvert de nouveaux horizons entre les deux pays. Dans son magnifique bureau au siège du ministère des Affaires étrangères, en plein centre de Stockholm, la ministre Ann Lind est accueillante. Dès qu'on l'a sollicitée pour une interview à un

média tunisien, Leaders, elle s'est arrangée afin de libérer un créneau de son emploi du temps fort chargé. Autre marque particulière à l'égard de notre pays, en ce début de février 2020: son post sur la page Facebook officielle du ministère où elle exprime ses sincères condoléances et celle de son pays, à la suite du décès de la militante tunisienne des droits de l'Homme Lina Ben Mhenni. Simple, courtoise et sincère, le visage de la ministre Ann Linde s'illumine à l'évocation de la Tunisie. Recevant l'envoyée spéciale de Leaders, elle n'a éludé aucune question, et a évoqué dans une interview exclusive, tour à tour, les relations bilatérales, la situation en Libye et le plan proposé par le président Donald Trump pour la paix au Moyen-Orient. Interview.



Vous venez de rendre hommage à Lina Ben Mhenni, disparue récemment...

C'était une personne très attachante. J'ai moi-même été plusieurs fois en Tunisie en tant que secrétaire nationale du parti social-démocrate suédois et plusieurs de mes collègues et amis ont également publié des posts dans les médias et les réseaux sociaux pour exprimer leurs condoléances, surtout pour l'importante inspiration qu'elle était pour les Tunisiens en général et la jeune génération en particulier.

Où en sont les relations bilatérales entre la Tunisie et la Suède ?

Excellentes. Elles remontent à presque trois cents ans. C'est suite à la visite du président Caïd Essebsi en Suède en novembre 2015 que nous avons décidé de rouvrir notre ambassade à Tunis. Ce qui nous a permis de rétablir nos contacts en Tunisie. Comme je l'ai dit, juste après le Printemps arabe, les membres du Parlement, du Centre national, de la Confédération des syndicats et moi-même sommes allés en Tunisie pour renouer de nouveaux contacts, notamment avec M. Mustapha Ben Jaafar, ainsi qu'avec des femmes qui jouent un rôle important dans la vie politique et dans la vie quotidienne.

Nous soutenons cette consolidation de la jeune démocratie tunisienne. Et nous apprécions beaucoup le fait que les élections de l'année dernière aient été si réussies. La Tunisie est l'un des rares pays du Printemps arabe qui a vraiment connu une évolution positive. Nous continuerons à être un partenaire proche de la Tunisie dans cette évolution.

Je tiens également à dire, en tant qu'ancien ministre du Commerce, qu'il y a des échanges commerciaux entre la Suède et la Tunisie. De nombreuses entreprises suédoises sont établies en Tunisie et tout y est, des cosmétiques à la mode et même les airbags.

Nous entretenons aussi une coopération en matière de développement du journalisme et des médias libres. Et ici, bien sûr, Lina Ben Mhenni a beaucoup fait pour cette coopération. Lina Ben Mhenni nous manquera beaucoup et surtout son expérience en tant que militante tunisienne.

La Suède est l'un des pionniers de l'égalité hommes/femmes dans le monde. La Tunisie a accueilli le forum du « Gender Equality » en avril dernier qui est une continuité du même forum à Stockholm. Pourquoi avez-vous choisi d'organiser ce forum à Tunis ?

En fait, depuis cinq ans, la Suède a une politique étrangère féministe et je cite très souvent la Tunisie comme exemple pour une égalité formelle entre les genres qui fait suite à la conférence sur l'égalité des genres que nous avons initiée ici à Stockholm. Pour nous, les questions des droits de la femme, de l'autonomisation des femmes, de la représentation des femmes sont essentielles. Quand nous disons Femme, nous parlons aussi de paix, de sécurité et de santé, ainsi que du développement social et économique des femmes. Tous ces sujets sont très importants. Et je pense que la Tunisie est un partenaire dans ce travail.

La Suède a toujours été une terre d'asile. Qu'ils viennent de l'UE ou de partout dans le monde, vous les accueillez et les intégrez dans votre société. Aujourd'hui la Libye est en pleine ébullition et nous nous attendons à recevoir un grand nombre de réfugiés. Quelle est votre analyse de la situation en Libye ? Quelles recommandations donneriez-vous au gouvernement tunisien pour faire face à cet afflux de réfugiés ?

La situation en Libye est très importante dans l'agenda politique actuel. Hier encore, je discutais de la situation avec mes collègues. Le peuple libyen se trouve dans une situation très, très difficile et il devrait avoir le droit de jouir de la paix, de la démocratie et de la stabilité comme tout autre peuple. Mais aujourd'hui, la situation se détériore et il est nécessaire de respecter pleinement l'embargo sur les armes imposé par les Nations unies. Il y a eu un sommet à Berlin, et j'espère vraiment que les conclusions ne tarderont pas. Mais malheureusement, les développements sur le terrain n'incitent pas à l'optimisme. C'est une situation difficile à bien des égards. En tant que ministre, je constate que la femme est la grande absente dans les discussions alors que sa présence est absolument importante.

Lorsqu'il s'agit d'un réfugié, la meilleure chose est, bien sûr, que les gens n'aient pas la contrainte de fuir leur pays. La meilleure chose à faire pour éviter que les gens ne soient pas obligés de fuir, c'est de s'occuper de la situation politique en Libye. Quand les migrants arrivent, la situation est très difficile pour les pays d'accueil.

Comme vous le savez, depuis 2015, la Suède a accueilli environ 260.000 réfugiés. Nous estimons que le plus important est de faire en sorte que ces personnes s'intègrent dans la société. Mais ce n'est pas une tâche facile pour un pays qui accueille des migrants.

Que pense la Suède du plan Trump pour le Moyen-Orient ?

L'Union européenne continuera à défendre le droit international et les résolutions pertinentes des Nations unies. Le conflit entre Israël et la Palestine doit être négocié avec les deux partenaires qui y participent. Et puis, j'ai pris note que la Ligue des Etats arabes et l'Organisation de la Coopération islamique ont fait des déclarations claires. Je pense que la société internationale doit défendre une solution à deux États, avec Israël et la Palestine comme États aux frontières reconnues et sûres. Jérusalem devrait être la capitale de ces deux sites. Et aussi, quand il s'agit d'annexion, nous sommes très inquiets parce que c'est contraire au droit international. La question de l'annexion de la vallée du Cisjordanie est, bien sûr, particulièrement préoccupante. Cela dit, Israël a évidemment des préoccupations quant à sa sécurité qui doivent être satisfaites et le droit d'existence d'Israël ne devrait jamais être remis en question. Mais à mon avis, il est nécessaire que les Palestiniens fassent partie d'un accord négocié et non pas, comme dans le cas présent, ne pas faire partie de cette négociation.

Propos recueillis par Fatma Hentati

Tunisie-Suède, entre souvenirs et avenir

Fin diplomate qui a servi dans de grandes ambassades de Tunisie à l'étranger, notamment à Washington D.C., l'ambassadeur Moez El Mehdi Mahmoudi met pleinement à profit la nouvelle synergie récemment imprimée aux relations entre la Tunisie et la Suède. Et s'emploie intensivement à les développer dans différents secteurs. Dans un entretien accordé à l'envoyée spéciale de Leaders à Stockholm, il retrace les origines d'une longue amitié, dresse un bilan de la coopération actuelle et esquisse les perspectives d'avenir. Un récit attractif.



Pour mieux comprendre la relation diplomatique entre la Tunisie et la Suède, il faut remonter au début du 18^e siècle. C'est en 1736 que le premier traité de paix et de commerce a été signé entre la Régence de Carthage, en la personne d'Ali Bacha, et la Couronne de Suède, représentée par Fredrik Premier. Immédiatement après l'indépendance de la Tunisie en 1956, la Suède a été l'un des premiers pays à soutenir le jeune Etat. Suivie en 1963 par l'historique visite d'Etat d'Habib Bourguiba en Suède pour raffermir ces liens privilégiés entre la Tunisie et la Suède. Suite à cette visite, la Suède s'est engagée dans l'aide au développement de la Tunisie et a appuyé des projets d'infrastructures, notamment avec la création d'une école de pêche et un port dans la ville de Kélibia ainsi que la construction d'un hôpital, qui était le premier noyau du planning familial mis en place par Bourguiba.

En 2011, la Suède a encore une fois témoigné de son grand soutien à la Tunisie après la révolution du Jasmin. Le vrai redémarrage des relations diplomatiques était en 2015 suite à la visite historique de feu Caïd Essbesi à Stockholm. Une nouvelle coopération avec la Suède a été amorcée, traitant principalement de la bonne gouvernance, des droits de l'Homme, de la réforme de la justice, de la réforme administrative en général, de l'égalité des genres, des droits des femmes. Nous avons acquis avec la Suède le statut de partenaire à temps plein.

Ce partenariat se traduit par une collaboration bilatérale entre la Tunisie et la Suède. Nous sommes en train de passer à la partie sud-ouest pour leur expliquer qu'il faut améliorer et diversifier cette coopération.

Les grands projets que nous avons déjà entamés sont la décentralisation, les échanges universitaires et le travail de fond sur l'égalité du genre (Gender Equality) en Tunisie.

Décentralisation

Le premier grand projet sur lequel nous travaillons en ce moment est la décentralisation. Un accord est en cours d'application entre la Fédération nationale des villes tunisiennes qui travaille avec son homologue suédoise SKL sur la décentralisation générale et la gestion de la décentralisation à différents niveaux : cela inclut le niveau central gouvernemental jusqu'à la gestion des municipalités.

Ce programme a été entamé il y a cinq ans. Il a été renouvelé l'année dernière pour cinq années et c'est un apport extraordinaire pour les municipalités tunisiennes et même pour le gouvernement. On reçoit des délégations qui visitent les municipalités et les différentes structures chargées de la gestion, et ce pour réduire le fossé qui existe entre les régions et promouvoir le développement équitable sur tout le territoire tunisien.

«Nous travaillons maintenant à recalibrer cette coopération par le soutien à la démocratisation. Il s'agit d'aller vers d'autres mécanismes et visions tout en misant sur la transition démocratique ainsi que la consolidation de la bonne démocratie. On parle essentiellement de la coopération économique, des échanges économiques. Qui dit échanges économiques, dit échanges commerciaux et investissements

Université et recherche

Le deuxième volet sur lequel nous travaillons très sérieusement concerne les échanges universitaires

Le domaine de la recherche ici est très développé, extrêmement développé. Il y a de très grandes universités de niveau international et mondial, comme une partie de l'université d'Uppsala, l'Institut Karolinska ici en médecine, etc. Et les routes de réputation internationale qui peuvent vraiment servir d'exemple et de partenaire aux structures tunisiennes.

Ce projet est encore à l'état embryonnaire et nous comptons mener cette «fécondation» à terme. Nous avons un accord interuniversitaire entre Tunis et l'Université d'Uppsala. Cet échange universitaire, bien qu'il soit pour le moment juste d'un seul côté, on ambitionne de le développer et d'y inclure les enseignants et les professeurs universitaires, chercheurs en général.

Forum Egalité des genres

Nous avons organisé un forum de l'égalité des genres à Tunis en avril dernier, qui est la continuité du forum «Stockholm Forum of Gender Equality». En fait, c'est une initiative suédoise avec un nouveau format où on a choisi de retoquer les conférences classiques contre des ateliers (workshop) qui impliquent tous des intervenants de la société civile et des officiels. Les Nations unies viennent justement d'adopter ce format-là pour lancer une nouvelle initiative dont la Tunisie fera partie avec la Suède. Et les Suédois ne tarissent pas d'éloges sur les acquis que la Tunisie a réalisés dans le domaine de l'égalité des genres.

Un pays de foires et salons

Les Suédois organisent plusieurs foires tous les ans. C'est pourquoi nous avons établi une collaboration avec le Cepex pour pouvoir participer aux foires qui sont organisées ici en Suède et qui souvent sont des foires de grande envergure au niveau nordique, puisque la Suède est considérée comme la grande sœur des pays scandinaves.

De grands projets

En Suède, on parle beaucoup de technologies de l'information, on parle d'industries, d'énergies renouvelables et de tout ce qui a trait à l'environnement. C'est un pays qui est à la pointe des technologies et rivalise avec les plus grands de ce monde. Nous avons beaucoup à apprendre de ce pays.

Cela étant dit, nous avons constaté que pour le secteur des IT, la Suède sous-traite souvent en Inde. Hors la Tunisie offre bien plus d'avantages pour ces entreprises : même fuseau horaire, compétences formées dans les meilleures universités dans le monde... Nous avons invité le représentant de la Fipa pour venir présenter le secteur des technologies de l'information en Tunisie et le potentiel que nous avons. Ce projet a d'abord intéressé les Danois et nous essayons de faire la même chose en Suède. On est en train d'envisager la visite d'une délégation représentative, surtout avec des secteurs ciblés comme les technologies de l'information, l'innovation en général, pour qu'il y ait une interaction directe entre les deux parties.

Et les échanges à ce niveau-là sont tout à fait possibles et j'ai eu des contacts avec l'équivalent de ce qu'on peut appeler un incubateur de startup. Mais l'infrastructure qui existe en Suède est très développée et il y a vraiment des opportunités que la partie tunisienne devrait saisir pour justement s'inspirer de ce modèle et essayer d'interagir, parce qu'il y a même des possibilités de partenariat.

Tourisme

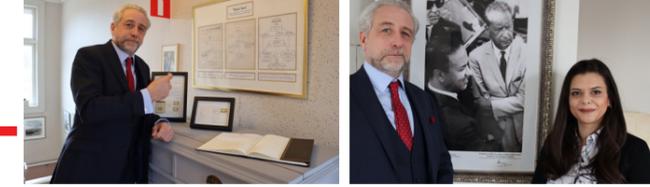
Au-delà du commerce, il y a aussi le tourisme. Ce secteur a connu une baisse vertigineuse du nombre de touristes scandinaves en général, mais surtout des Suédois, suite aux attentats qui ont eu lieu en 2015. Les attaques terroristes, qui ont complètement fermé la Tunisie en tant que destination, ont disparu de tout le marché touristique suédois. L'une des premières décisions qu'on a prises après ma prise de fonction ici à l'ambassade, c'était de convaincre le gouvernement suédois de réviser le niveau d'alerte concernant la Tunisie, et qui était quand même devenu obsolète.

On a réussi à convaincre, à réviser et à l'améliorer. On a mentionné les efforts qui avaient été entrepris et la sécurisation des sites touristiques. Et ils ont été réceptifs à cette demande et ils ont baissé le niveau d'alerte à partir de 2017-2018. Les choses ont alors recommencé à s'améliorer. Les tour-opérateurs ont commencé à programmer la Tunisie et maintenant ça reprend. Le tourisme golfique reprend aussi, surtout que les Suédois sont de grands adeptes du golf.

Ce que nous devons améliorer

Le marché suédois reste un marché difficile à aborder. Il y a tout à entreprendre et donc il faut convaincre les opérateurs pour venir participer. Notre objectif principal aujourd'hui est d'essayer de les sensibiliser à l'importance du marché et sur le fait qu'il y a vraiment une place à prendre.

Le deuxième problème auquel nous faisons face et qui ne touche pas seulement le commerce, mais toute la coopération avec la Suède, c'est l'absence de lignes aériennes directes. Sans vols, sans connexion, on ne peut prétendre à un développement important de la coopération entre les deux pays. ■



La Fondation Dag Hammarskjöld et les valeurs partagées avec la Tunisie

Entre la Tunisie et Dag Hammarskjöld, il y a une longue histoire. En visite officielle en Suède, en novembre 2015, le président Béji Caïd Essebsi avait tenu à se rendre dans sa ville natale, Uppsala, pour se recueillir sur sa tombe. N'arrivant pas les mains vides, il avait alors offert à la fondation qui porte son nom une grande photo où il figure avec Hammarskjöld, en juillet 1961, en pleine guerre de Bizerte. Cette photo trône aujourd'hui au siège de la Fondation. Secrétaire général des Nations unies,

Dag Hammarskjöld n'avait pas hésité à venir lui-même en Tunisie constater la tension extrême provoquée par les forces françaises à Bizerte, et les affrontements engagés, tentant de désamorcer cette grave crise. Il périra, deux mois plus tard dans des conditions encore non élucidées, en plein vol vers le Congo.

Henrik Hammargren, directeur exécutif de la Fondation Dag Hammarskjöld, revient sur ce lien privilégié avec la Tunisie. Récit.

En évoquant les relations diplomatiques entre la Tunisie et la Suède, il est intéressant pour nous de réfléchir à l'importance de la Tunisie à l'époque où Dag Hammarskjöld était à la tête du secrétariat général de l'ONU ; comme cette année, la Tunisie était alors membre du Conseil de sécurité, jouant un rôle important dans la mise en place d'une des plus importantes missions de maintien de la paix au Congo. Dag Hammarskjöld a travaillé en relation très étroite avec la Tunisie et surtout avec votre célèbre diplomate Mongi Slim, qui est devenu plus tard le président de l'Assemblée générale en 1961. Une grande amitié est née entre ces deux grands hommes de la diplomatie. Mongi Slim n'a pas hésité à se déplacer en personne en Suède pour assister aux funérailles de Dag Hammarskjöld.

Aujourd'hui, la Fondation œuvre à promouvoir la mémoire et les valeurs de Dag Hammarskjöld. Notre activité s'inscrit autour de quatre axes principaux : la défense du multilatéralisme, la défense des valeurs de la Charte des Nations unies, du rôle unique des Nations unies dans le système multilatéral, la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour les objectifs mondiaux du développement durable.

Nous mettons l'accent sur le rôle de l'Union européenne en examinant le rôle des Nations unies, qui doivent s'approprier et se repositionner pour être encore plus efficaces dans leur quête de mise en œuvre des (otages). Nous devons nous concentrer spécifiquement sur la construction et le maintien de la paix. Nous travaillons en étroite collaboration avec le système des Nations unies, avec le bureau d'appui à la consolidation de la paix et en examinant les priorités actuelles de la Tunisie et son rôle au sein du Conseil de sécurité.

Il est important de se souvenir de l'importance accordée aux femmes dans le domaine de la paix et de la sécurité, mais aussi aux jeunes. La nouvelle résolution pour 2020 à 2050 est que cette dimension peut être très importante pour la Tunisie et son rôle au sein du Conseil de sécurité. Il y a de nombreux liens entre le travail de Dag Hammarskjöld et ce qu'il a accompli en tant que secrétaire général. Il était très impliqué dans la médiation de l'événement de Bizerte. Ce n'est malheureusement pas ce qu'il a fait de mieux, car il n'a rencontré qu'une des deux parties au conflit, la France ne lui permettant pas vraiment de jouer le rôle de secrétaire général de manière constructive, comme nous l'avons vu tant de fois. Mais pour en revenir à la situation au Congo, c'est vraiment là qu'il a eu une bonne initiative grâce notamment à la Tunisie qui a contribué à passer de la réflexion à l'action.

En 1961, lorsque la crise s'est aggravée au Congo, et surtout après l'assassinat tragique du président congolais, les choses se sont rapidement détériorées. L'ONU a dû jouer un rôle beaucoup plus actif. C'est ainsi que Hammarskjöld a fait passer le message de l'opération au Congo en réalisant

cette esquisse et plus tard, Sir Brian Cart, son collaborateur le plus proche dans ce processus, a traduit cela en une sorte de moyen plus facile de comprendre les opérations. Rappelons que la Tunisie a joué un rôle primordial dans cette opération.

En 2015, nous avons été honorés par la visite d'Etat de votre défunt président. Il est venu à la Fondation, accompagné par le Roi suédois. La Fondation Hammarskjöld était l'un des endroits où il a vivement souhaité se rendre. Il avait une raison particulière pour cela. Béji Caïd Essebsi a rencontré Hammarskjöld lors de l'un de ses derniers voyages de préparation au Congo. Le défunt président n'était alors qu'un jeune homme servant comme agent de sécurité chargé de la visite de Hammarskjöld.

En arrivant à la Fondation, Béji Caïd Essebsi nous a remis cette photo, lui et Hammarskjöld se rencontrant à Tunis pour la première fois (photo). Je pense que c'était une occasion fantastique et rare de rencontrer une personne qui a connu et travaillé avec Hammarskjöld de très près.

Cette année, nous célébrons les 60 ans de relations diplomatiques entre la Suède et la Tunisie. Nous estimons qu'il y a un grand intérêt à comprendre et peut-être aussi à apprendre les uns des autres concernant le développement rapide de la Tunisie, cette jeune démocratie. C'est un développement très intéressant et très important dans la région. Nous pensons que le rôle de la Tunisie au sein du Conseil de sécurité en sera, je l'espère, le reflet à bien des égards. Nous devons en apprendre beaucoup plus sur les défis auxquels la Tunisie est confrontée et sur la manière dont elle peut être soutenue. Et bien sûr, de notre point de vue, c'est ce que nous envisageons. Nous regardons les entreprises internationales. Nous regardons le développement international, le développement durable. Et c'est aussi fondamental, extrêmement important que la Tunisie commence à s'intéresser aux changements climatiques.

Il y a donc de nombreuses possibilités d'envisager cela dans une perspective à long terme, de cinq à dix ans. Nous sommes convaincus que ce sont des domaines dans lesquels nous devrions vraiment essayer d'approfondir notre compréhension, notamment les défis communs auxquels nous sommes confrontés, à la fois en termes de soutien à l'engagement et au système multilatéral et dans ces efforts, mais aussi sur une base nationale.

Il y a des possibilités de s'engager davantage, à la fois en termes de tourisme et peut-être de recherche dans ces domaines. Mais bien sûr, la fondation ne travaille pas avec cela. Donc, pour en revenir à la compréhension peut-être plus sur la transition de la Tunisie et aussi compte tenu de la nécessité de mieux comprendre les soulèvements sociaux, les revendications et protestations que nous voyons aujourd'hui et dont nous savons aussi qu'elles seront une priorité croissante pour l'ONU. Je pense donc que ce sont des domaines qui pourraient être très intéressants à explorer. ■



Ghazi Fourati Parcours d'un combattant

Installé à Stockholm depuis plus de 15 ans, Ghazi Fourati est un brillant chef d'entreprise spécialisée dans la vente en ligne de pièces automobiles et plus particulièrement de suspensions pneumatiques pour voitures de luxe. Originaire de Sfax, Ghazi Fourati a plié bagage à l'âge de 19 ans pour aller s'installer en France. « Depuis mon jeune âge, confie-t-il à Leaders, j'avais cette envie inexplicable d'entreprendre des affaires. A peine deux ans après mon arrivée en France, j'avais créé ma première société de prestations de services. En 1997, je monte une entreprise spécialisée dans le commerce international avec des bureaux installés sur l'avenue la plus prestigieuse de Paris, les Champs-Élysées, où j'ai travaillé jusqu'en 2004.

En 2005, et pour des raisons familiales, Ghazi Fourati a posé ses bagages en Suède. « À mon arrivée dans ce beau pays, nous dit-il, j'avais décidé d'apprendre la langue suédoise afin de bien m'intégrer dans la société et m'imprégner correctement de la culture locale. Une fois cette étape passée, j'avais enchaîné avec une année de cours accélérés en économie et gestion. Cette formation m'a permis d'être accepté en tant que consultant au sein de la filiale suédoise de l'équipementier allemand Bosch et de travailler pour eux pendant deux ans. »

En 2009, je décide de réaliser un rêve né pendant le boom internet de l'an 2000 en créant un business dans le e-commerce. Au début j'ai commencé à vendre les pièces automobiles sur Tradera (l'EBay suédois). Personne ne croyait à mon idée. J'ai bien compris qu'il ne fallait compter que sur moi-même,

je travaillais jour et nuit, 16-18 heures de travail par jour, c'était très difficile mais j'avais la volonté de réussir. A force d'efforts et de patience, j'ai fini par voir se réaliser les premiers résultats.

Outre les résultats économiques et commerciaux, mes efforts ont été couronnés par le Prix de l'Entrepreneur de l'année octroyé par le gouverneur de Stockholm, Mme Chris Heister. Quelque temps plus tard, j'ai reçu un 2e prix des mains de Sa Majesté Carl XVI Gustaf, Roi de Suède, lors d'une grande cérémonie au Palais royal de Stockholm.

Je suis encore très fier de recevoir ces prix non seulement pour la réussite mais aussi et surtout en tant que Tunisien.

Nous continuons à développer notre activité de jour en jour et aujourd'hui nous avons la gamme en suspensions pneumatiques la plus large dans les pays nordiques. Notre survie et continuité sont toujours animées par des rêves que nous nous employons à rendre réalité. Nous avons l'ambition de devenir leader en Europe et pourquoi pas à l'échelle de la planète.

Par ailleurs, en ma qualité de président de la Conect Suède et de vice-président Suède de la Chambre de commerce tuniso-suédoise, je travaille activement en collaboration avec l'ambassade de Tunisie à Stockholm et l'ambassade de Suède à Tunis à améliorer et renforcer les relations économiques entre nos deux pays. ■

F.H.

STB BANK

Les bonnes choses de la vie sont la récompense de ceux qui agissent

Aristote



Dossier

Palestine – Israël

Un conflit de 100 ans

L'idéologie sioniste est née de la répression féroce subie par les Juifs européens durant plusieurs siècles. Elle se nourrit depuis plus de 100 ans de sa haine des... Palestiniens. Retour sur une tragédie humaine et une grande injustice.

Quand le serpent se mord la queue

L'idée était initialement de traiter la démographie de ce territoire à deux Etats ou à double identité qui est en fait triple, car il faut compter les Arabes chrétiens qui se battent eux aussi pour leurs droits historiques pas en termes d'Etat mais d'espace (préservés leurs lieux sacrés de culte et leurs biens immobiliers), même si leur combat est discret entre les trois parties prenantes (l'Etat hébreu et ses organisations religieuses contre le Vatican et l'Etat français qui possèdent des droits historiques à Jérusalem).

Très vite, je me suis aperçu que je ne pouvais déconnecter la démographie et son évolution de l'histoire mouvementée de ce territoire (toute la Palestine) qui est passé sous la coupe de plusieurs colonisateurs ou envahisseurs : les Egyptiens (à l'époque des Pharaons), les Assyriens, les Babyloniens, les Romains, les Byzantins, les Ottomans, les Arabes, les Britanniques... Habité à ses origines par les Philistins et les Phéniciens, des tribus nomades, des commerçants de passage, qui n'adoraient pas un dieu unique, le territoire voit sa physionomie se modifier avec l'émergence de la première religion monothéiste : la religion juive. Plusieurs tribus se convertissent à cette nouvelle croyance, elles se battent contre les païens, elles fondent des mini-royaumes. Elles sont attaquées par des ennemis païens qui les obligent à se disperser. Certains iront en Egypte, pays prospère à l'époque, pour fuir la misère et propager leur religion et leurs pratiques. La Palestine se vide de ses Juifs vers le 5e siècle avant l'ère chrétienne. Puis des Juifs fuyant la persécution en Egypte reviennent disent-ils à la Terre que leur Dieu leur a promise. C'est la parole d'une infime minorité – 15 millions de croyants, dont grosso modo 6 millions en Israël et 6 millions aux Etats-Unis – contre celle du monde entier non juif (7,7 milliards de croyants et non croyants).



• Par Samir Gharbi

1 Population à la loupe...

Celles des **Palestiniens** et des **Israéliens**

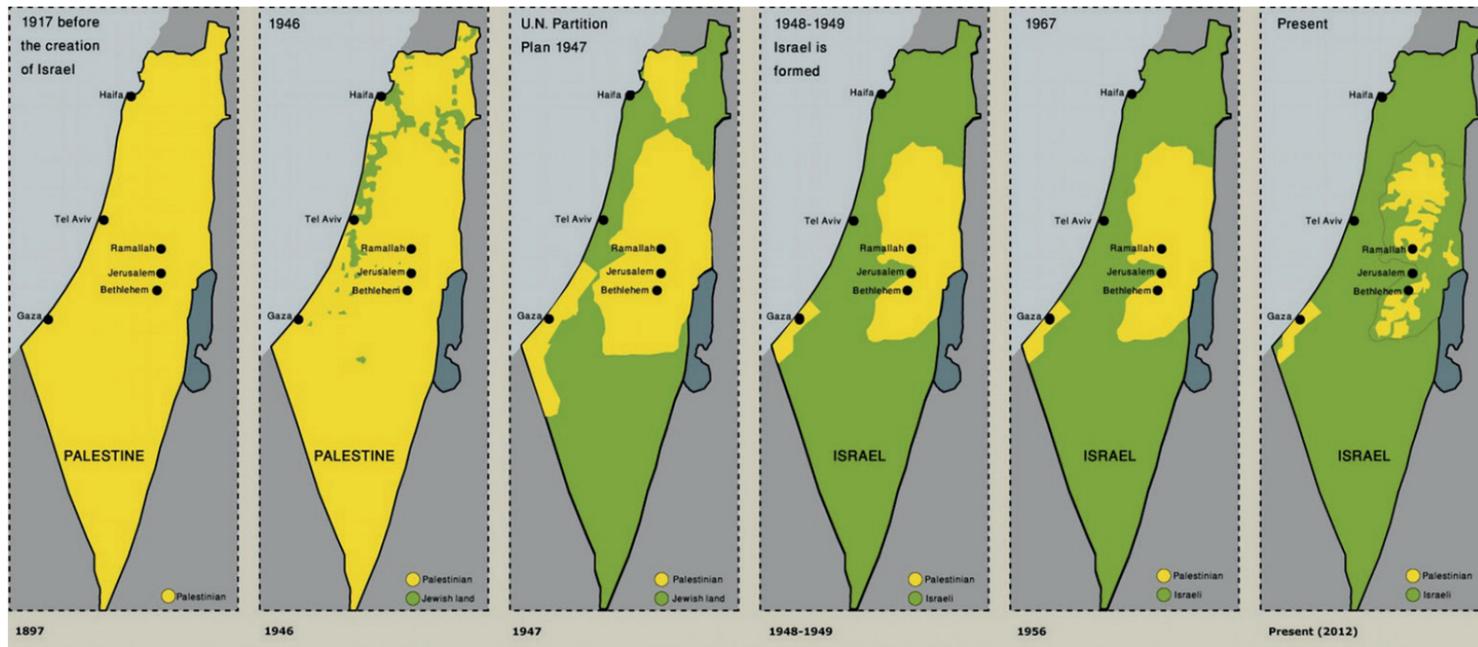
Les Juifs d’Egypte reviennent en Palestine et se remobilisent. L’un deux, Jésus, sortira des rangs et lancera, à l’appel de Dieu, une nouvelle religion: le Christianisme, dont le succès est fulgurant. Les Juifs sont réduits et finissent de nouveau par être dispersés par les nouveaux chrétiens, les Romains puis les Byzantins. Ils iront s’établir dans le Vieux monde, l’Europe, le nouveau monde n’étant pas encore connu, l’Amérique...

Les générations passent, les identités nationales juives se multiplient : Russe, Polonais, Roumains, Français, Allemand, Autrichien, Italien, Américain, Canadien, Chilien, Argentin... Chacun sa culture, chacun sa langue, même si tous gardent la même religion. Il vint un moment où les Européens les prennent en grippe : ils commencent à les maltraiter, à la persécuter, à les isoler dans des quartiers bien précis, puis à les spolier et à les tuer (pogroms). Vers la fin du 19e siècle, l’élite juive commence à se réveiller et à vouloir exister non plus au sein de plusieurs Etats mais dans un seul Etat, un Etat bien à eux : de cette idée est né le mouvement sioniste (Retour à Sion, Aliyah). Les Juifs du monde entier se mobilisent pour financer, organiser, vulgariser l’idée, la propager...

Une idée qui plaît évidemment aux Européens. Dont certains diront même «Bon débarras aux Feuj». L’antisémitisme, ce ne sont pas les Musulmans qui l’ont inventé, ce sont les Européens. L’expulsion des Juifs de Palestine, ce ne sont

pas les Musulmans qui l’ont orchestrée, mais les Romains, les Byzantins... Le roi perse les avait même aidés et encouragés à revenir quand ils étaient à Bagdad... L’Histoire, quand on ne la falsifie pas, elle parle la vérité. Les Arabes palestiniens des années 1900, de 1948, de 1967, de 1973... ont été les victimes des nouveaux venus après deux mille ans d’absence... Des Juifs mal éclairés disent, dans leur propagande, que les Palestiniens n’existaient pas en Palestine, mais qu’ils sont venus d’ailleurs... Drôle de façon de faire retourner les événements... Mais cette propagande pénètre dans le cerveau des Européens qui considèrent les Juifs « victimes » non pas de leurs frères européens, mais des Arabes qui les avaient accueillis à bras ouverts quand ils étaient chassés d’Espagne par les reines et les rois catholiques, entre autres.

Bref, dotés de moyens financiers et humains conséquents, les premiers sionistes organisent méthodiquement, inlassablement, le retour progressif de leurs congénères en Palestine, « un pays sans peuple pour un peuple sans terre », un slogan qui aura la vie dure. Alors que tout le monde sait bien – les Chrétiens en premier – que la Palestine n’est pas restée « vide » avec la dispersion historique des Juifs. Oui, la Palestine a continué de vivre avec ses peuples anciens enracinés dans leurs terroirs (juifs, chrétiens, arabes) autour de leur ville Jérusalem trois fois sainte par ses trois religions monothéistes, et pas seulement par la première d’entre elles, la religion hébraïque. **L**



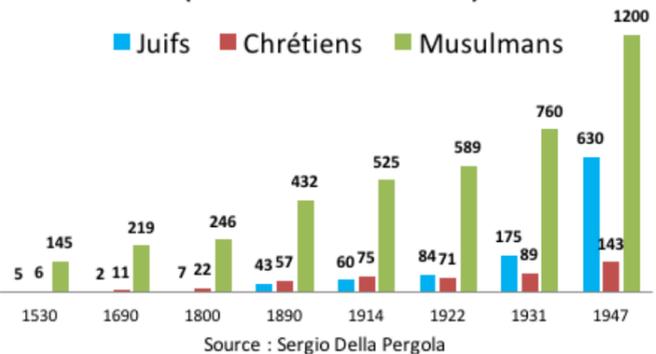
En Jaune : Palestine... En vert : Israël... Quand les cartes parlent d'elles-mêmes...

C'est un sujet fort complexe parce qu'il n'est pas seulement démographique. Il est aussi politique, religieux, voire militaire: les peuples se mesuraient – et se mesurent – selon leur «rapport de force». Quand un peuple se sent à l'étroit, il commence par envahir son voisin proche ou lointain. L'histoire nous le démontre chaque jour ou presque depuis deux ou trois mille ans. Les empires s'étaient bâtis ainsi avant de s'effondrer : à force de trop s'étaler, ils ont fini par perdre leur puissance centrale. Le proverbe, toujours valable, dit bien : «Qui trop embrasse mal étreint».

Le colonialisme prétendait répandre des idéaux messianiques (le christianisme, l'islam) et la «civilisation» (par définition occidentale)... Il répondait en fait à un besoin vital d'expansion territoriale en quête d'espaces, de ressources alimentaires, minières et autres richesses. Entre les envahisseurs et les envahis les rapports de force étaient trop inégaux, ouvrant la voie à l'exploitation, au pillage, à l'esclavage et à l'extermination des autochtones qu'on appelait avec mépris «indigènes», «bougnoules», «noirs», «indiens»... puis après «protestants», «juifs» et «musulmans»...

Le plus terrible est de voir les victimes innocentes d'hier se transformer – sans le moindre remords humain – en despotes sur de nouvelles victimes innocentes.

Population historique de la Palestine (en milliers d'habitants)



Le plus terrible encore est de voir les responsables des massacres d'hier se taire, fermer les yeux et se boucher les oreilles quand ils voient les miraculés des pogroms et du nazisme reproduire les mêmes comportements de haine, de violence, d'exclusion, d'élimination... à la manière d'un néo-génocide refaçonné visant cependant le même objectif: faire tout ce qui est possible pour déloger des habitants enracinés depuis des générations afin de récupérer leurs terres... Le terme ne changera jamais: il s'agit bel et bien de colonisation forcée, brutale, expéditive, terroriste... Cette politique rampante a commencé il y a plus d'un siècle et va s'accélérer avec la bénédiction d'un tout puissant



allié: les Etats-Unis d'Amérique, lequel n'a pas le moindre remords: les derniers survivants indiens vivent aujourd'hui dans des «réserves». Avec le «Plan Trump 2020», les Palestiniens risquent de subir le même sort: sur leurs propres terres annexées, ils vont devoir vivre dans des «réserves» encerclées et s'ils ne sont pas contents, ils n'auront qu'à partir ailleurs...

Le plus terrible aujourd'hui est de voir la première puissance économique et militaire de la planète approuver, encourager, couvrir les actions illégales – selon les canons du droit international – commises par des rescapés d'Auschwitz et leurs descendants.

Cette première puissance et ses complices incitent le peuple juif qui avait reçu en cadeau 55 % du territoire palestinien alors sous «protectorat» britannique à aller au-delà de cette limite, en s'appropriant les terres conquises par la guerre (1967) et en accaparant progressivement le reste de la Palestine. Les plus endurants des Palestiniens survivront dans des «bantoustans» sous le contrôle de l'armée et l'administration israéliennes. Ils n'auront aucun attribut d'un Etat: capitale, frontières, monnaie, armée, sécurité... Ils pourront circuler avec des «visas» (aléatoires et éphémères), brandir un drapeau et travailler... Ils n'auront aucune garantie de ressources stables...

Tout cela pour mettre dans leur contexte les questions de la population dans cette région particulière du monde.

Bien avant le «Plan américain» du 28 janvier 2020 visant à restaurer la «paix» (sic) en Palestine, des voix israéliennes s'élevaient pour exposer le «problème» de la croissance démographique des Juifs en Israël d'ici à 2050 ou 2060 et s'interroger sur comment l'Etat hébreu devrait y faire face. Avec Donald Trump et son conseiller juif américain Jared Kushner (en plus de sa qualité de gendre), vous avez la réponse: Israël n'aura pas besoin – comme l'imaginaient ses technocrates – de bâtir des gratte-ciel pour loger les Israéliens nés ou à naître. Israël a reçu «l'autorisation» américaine d'agrandir son territoire sur la Cisjordanie, d'y implanter de nouvelles colonies et d'annexer définitivement

Jérusalem-Est ainsi que le Golan syrien. On ne parle pas encore de la bande de Gaza ni du Sud-Liban...

Savez-vous qu'Israël est le seul Etat membre à part entière de l'ONU qui n'a pas fourni ses limites frontalières au moment de son adhésion? Savez-vous où s'arrêtera un jour le Grand Israël dont rêvent les Juifs? Seul Dieu le sait.

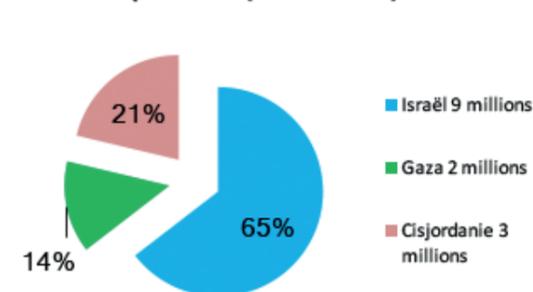
Il y a actuellement presque autant de Juifs en Palestine que de Palestiniens en Palestine: 7 millions environ chacun, sachant que près de 2 millions de Palestiniens vivent sur le territoire légal de l'Etat d'Israël et près de 850 000 Juifs sur le territoire légal de l'Etat de Palestine (en Cisjordanie et à Jérusalem-Est). La même égalité ou presque se retrouve dans les populations juives et palestiniennes dans le monde: 14 à 15 millions de personnes dans chaque camp.

Mais la croissance démographique des premiers étant inférieure à celle des seconds, on peut aisément prédire que le rapport de force va pencher du côté des seconds avant 2050. La croissance des Juifs en Israël est encore soutenue: la population juive «locale» pourrait passer de 9 millions en 2019 à 18 millions en 2050 (hypothèse haute) ou seulement 12,5 millions (hypothèse basse), tandis que celle des Palestiniens-israéliens passerait de 2 à 3 ou 3,5 millions... Les Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie verront leur nombre passer de 5 millions en 2019 à 9 ou 10 millions en 2050...

Pour quelles raisons ces deux peuples devraient-ils croiser le fer toute leur vie? La coexistence n'est-elle pas vraiment possible entre eux? Le sage vous dira «oui, bien sûr». A conditions que les injustices passées et présentes soient admises et corrigées un tant soit peu dans un esprit de paix.

Les populations qui vivaient dans la Palestine de l'ex-mandat britannique ne bénéficient pas du même traitement depuis

Population (en millions) 2020



Indicateurs démographiques 2020

Indicateurs	Israël	Gaza	Cisjordanie
Age médian (ans)	30,4	18,0	21,9
Taux de croissance %	1,5	2,1	1,8
Taux de natalité pour 1000	17,6	28,6	25,2
Taux de mortalité pour 1000	5,3	3,0	3,4
Taux d'urbanisation (en %)	92,6	76,7	76,7
Espérance de vie à la naissance (ans)	82,7	74,9	75,9
Taux de fécondité (nombre d'enfants par femme)	2,59	3,64	3,07

Répartition de la population selon les croyances (en % de la population)

	Juifs	Musulmans	Chrétiens	Autres	Total
Israël	74,3	17,8	1,9	6,0	100,0
Gaza	0,0	99,0	0,5	0,5	100,0
Cisjordanie	12,5	85,0	2,0	0,5	100,0

Source : World Factbook

1948. L'Etat d'Israël est reconnu par les cinq grandes puissances (Etats-Unis, Royaume-Uni, Russie, France, Chine). Le second ne l'est que par deux (Chine et Russie). Le droit de veto de l'un des cinq (celui des Etats-Unis) empêche la reconnaissance pleine et entière de l'Etat de Palestine qui est pourtant reconnue officiellement par 136 Etats «ordinaires» sur les 193 membres que compte l'ONU (70,5%).

L'importance de la diaspora juive (les Juifs qui vivent hors d'Israël) empêche en fait les grandes puissances de mettre en application les résolutions qu'ils ont eux-mêmes votées sur le droit des Palestiniens à disposer de leur propre Etat avec leur capitale à Jérusalem-Est. Ces résolutions devront être, selon le président américain Donald Trump, enterrées. Aux oubliettes! Mais le droit international ne peut demeurer éternellement à la merci d'un seul, aussi puissant soit-il présentement.

Toutes confessions réunies, la population de l'Etat d'Israël s'élève aujourd'hui à 9,1 millions et celle de l'Etat de Palestine à 5,1 millions. Mais le «diable» se cache toujours dans les détails: la composition de chaque population selon la religion et le statut légal... On va regarder tout cela à la loupe.

D'abord, parlons du sujet qui fâche le plus les uns et les autres. Celui de l'histoire. Les Juifs israéliens (surtout les sionistes d'entre eux) disent qu'ils ont reconquis la Terre

promise par Abraham, premier prophète vénéré par toutes les religions monothéistes, aux seuls Juifs. Pourquoi diable Dieu a-t-il commis cette injustice ou ségrégation entre tous ses fidèles ?

Passons sur la réponse à cette question. Les Juifs ont déserté la « Terre promise » il y a plus de deux mille ans pour aller s'installer en Europe, en Afrique ou en Asie (l'Amérique n'était pas accessible alors). Ils vécurent et se développèrent, parfois en paix avec les Européens, mais plus souvent en conflit. La « Terre promise » est restée en possession de ses populations autochtones (les Philistins, entre autres) – après l'exode des Juifs, elle ne s'était pas en effet vidée de tous ses habitants, n'est-ce pas ! Avec l'émergence de la religion chrétienne, sous la direction du nouveau prophète Jésus – anciennement juif, la région s'était développée à tous les niveaux. Elle attirait bien des conquérants venus de toutes parts. Les Chrétiens devinrent largement majoritaires à partir du 5^e siècle. Les Juifs qui n'avaient pas quitté le pays étaient donc devenus minoritaires.

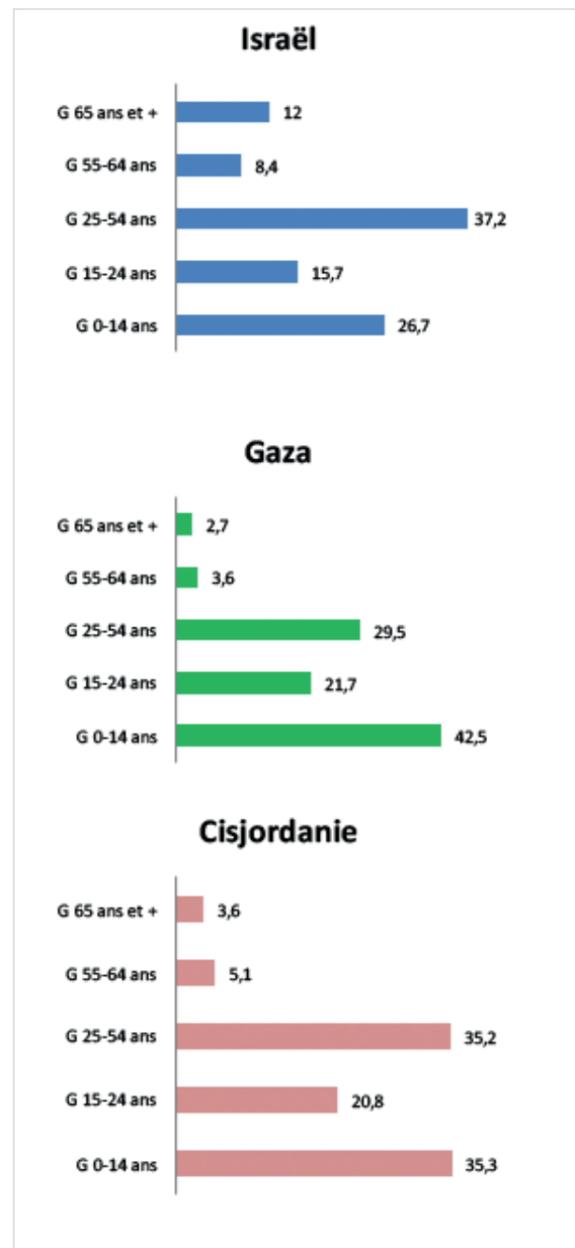
Survint au 7^e siècle l'avènement d'un dernier prophète, Mohamed, qui révéla une nouvelle religion : l'Islam. Une nouvelle époque s'ouvrit avec l'arrivée sur le territoire « palestinien » de conquérants arabo-musulmans qui se mélangèrent aux autochtones. La majorité se renversa cette fois au profit des Musulmans, à partir du 10^e siècle. En quatre siècles, les rapports de force démographiques étaient à plus de 75% en faveur des adeptes de Mohamed : 100 000 contre 50 000 pour les Juifs et les Chrétiens.

Selon le démographe israélien, Sergio Della Pergola, né en 1942 à Trieste (Italie), spécialiste de la population de la région, le nombre de Juifs est passé de 5 000 en 1540 à 43 000 en 1890 avant de bondir à 630 000 en 1947. Cette dernière période correspond au mouvement sioniste déclenché par son Premier congrès tenu à Bâle (Suisse) en 1897 : en réaction aux pogroms et à la répression des Juifs en Europe – bien avant donc le nazisme – le Congrès ordonna le retour à la « Terre promise » : il organisa et finança les voyages, l'installation, l'achat et l'occupation de terres en Palestine alors sous occupation ottomane puis sous mandat britannique. Mais le nombre des immigrants juifs dépassa celui des Arabes chrétiens en 1914 (94 000 contre 70 000). A la veille du « Plan de partage » décrété par les grands vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale, le nombre de Juifs était, toujours selon Sergio Della Pergola, de 630 000, soit un peu plus de la moitié de celui des Arabes musulmans (1 200 000). Mais la grande injustice des vainqueurs était d'attribuer 55% des terres de Palestine aux nouveaux immigrants juifs et 45 % aux Arabes palestiniens.

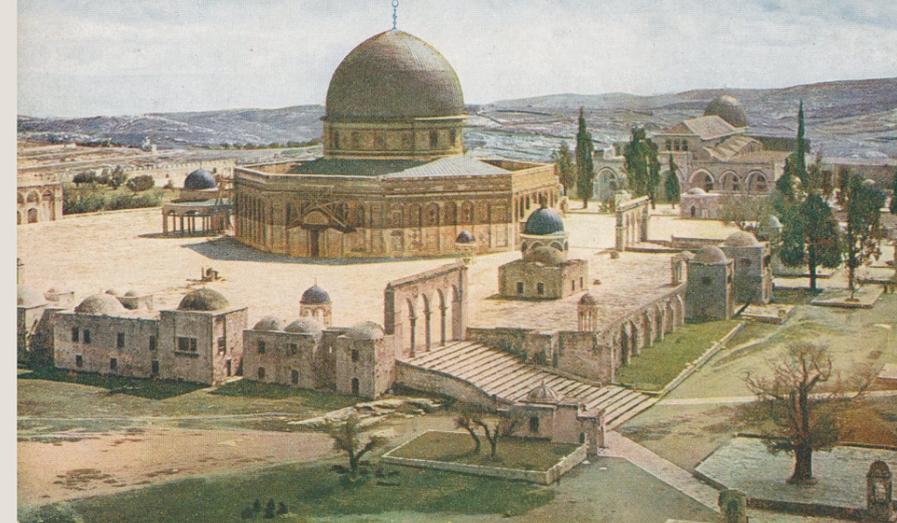
Le « plan de partage de 1947 » fut refusé par tous les Arabes. Et les guerres et les violences ne cessèrent depuis... Les sionistes – comme le démontre le nouveau plan de partage

des Etats-Unis (28 janvier 2020) – disposeront à terme de tout ou presque de ce qui reste du territoire palestinien. Les irréductibles Palestiniens attachés à leurs terres ancestrales sont acculés à vivre dans des « bantoustans » à l'israélienne : des morceaux d'espace isolés les uns des autres sous contrôle strict israélien.

Répartition de la population selon les groupes d'âge en % (2020)



Source : World Factbook



Jérusalem mutilée par les guerres...

Ville historique vieille de cinq mille ans, Jérusalem souffre le martyre. Conquise, perdue, reconquise par tel ou tel, elle est depuis 1967 sous la domination unique de l'Etat d'Israël, au détriment des autres communautés : musulmane, chrétienne et arménienne.

Et depuis 1980, elle a été purement et simplement annexée pour devenir la capitale unifiée d'Israël avec le soutien des Etats-Unis. La partie Est appartient légalement à la Palestine.

Sa population a évolué dans l'histoire en fonction des événements : tantôt elle était à majorité juive, tantôt à majorité musulmane. En 1553, elle comptait environ 12 000 Arabes musulmans pour seulement 2 000 Juifs. Mais en 1896, les Juifs prenaient le dessus :

28 000 contre 9 000 Musulmans et autant de Chrétiens. En 1916, grâce au mouvement sioniste mondial, la majorité juive comptait 45 000 personnes, contre 10 000 Musulmans et 15 000 Chrétiens. Après la Seconde Guerre mondiale, les Musulmans prennent momentanément le dessus (105 000) face aux Juifs (100 000) et aux Chrétiens (40 000).

Le rejet par les Etats arabes du plan onusien de partage de la Palestine (1947) fera basculer irrémédiablement le sort de la ville sainte. Les Palestiniens, qui n'avaient pas alors leur mot à dire, furent enjoint de fuir pour laisser les Etats arabes faire leur guerre à l'Etat israélien embryonnaire (1948). Mais les armées arabes furent battues à plate couture... La Nakba provoqua un exode massif des Palestiniens, en particulier de Jérusalem : 60 000 départs en quelques jours...

Pire, la Cisjordanie et Jérusalem ont été occupées par la Jordanie (ex- Transjordanie). Le roi de Jordanie s'était même autoproclamé « roi de Palestine » (1948). Il fut assassiné par un Palestinien le 20 juillet 1951... mais l'occupation jordanienne va causer d'énormes dégâts à la vieille ville de Jérusalem et en particulier aux monuments juifs.

En 1967, à l'issue de la guerre des Six-Jours, Jérusalem a été reprise par Israël : elle comptait 200 000 Juifs pour 55 000 Musulmans et 13 000 Chrétiens.

Aujourd'hui, la ville « unifiée » sous la bannière israélienne a vu sa population quadrupler pour atteindre les 932 000, dont 61% de Juifs, 37% de Musulmans et 2% de Chrétiens. Plus de 200 000 Juifs se sont établis à Jérusalem Est autour de 330 000 Palestiniens.

Le discours actuel des sionistes, qui reprend la philosophie des fondateurs de l'Etat hébreu, est d'acculer les Palestiniens à quitter les lieux pour rejoindre leurs frères en Jordanie ou ailleurs dans le monde. La diaspora palestinienne compte, depuis 1947, plus de 6 millions de personnes (les réfugiés, les exilés et leurs descendants). Les Palestiniens de l'intérieur se partagent entre quatre territoires séparés : il y a ceux qui vivent, sous le blocus israélo-égyptien, à Gaza (2 millions); ceux qui vivent – avec la nationalité israélienne – en Israël même (environ 2 millions), avec le droit de voter, mais sans le droit de résider en dehors des villes et villages qui leur sont assignés ; ceux qui vivent à Jérusalem-Est occupée (voir encadré) ; et ceux qui résident en Cisjordanie – en grande partie parsemée par les colonies israéliennes – soit 3 millions. Plus de 850 000 colons vivent en Cisjordanie et à Jérusalem-

Est, et leur nombre ne cesse de croître. Ils vivent dans des blocs de colonies, au milieu des villages palestiniens, souvent dans un climat de tension – ils sont plus de 200 000 à Jérusalem-Est. Sans compter les implantations sauvages. Deux jours avant les élections de septembre 2019, Netanyahu a donné le feu vert à la légalisation de la colonie de Mevoot Yericho, dans la vallée du Jourdain. Bardé du Plan Trump, les électeurs voteront quasi certainement en sa faveur lors des élections du 2 mars 2020. Depuis Theodor Herzl, Israël en fait n'a pas changé. Le réalisme n'a duré qu'une courte période – celle du processus de paix dit d'Oslo (1993-1995) mort et enterré comme son parrain feu le Premier ministre Yitzhak Rabin, assassiné par un extrémiste juif. Aujourd'hui, les Juifs vivent en paix avec tous leurs voisins. Personne ne peut imaginer que l'Egypte, la Jordanie, la Syrie ou l'Irak

Un mur d'acier contre les Palestiniens

En 1923, Vladimir Jabotinsky (1880-1940), inspirateur du parti Irgoun (futur Likoud, droite), fondé en 1931, exposait en ces termes sa vision du projet sioniste en Palestine, qui irrigue aujourd'hui encore la stratégie des dirigeants israéliens :

«La colonisation sioniste, même la plus limitée, doit soit cesser, soit s'accomplir au mépris de la volonté de la population locale. C'est pourquoi cette colonisation ne peut se poursuivre et se développer que sous la protection d'une grande puissance indépendante de cette population, derrière un mur d'acier infranchissable. Un accord avec les Palestiniens sur une base volontaire est impossible.» Vladimir Jabotinsky, Le mur d'acier: Nous et les Arabes, Rassywyet, Berlin, 4 novembre 1923.



brandiront de nouveau un jour la hache de guerre contre Israël. Au contraire, la plupart des pays du Moyen-Orient coopèrent discrètement avec lui. Il manque une seule – la plus déterminante, la plus dangereuse – la paix avec les Palestiniens.

La bombe ne sera pas atomique, celle de l'Iran n'est qu'une menace hypothétique. Brandie par les extrémistes de tous bords pour maintenir l'état de tension permanente entre Juifs et Musulmans. La bombe sera – dans dix ou cinquante ans – démographique. Savez-vous qu'aujourd'hui 43 % seulement de la population israélienne est jeune (0 à 24 ans)? Et qu'en face, il y a une force humaine d'avenir qui

Tom Segev*

«En fait, nous sommes une mosaïque composée d'identités disparates».

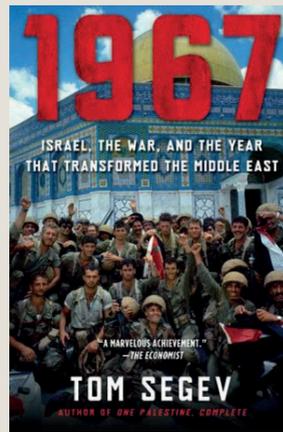
«Les premiers sionistes et les pionniers ont espéré qu'Israël créerait un «nouvel homme» relié aux héros bibliques. Ils faisaient l'impasse sur 3 000 ans d'histoire et 2 000 ans d'exil. L'exil était considéré comme une ignominie. On voulait revenir à la souveraineté hébraïque mais on ne peut pas effacer l'histoire.»

La grande majorité des Juifs qui sont arrivés en Israël sont venus comme des réfugiés et non comme des sionistes. Ils n'avaient pas l'intention d'abandonner leur culture. Aujourd'hui, on parle le russe à Ashdod. Mes parents, ma mère me parlaient allemand. Sommes-nous plus israéliens que juifs ?

En fait, nous sommes une mosaïque composée d'identités disparates. Ben Gourion mangeait du porc et travaillait le jour du Kippour mais il se sentait juif. Il en est arrivé à s'interroger sur l'existence de Dieu et s'est intéressé au bouddhisme. Le jour du Kippour, des Juifs vont faire la fête au lac de Tibériade et prennent des sandwiches. Ils mangent la viande avec du lait mais ils se sentent juifs. Les hommes sont circoncis mais les femmes, en quoi sont-elles juives ? Ce sont des problématiques auxquelles nous n'avons pas trouvé de solutions.

Qui est juif ? Qui est israélien ? 20 % des Israéliens sont arabes. Quelle est leur «israélité» ? Soixante-quinze ans après Auschwitz et soixante-deux ans après la création de l'État, ces interrogations se posent toujours.

(*) Tom Segev est un historien, journaliste et écrivain israélien né à Jérusalem le 1 mars 1945. Extrait de son interview Thierry Oberlé, publiée dans le Figaro du 22 janvier 2020 (France).



pèse 64% de la population de Gaza et 56 % de celle de la Cisjordanie.

Si du temps de Theodor Herzl les Juifs étaient partout persécutés en Europe, ils ne le sont plus aujourd'hui ni en Europe, ni ailleurs. Il y a certes des ersatz de haine et de violence, résultats de provocations réciproques. Mais l'élimination systématique des Palestiniens du « circuit » politique, économique, social et culturel conduira – comme le fut l'extermination systématique des Juifs par les Européens – à une crise de dimension mondiale. Les mêmes causes produisent les mêmes effets. Gare aux têtus.

S.G.

Florilège

Morceaux choisis du discours de Mahmoud Abbas à l'ONU

Le président de l'Autorité palestinienne (AP) Mahmoud Abbas a rejeté officiellement, le 11 février, devant le Conseil de sécurité de l'ONU, le plan de paix israélo-américain. Selon lui, ce plan vise à créer un territoire palestinien fragmenté sous la forme d'un «gruyère suisse». «Qui parmi vous accepterait un tel Etat ?», a-t-il demandé aux quinze Etats membres du Conseil de sécurité.

- «Ce sont nos territoires. Qu'est-ce qui vous donne le droit de les annexer ?»
- «Je suis venu devant vous aujourd'hui pour vous dire que la paix entre Israéliens et Palestiniens est encore possible. Elle est réalisable. Je suis venu pour construire un partenariat international en faveur de la paix.»
- «Je voudrais rappeler au peuple israélien que la poursuite de l'occupation militaire d'un autre peuple n'aidera pas à sa sécurité...»
- «Nous devons rester partenaires, chacun dans son pays souverain.»
- «Nous ne sommes pas contre les Juifs. Nous sommes des musulmans. Un musulman qui se dit contre un juif commet un blasphème.»
- «Nous ne sommes pas contre le peuple juif. Nous sommes contre ceux qui nous attaquent, nous et notre terre.»
- «Nous appelons à la fin de l'occupation et à la création d'un État palestinien. Nous ne nous rendons jamais.»
- « Les Etats-Unis ne peuvent plus être le seul médiateur pour une paix juste et équitable au Proche-Orient. Au sein du Quartet (Etats-Unis, Russie, Union européenne et ONU), les Etats-Unis seront les bienvenus.»
- Le plan Trump « légitime ce qui est illégal et renforce le régime d'apartheid. Il récompense l'occupation au lieu de la tenir pour responsable de tous les crimes qu'elle a perpétrés contre notre peuple et notre terre.»
- «Il annule le droit des Palestiniens à l'autodétermination, la liberté et l'indépendance dans notre propre État.»
- «Il ne doit pas être considéré comme une référence internationale pour de futures négociations. »
- «Il n'apportera ni la paix ni la stabilité à la région, et nous ne l'accepterons donc pas. Nous nous opposerons à son application sur le terrain.»
- «Le peuple palestinien veut vivre libre, en dignité, dans un Etat indépendant avec Jérusalem-Est comme capitale aux côtés de l'Etat d'Israël et je demande au peuple israélien de repousser ses idées extrémistes et d'accepter la paix.»
- «Il faut que l'on tienne compte des préoccupations des deux parties pour que chacun puisse vivre ensemble.»
- «Les Israéliens et les Palestiniens doivent joindre leurs efforts pour y arriver.»
- «La paix est toujours possible, mais pas avec le plan Trump.»
- «Croyez-moi, s'il y a la paix entre nous et le peuple israélien, ce sera la plus belle forme de paix, mais donnez-nous cette chance de parvenir à la paix.»
- «Je tends ma main vers le peuple israélien, à Ehud Olmert*, aux hommes politiques israéliens, pour reprendre les négociations.»

(*)Ehud Olmert, 74 ans, a été le maire de Jérusalem pendant dix ans (1993 à 2003), vice-Premier ministre et ministre des Finances dans le gouvernement d'Ariel Sharon. Il devient Premier ministre en janvier 2006 jusqu'à sa démission en 2009. Il est remplacé par Benyamin Netanyahu (en poste depuis 2009, élections le 2 mars 2020). Il a entrepris des négociations inachevées avec Mahmoud Abbas qu'il a accompagné à New York pour sa prestation du 11 février.

Il considère Mahmoud Abbas comme « un homme de paix, opposé à la terreur et le seul partenaire avec lequel Israël peut traiter », a-t-il déclaré en public. « La solution à deux Etats est une condition sine qua non qui doit être acceptée par toutes les parties prenantes. Cela prendra du temps et notre partenaire dans cette négociation sera Mahmoud Abbas. Il est le seul à représenter la communauté palestinienne. »

Il s'est ouvertement opposé aux propos de son compatriote Danny Danon (48 ans), ambassadeur israélien à l'ONU depuis 2015. Ce dernier avait déclaré le 11 février : « Les progrès vers la paix ne seront pas possibles tant que le président Abbas restera à son poste. Ce n'est que lorsqu'il se retirera qu'Israël et les Palestiniens pourront aller de l'avant. »S.G.

Libertés à plusieurs vitesses

Les Arabes ayant la nationalité israélienne ne sont pas libres de résider où ils veulent. Ils sont de facto cantonnés dans certains endroits précis du territoire israélien, notamment au nord, au sud de la Cisjordanie et dans le désert (frontière avec la Jordanie). Les Palestiniens de Jérusalem-Est ne peuvent circuler comme ils veulent.

Les Palestiniens de Gaza sont soumis à un double blocus, égyptien au Sud et israélien tout autour...

Les Juifs israéliens peuvent s'installer où ils veulent, en Israël, au Golan et en Cisjordanie. Pas encore à Gaza qu'ils ont évacuée en 2004-2005.





Aux origines étaient les Philistins

Le nom «Israël» est un nom biblique attribué à Jacob, petit-fils d'Abraham. Ses descendants sont appelés les «enfants d'Israël» ou «Israélites». Ce n'est donc pas un pays à l'origine. Il l'est devenu après avec Eretz Israel (Terre d'Israël), devenu ensuite «Terre promise»... Géographiquement, selon les archéologues et les historiens, cette terre était celle des Philistins, les peuples de la mer. Ils sont mentionnés pour la première fois vers 1208 avant notre ère par des textes égyptiens. Ils sont nommément désignés comme «Philistins» dans une tablette du temple de Medinet Habou, où Ramsès III (-1186 à -1155) célébra une victoire maritime et terrestre sur les Philistins, «peuples de la mer».

Selon la narration biblique, les Israélites avaient quitté la Philistie, où ils vivaient dans la misère, pour rejoindre la riche Égypte où les a déjà devancés le prophète Joseph (descendant d'Abraham).

Après la mort de celui-ci et le changement de pharaon, les Israélites auraient été asservis par les Égyptiens pendant plusieurs siècles, jusqu'à l'avènement de Moïse qui les ramena au pays de Canaan, autre nom biblique de la «Terre promise» par Dieu à Abraham... Ils y fondèrent une douzaine de tribus réparties en deux royaumes... Celui d'Israël au nord (capitale Samarie) et au sud celui de Juda (capitale Jérusalem). Les Philistins avaient une portion du territoire. Les deux royaumes ne vécurent que deux siècles avant d'être envahis par les Assyriens (-722) puis par les Babyloniens (-587). D'après la Bible, Dieu avait puni les Juifs à cause de leurs péchés et il les a dispersés dans la région... Dieu avait déjà puni Moïse en personne en lui interdisant, à la fin de son périple, de pénétrer en Terre promise. Il l'avait simplement «vue» du mont Nebo avant de mourir, laissant à son disciple Josué le soin de conquérir la Terre promise...

À ce jour, aucune trace archéologique de Moïse n'a été retrouvée ni en Égypte, ni en Palestine, alors que l'on connaît les principaux notables de l'entourage des pharaons. En dehors de la Bible, la connaissance historique des Israélites est donc très faible. La Terre promise n'est qu'une des histoires de la mythologie biblique qui demeure fortement ancrée à ce jour. Impossible de la contester sans être accusé d'antisémitisme.

Il est légitime de s'interroger sur le fait que si Dieu avait promis la Palestine à Abraham, pourquoi seul Jacob en bénéficia à l'exclusion des autres descendants du premier des prophètes, à savoir les Chrétiens et les Musulmans ? Les Juifs ont une réponse à cette question : ils sont le seul «peuple» élu de Dieu... De Gaulle, alors président de la République française, avait une certaine raison de lancer cette phrase sibylline au

cours d'une conférence de presse en qualifiant de peuple juif de «peuple d'élite, sûr de lui et dominateur», le 17 novembre 1967, cinq mois après sa victoire écrasante sur toutes les armées arabes lors de la guerre des Six-Jours (juin 1967).

L'histoire atteste seulement que des tribus israélites existaient bien dans la région et qu'elles étaient constamment en conflit avec leurs voisins et entre elles. Ces tribus avaient été vaincues et dispersées avant la naissance du Christianisme et de l'Islam.

Chronologie en bref : 2 600 ans d'une histoire mouvementée

- **- 586** : Dispersion des Juifs palestiniens par Nabuchodonosor II (roi babylonien).
- **- 538** : Après la prise de Babylone par les Perses, l'empereur Cyrus II libère les Juifs et autorise ceux qui le veulent à retourner en Palestine.
- **- 65** : La Palestine est conquise par les Romains.
- **Début de l'ère chrétienne** : La population de Palestine est composée en majorité d'habitants d'origine grecque, en partie judaïsés, d'un tiers de juifs autochtones et de quelques groupes de Nabatéens.
- **- 134** : L'empereur Hadrien réprime sévèrement les soulèvements juifs contre son autorité. Il prend Jérusalem, évacue les Juifs de la ville et disperse les Juifs. Jérusalem change de nom (Aelia Capitolina) et toute la province romaine est unifiée sous le nom de Palestine, englobant la Phénicie et les territoires voisins (Syrie, Jordanie). La plupart des Juifs se regroupent au nord de la Palestine, en Galilée autour du lac de Tibériade.
- **3e et 4e siècles** : Sous l'influence des Chrétiens, devenus de plus en plus puissants, après la conversion de l'empereur Constantin Ier, la Palestine prend un statut important comme la Terre sainte des Chrétiens.
- **426** : Mort de Gamaliel VI, dernier patriarche juif. Toute autorité religieuse juive disparaît de Palestine.
- **6e siècle** : Les Chrétiens deviennent largement majoritaires en Palestine, en présence de quelques minorités juive, arabe (païens) et samaritaine.
- **622** : Avènement de l'Islam avec le Prophète Mohamed (571-632).



• **638** : Le calife Omar annexe les territoires palestiniens, y compris Jérusalem, qui devient ainsi un lieu sacré de l'Islam (c'est de Jérusalem que Mohamed a fait son ascension au paradis). Juifs et Chrétiens étaient autorisés à rester dans Jérusalem.

• **1244** : A la fin des Croisades, la communauté juive est redevenue nombreuse, surtout dans les villes côtières (plusieurs juifs sont venus d'Europe). Les musulmans reprennent le contrôle de Jérusalem et toute la Palestine.

• **1250** : Les Mamelouks égyptiens prennent le pouvoir en Égypte et en Palestine qui devient une terre d'accueil pour les réfugiés arabes chassés par l'avancée des Mongols sur l'Irak et la Syrie.

• **Fin du 15e siècle** : la Palestine accueille aussi des réfugiés juifs chassés d'Espagne.

• **1516** : Le sultan turc Sélim Ier conquiert la Palestine qui restera sous contrôle ottoman quatre siècles durant jusqu'en 1917. Intégrée dans l'empire Ottoman, la Palestine connaît au 16e siècle un bon développement économique, au contraire de l'Égypte. Les cités et lieux de culte sont rénovés, toutes les communautés voient leurs populations croître. Les Ottomans autorisent les juifs à se réinstaller en Palestine, fuyant les persécutions en Europe (pogroms).

• **1852** : Création à Londres d'une Association pour la promotion d'implantations juives en Palestine.

• **1880** : La population juive en Palestine est estimée à 24 000.

• **1881** : L'assassinat du tsar Alexandre II par des terroristes russes entraîne un exode massif des juifs de Russie. Cette vague sera considérée comme la première «Aliyah» moderne (Ascension, retour en Palestine). Elle fait suite aux pogroms à l'encontre des Juifs dans tout l'Empire russe, en Roumanie, en Pologne...

• **1881** : Le banquier français le baron Edmond de Rothschild (1845-1934) se met à acheter des terres en Palestine (vendues notamment par les Turcs). Il finance le voyage et l'établissement des juifs en Palestine (Eretz Israël) sous forme de colonies agricoles.

• **1884** : Création en Pologne du mouvement des Amants de Sion,

• **1886** : Le terme sionisme est employé pour la première fois par l'écrivain juif autrichien Nathan Birnbaum.

• **1895** : Theodor Herzl (1860-1904), écrivain austro-hongrois, se convertit à l'idéologie du sionisme : Retour à Sion (le mont Sion est une des collines de Jérusalem).

• **1896** : Il publie L'État des Juifs.

• **1897** : Il fonde le mouvement sioniste mondial au congrès de Bâle et le dote d'un fonds pour l'implantation juive pour l'achat de terres en Palestine. Il lance l'idée d'un État autonome juif et commence à la mettre en pratique. Décision : le congrès se tiendra tous les ans.

• **1898** : Création de la Banque coloniale juive destinée à financer l'achat de terres en Palestine.

• **1900** : La ville de Jérusalem compte environ 40 000 Juifs, deux tiers des habitants.

• **1901** : Création du Fonds national juif, chargé de l'achat des terres en Palestine.

• **1902** : Dans un nouveau livre « Terre ancienne, terre nouvelle», Theodor Herzl, évoque la vie dans le futur État et décrit le sionisme comme « un poste avancé de la civilisation, un rempart de l'Europe contre l'Asie, s'opposant à la barbarie ».

• **1903** : Le 6e Congrès sioniste décide d'accélérer l'immigration «en masse» des Juifs vers la Palestine et d'y multiplier les implantations agricoles sous le slogan : «Une terre sans peuple pour un peuple sans terre».

• **1903** : Face aux nouveaux pogroms en Europe de l'est, le gouvernement britannique propose à Theodor Herzl de lui donner l'Ouganda pour y créer un foyer juif. Deuxième vague de pogroms dans l'Empire russe qui dure jusqu'en 1906.

• **1904** : Décès de T. Herzl. Son successeur lance la troisième vague d'immigration des juifs (Aliyah) vers la Palestine.

• **1905** : Le congrès sioniste décide de repousser définitivement la proposition de l'Ouganda.

• **1906** : David Ben Gourion (1886-1973) quitte son pays natal (la Pologne) et s'installe en Palestine. Il fonde le premier lycée hébraïque à Jaffa.

• **1908** : Inauguration près de Jaffa d'un « Bureau palestinien» pour l'achat de terres et de Palestine Land Development Company (PDL).

• **1908** : Premiers accrochages entre Juifs et Arabes. Création d'une milice d'autodéfense juive, la Haganah.

• **1909** : Fondation de la ville de Tel-Aviv (1er bourg).

• **1910** : Emergence d'un mouvement indépendantiste arabe.

• **1911** : Lancement du journal nationaliste arabe «Falastin» à Jaffa.



• **1914** : La population juive de Palestine est estimée à 60 000 personnes, contre 570 000 Arabes musulmans et 75 000 Arabes chrétiens.

• **1914** : Août, début de la Première Guerre mondiale. Novembre: les pays de l'Entente (Royaume-Uni, France et Empire russe) déclarent la guerre à l'empire Ottoman. Le Royaume-Uni prend le contrôle de l'Égypte.

• **1915** : Les pays de l'Entente se partagent le Proche-Orient en laissant la Palestine à part. Pour obtenir leur aide dans leur guerre contre les Ottomans, les Britanniques font des promesses d'indépendance à tous les peuples de Palestine (Juifs et Arabes). Avec Hussein, le Chérif de La Mecque, ils acceptent la mise en place d'une entité musulmane indépendante de la Turquie. En août, exécution des nationalistes arabes par les Ottomans.

• **1916** : En mars, début du soulèvement arabe contre les Turcs. Le 5 juin, Hussein déclenche la révolte arabe et se proclame roi des Arabes le 29 octobre. Son fils Faysal combat aux côtés de l'officier britannique Lawrence d'Arabie contre les Turcs. Le 16 mai, l'accord Sykes-Picot (franco-britannique) redéfinit la nouvelle carte du Moyen-Orient. La Palestine est définie comme zone internationale...

• **1917** : Le 2 novembre, Arthur James Balfour, ministre britannique des Affaires étrangères, adresse une «déclaration» au Baron Edmond de Rothschild, promet au peuple Juif la création d'un « Foyer national juif » en Palestine. Le 9 décembre: chute de l'empire Ottoman et conquête de la Palestine par l'armée britannique. Le général Allenby entre à Jérusalem. Fin de la domination ottomane sur la ville sainte.



Foreign Office,
November 2nd, 1917.

Dear Lord Rothschild,

I have much pleasure in conveying to you, on behalf of His Majesty's Government, the following declaration of sympathy with Jewish Zionist aspirations which has been submitted to, and approved by, the Cabinet.

"His Majesty's Government view with favour the establishment in Palestine of a national home for the Jewish people, and will use their best endeavours to facilitate the achievement of this object. It being clearly understood that nothing shall be done which may prejudice the civil and religious rights of existing non-Jewish communities in Palestine, or the rights and political status enjoyed by Jews in any other country."

I should be grateful if you would bring this declaration to the knowledge of the Zionist Federation.

Arthur James Balfour

• **1919** : Août. Le 1er Congrès des associations islamo-chrétiennes de Palestine se tient à Jérusalem. Il proteste contre la déclaration Balfour. En vain.

• **1919** : Mars : décès de l'un des artisans de l'implantation juive en Palestine, Albert Abraham Antébi (né en 1873 à Damas). Parmi ses notes, il laissa ce texte :

«Le monde est à la réalisation des rêves. Le principe des nationalités devient la charte de l'Europe, pourquoi donc le peuple juif ne réussirait-il pas comme son contemporain, le grec ? - Il est dispersé ? Mais l'on transplanterait vite quelques millions de la Russie. L'étendue de la terre palestinienne est minime, elle n'atteindrait pas 30 000 km² ? (en fait 27 000 km², ndlr). On n'a qu'à lui adjoindre la Transjordanie, la presqu'île du Sinaï, le désert de la Syrie...



Que ferait-on d'un million d'Arabes qui y résident ? On les transférerait progressivement dans les territoires libres de la Mésopotamie et de la Caramanie (en Turquie, ndlr).

Mais pour cette transplantation, il faut du temps et de l'argent?

Les Juifs sont riches, ils ont connu trois exils, ils sont dispersés depuis deux mille ans, ils mettraient cent ans pour se rassembler

Oui, les Juifs triompheront par la reconnaissance de leur nationalité ; jouissant d'une autonomie administrative, partout où ils forment des agglomérations compactes comme dans certains secteurs en Galicie, Ukraine, Pologne, Bohême, etc., possédant droit de cité en Palestine avec une immigration illimitée et organisée, une colonisation élargie, une autonomie administrative et une coopération politique favorisée, sans sacrifier pour cela le droit des habitants indigènes actuels, Chrétiens levantins ou Arabes musulmans, et les privilèges des Lieux Saints.

Le système cantonal suisse, avec un conseil fédéral, sous le protectorat interallié ou un condominium franco-anglais attribuant aux immigrants juifs les terres sans propriétaires, sans donner libre passage aux bolchevistes germano-russes, constituera la formule diplomatique conciliant tous les intérêts.»

• **1920** : 25 avril, la Conférence de San Remo, en Italie, fixe le sort des provinces arabes de l'empire Ottoman : la Palestine est placée sous un mandat britannique, la Syrie et le Liban sous mandat français. La déclaration Balfour est incluse dans les attendus du mandat britannique sur la Palestine qui sera approuvé par la Société des Nations (SDN) en 1922. Par cet

acte, Londres confirme son soutien au sionisme et la trahison des Arabes.

• **1921** : De passage à Jérusalem, le secrétaire d'État britannique aux Colonies, Winston Churchill, reçoit une délégation islamo-chrétienne qui lui déclare : «*Si les sionistes n'étaient venus en Palestine que comme des hôtes, ou si les choses en étaient restées à ce qu'elles étaient avant la guerre, il n'y aurait pas de problème Juifs et de non-Juifs. Mais c'est l'idée d'une Palestine transformée en un Foyer national juif que les Arabes (Chrétiens et Musulmans) rejettent et combattent.*»

• **1922** : La Transjordanie (partie orientale du territoire palestinien) devient un émirat autonome (Jordanie actuelle). Elle est soustraite à l'immigration juive.

• **1924** : Vague d'immigration des Juifs vers la Palestine, en provenance essentiellement de la Pologne.

• **1928** : De nombreux incidents entre Arabes et Juifs ont lieu près du mur des Lamentations. Création du mouvement des Frères musulmans en Égypte.

• **1929** : Face à la montée du nazisme en Allemagne, de nombreux Juifs fuient en Palestine. Des capitaux affluent pour l'achat de plus en plus de terres arabes.

• **1931** : Estimation de la population juive en Palestine: 174 000.

• **1933** : Le 30 janvier, Adolf Hitler accède au pouvoir en Allemagne. C'est le début d'une nouvelle vague d'immigration vers la Palestine. Octobre, à Haïfa, des Arabes s'en prennent aux autorités britanniques qu'ils considèrent comme responsables des progrès du sionisme.

• **1934** : Début de la «Ha'apalah», entreprise d'immigration illégale de réfugiés juifs au-delà des quotas fixés par les Britanniques.

• **1935** : Estimation de la population juive en Palestine : 335 000.

• **1936** : Début de l'opération «Homa Oumigdal» (murailles et tour), une entreprise d'implantations express : 51 nouvelles localités seront ainsi créées chacune en une seule nuit.

• **1937** : Le 7 juillet, la commission royale britannique «Peel» propose, après six mois d'enquête, le premier projet de partition de la Palestine entre un Etat juif et un Etat arabe. A l'exception de Jérusalem. S'ensuit une grande révolte arabe contre les Britanniques, les Juifs et les «traîtres arabes». La révolte est sévèrement réprimée par les Britanniques. Les chefs de file de la révolte sont tous éliminés (1939). Le mouvement national palestinien mettra longtemps avant de renaître en 1959 avec la création du Fatah par Yasser Arafat.

• **1939** : Le 1er septembre, début de la Seconde Guerre mondiale, qui prendra fin le 2 septembre 1945.

• **1943** : La Brigade juive de Palestine, forte de 30 000 combattants, participe à la guerre, au sein de l'armée britannique. Les riches Juifs britanniques participent au financement de l'effort de guerre à la demande de Churchill.

• **1945** : On compte environ 600 000 Juifs pour 1 200 000 Arabes chrétiens et musulmans en Palestine.

• **1946** : Les Britanniques limitent l'afflux massifs des Juifs venant par bateaux entiers d'Europe (250 000 étaient en attente dans les ports européens). En représailles, le mouvement terroriste « Irgoun » fait sauter, le 22 juillet, l'Hôtel King David à Jérusalem qui abritait l'état-major du Mandat britannique: 91 morts et 46 blessés.

• **1947** : Le 29 novembre, un plan de partage de la Palestine est approuvé par l'ONU comme solution au conflit entre les Juifs et les Arabes. Il accorde à l'État juif 55 % du territoire et à l'État de Palestine 45%. Il est approuvé par l'Assemblée générale des Nations unies le 29 novembre 1947. Et par les Juifs. Il est rejeté par les Arabes. Le lendemain, la guerre éclate en Palestine. Pour les mouvements sionistes, ce plan est une énorme victoire, car ce partage est la reconnaissance de la fondation du nouvel État d'Israël et un point de départ pour des expansions ultérieures. À l'expiration du mandat britannique sur la Palestine, la guerre a déjà permis de vider la Palestine de 400 000 Palestiniens (partis en exil). Plusieurs villes arabes ont également été conquises par les forces juives.

• **1948** : Le 14 mai 1948, à peine l'administration britannique s'est-elle retirée que l'État juif proclame à la première minute de la journée son indépendance sous le nom d'État d'Israël. La 1ère guerre israélo-arabe commence. Israël l'emporte aisément.

• **1948** : Entre mai et octobre, plus de 600 000 Palestiniens sont chassés de leurs terres et de leurs maisons. Une aubaine pour les Juifs qui n'attendaient que ça pour débiter la nouvelle vie. Pour les Palestiniens, c'est la «Nakba» (catastrophe). La Palestine, qui comptait 1 200.000 d'habitants musulmans et chrétiens, se vide de 90 % de sa population arabe. L'envers de la pièce : près de 900 000 Juifs seront obligés de quitter eux aussi les pays arabes (1948-1950) pour rejoindre Israël, l'Europe et les Amériques.

• **1967** : 5-10 juin, la guerre des Six-Jours oppose Israël à l'Égypte, la Jordanie, la Syrie et au Liban. Victoire israélienne. Elle se termine avec l'occupation par Israël du Sinaï, du plateau du Golan, de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza.

• **1973** : 6-24 octobre, la 2e guerre israélo-arabe (guerre du Ramadan ou du Kippour. Principale conséquence : l'embargo

pétrolier arabe (décrété par le roi Fayçal d'Arabie saoudite) qui durera quatre mois et provoquera le quadruplement prix du baril. Et une crise mondiale.

• **1977** : Le 19 novembre, à 20 heures, le président égyptien Anouar al-Sadate arrive à l'aéroport de Tel-Aviv. Il est accueilli en héros par tous les responsables politiques et militaires d'Israël avant de gagner Jérusalem pour faire un discours devant la Knesset (parlement israélien) le lendemain. « Je suis venu à vous aujourd'hui sur deux pieds assurés, afin que nous puissions construire une vie nouvelle, afin que nous puissions établir la paix pour nous tous sur cette terre, la terre de Dieu - nous tous, musulmans, chrétiens et juifs... ». Qu'en reste-il? Rien.

• **1978** : le 17 septembre, l'Égypte et Israël signent les «accords de Camp David» et enterrent la hache de guerre. Le monde arabe craquèle de bout en bout et le conflit israélo-palestinien s'enlise et s'envenime...

• **1987** : Le 9 décembre, la première «intifada», appelée aussi «guerre des pierres», marque le début du soulèvement populaire palestinien contre Israël. Elle prendra fin avec les «accords dits d'Oslo». L'année sera marquée aussi par la création du mouvement islamiste palestinien, le Hamas.

• **1991-1995** : Les négociations israélo-palestiniennes (Madrid, Oslo, Washington, Taba) débouchent sur la création d'une Autorité nationale palestinienne (couvrant la Cisjordanie et Gaza) aux pouvoirs très limités. Au lieu de progresser vers la création d'un Etat palestinien, le processus d'Oslo s'arrête après l'assassinat par un extrémiste israélien du Premier ministre israélien signataire des accords, Yitzhak Rabin, le 4 novembre 1995, à Tel-Aviv.

• **2000 - 2006** : Le 28 septembre, la 2e Intifada commence. Yasser Arafat décède le 11 novembre 2004. L'année 2005 marque l'évacuation par l'armée israélienne de la Bande de Gaza. Mais la révolte se poursuit jusqu'en 2006 pour s'effiloche et se terminer en queue de poisson. Le pouvoir israélien durcit davantage son emprise sur Gaza (blocus économique, maritime et terrestre) et la Cisjordanie, avec la poursuite des implantations (colonies) en territoire palestinien.

• **2009-2016** : Retour au pouvoir de Benyamin Netanyahu et renforcement des partis de la droite et de l'extrême droite, partisans d'une annexion autant que possible des territoires de la Cisjordanie. La présidence américaine sous Barack Obama (2009-2016) n'apporte rien malgré les promesses de départ.

• **2017-2020** : Le 20 janvier, son successeur, Donald Trump, apportera son soutien total à Israël et à Benyamin Netanyahu. Le 28 janvier 2020, ce soutien se concrétise avec le «plan Trump» («Deal du siècle», à prendre ou à laisser), un plan qui efface d'un trait de gomme toutes les résolutions des Nations unies sur la solution des deux Etats et tue définitivement le

processus d'Oslo. Ce plan est officiellement rejeté par Mahmoud Abbas, le 11 février, devant le Conseil de sécurité de l'ONU. Son appel à de nouvelles négociations n'a pas été entendu. Lire les extraits de son intervention. [L](#)

S.G.



Le conflit **israélo-palestinien** est-il condamné à s'éterniser ?

Ce conflit endémique —depuis plus d'un siècle— a été banalisé par la guerre contre le terrorisme et les multiples guerres qui ont éclaté dans la région du Moyen-Orient depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les plus récentes étant celles du Yémen, de la Syrie...

Or, le conflit israélo-palestinien est dramatique parce qu'il semble sans fin... Et qu'il attise les passions dès qu'on l'évoque sous l'angle des faits alors que les Israéliens (sionistes) et leurs alliés le ramènent uniquement au plan divin : c'est Dieu qui a donné, selon la Bible hébraïque, cette terre (du Nil à l'Euphrate au sens le plus large) aux descendants d'Abraham il y a de cela plus de 5 000 ans...

Aujourd'hui, il y a un mouvement de Juifs antisionistes et de gens de paix qui, sans nier le droit d'Israël à exister comme un Etat avec des frontières reconnues, protestent contre la colonisation non-stop des terres appartenant aux Palestiniens.

Pour expliquer, sans a priori idéologique ou religieux, les faits qui ont produit cet enchaînement diabolique, il est nécessaire de remonter aux sources du conflit. Un conflit qui a vu un peuple revenir après 2 000 ans d'exil pour chasser le peuple qui avait pris sa place... L'adage disant « qui part à la chasse (ou ailleurs) perd sa place » ne s'applique pas aux sionistes (adeptes d'une idéologie politico-religieuse, similaire à l'islamisme). Les sionistes ne doivent pas être confondus avec les Hébreux, tout comme les islamistes ne doivent pas l'être avec les musulmans.



Engagés
avec vous

Engagés pour votre réussite

— 920 000 clients
nous font confiance

www.biat.com.tn



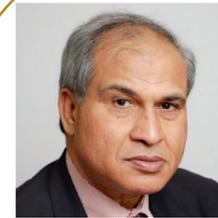
الناعورة
أصل الشامية



الجودة محفوظة



Chronique



• Par Habib Touhami

La symbolique des cent premiers jours

Au cours de sa campagne électorale, le candidat Kaïs Saïed a promis de réformer la Constitution et le mode de scrutin aux législatives. Il pense qu'aucun redressement d'aucune sorte ne peut s'accomplir en Tunisie si ces réformes ne sont pas adoptées. On peut épiloguer à loisir sur l'impact que pourrait avoir la « présidentialisation » accrue du régime politique sur le rendement de l'exécutif et sa capacité à enrayer la très grave dégradation des paramètres socioéconomiques, mais aucun être sensé ne saurait nier que la proportionnelle de listes aux législatives a des conséquences directes sur l'instabilité gouvernementale et la mainmise exorbitante des appareils des partis politiques sur l'exécutif et l'Etat dans son ensemble. Si ce mode n'est pas remplacé par un mode majoritaire uninominal à deux tours et si le nombre de représentants du peuple n'est pas ramené de 217 à un chiffre situé entre 119 et 158, le régime politique tunisien restera aussi absurde et inefficace que par le passé, et ce quelle que soit l'étendue de la présidentialisation envisagée.

Pour l'heure, rien n'indique que le Président élu soit revenu sur ses promesses, mais tout indique qu'il tarde à les tenir. Il a certes en face de lui une ARP récalcitrante, une opinion publique démobilisée et des partis politiques majoritairement hostiles à toute réforme de fond - le mode de scrutin en particulier -, mais cela n'excuse pas ses atermoiements et ses hésitations. Plus de cent jours sont passés depuis son installation à la présidence de la République sans que rien ne bouge. Pire, on assiste à l'éclosion d'une manœuvre concoctée par quelques-uns pour vendre à l'opinion publique l'idée selon laquelle le relèvement à 5% du seuil donnant droit à la représentation nationale suffit à dégager une majorité parlementaire stable et cohérente. Evidemment, rien n'est plus faux, mais cela permet aux opposants déclarés ou putatifs de Kaïs Saïed - et ils sont légion - d'allumer un feu de contre-feu et de contrecarrer ainsi ses projets les plus emblématiques.

Pour autant, la référence aux cent premiers jours sonne comme un artifice médiatique, sans plus. Puisée essentiellement dans l'histoire française, la référence aux « cent jours » rappelle les péripéties de la geste napoléonienne commençant le 1er mars 1815 avec le débarquement de Napoléon 1er à Golfe Juan et finissant le 22 juin avec sa seconde abdication. Ni le contexte général, ni les circonstances ni les acteurs politiques ne sont comparables avec ce qui se passe en Tunisie. Il existe par contre une symbolique forte des cent premiers jours qu'on peut emprunter à l'extraordinaire œuvre législative et politique accomplie par Franklin D. Roosevelt au cours des cent premiers jours de son premier mandat comme Président des États-Unis d'Amérique. En moins de cent jours, le Président Roosevelt a réussi à faire adopter par le Congrès 76 projets de loi qui ont permis aux États-Unis de sortir de leur grave crise économique et de retrouver croissance et emploi.

Mais même dans ce cas, la référence aux cent premiers jours ne se justifie pas sauf si on veut souligner par là l'incapacité de Kaïs Saïed à maîtriser le calendrier politique et électoral. Certes Kaïs Saïed peut dissoudre l'ARP, mais si le mode majoritaire uninominal à deux tours n'est pas mis en place entre-temps, les élections législatives qui suivront la dissolution reproduiront la même impasse politique qu'auparavant. Il se trouve que les principaux partis politiques ne veulent pas de ce changement de scrutin et proposent à sa place un aménagement superficiel (seuil) qui renforce leur mainmise sur la représentation nationale. Aussi le temps qui passe travaille-t-il objectivement contre les réformes constitutionnelles prônées par Kaïs Saïed. C'est une loi quasi universelle. Aucune réforme de ce type n'a réussi à voir le jour en temps voulu quand ses propres promoteurs tardent trop à la faire adopter ou se laissent trop gouverner par l'évènementiel et la gestion du quotidien. ■

H.T.



XPR

Première start-up tunisienne dans «l'audittech»

Fondée en décembre 2019, labellisée en janvier 2020, XPR est une start-up tunisienne spécialisée dans la digitalisation et la conduite du changement.

Cette start-up entend bien mettre de l'ordre dans l'univers de la comptabilité d'entreprise et plus précisément dans la vie professionnelle des comptables, experts-comptables et commissaires aux comptes avec son workflow digital de bout en bout assurant une minimisation du risque d'erreur suite à un enregistrement instantané via le scan des factures (OCR technology), un traitement numérique de milliers d'écritures comptables, un meilleur suivi des missions pour une réduction de coûts et un meilleur input côté client.

Au cours de ces deux mois d'existence et au terme d'un précédent long parcours de recherche et développement et face à la rareté des solutions digitales, visant à orienter les chefs d'entreprise dans leurs process de gouvernance à travers une meilleure compréhension de leur vitrine comptable, l'équipe d'XPR a eu l'idée de mettre en place une solution d'automatisation du traitement des états financiers, qui permet de détecter en temps réel les erreurs comptables et prémunir les entrepreneurs contre un potentiel redressement fiscal, d'établir des contrôles de cohérence dans le même but, de générer des indicateurs sous forme de tableau de bord afin de leur permettre d'analyser et comprendre tel ou tel résultat que l'indicateur a mesuré et analysé, pour une meilleure prise de décision.

La proposition de valeur de cette «AuditTech» a fait du bruit rapidement et séduit, après deux mois de création, certaines entreprises qui n'ont pas hésité à dégainer leurs stylos et signer les premiers marchés de cette start-up.

Un des poids lourds de l'industrie tunisienne «HAYET», entreprise spécialisée dans l'exploitation des eaux minérales, en fait partie. Ce géant a confié à cette jeune pousse un projet chantier visant à digitaliser

tous ses process de l'amont de la chaîne de production jusqu'à la livraison au client final.

Le positionnement de cette start-up n'est qu'un cheminement naturel du courant digital qui, dans son élan, nous mettra face à des faits inéluctables, en l'occurrence le remplacement progressif de certaines tâches de l'expert-comptable par des logiciels dopés à la machine learning.

A long terme et à l'issue d'une maturation des données collectées, XPR sera à même de prévoir le chiffre d'affaires de votre entreprise en se basant sur son comportement passé avec une marge d'erreur minime.

Derrière cette start-up, une équipe complémentaire portée par son CEO & cofondateur Mohamed Aziz CHAHED, un ex-Mazars, Oussama OUDA, et l'heb BEN ABBES, tous deux co-fondateurs et CTO ayant chacun le statut d'étudiant entrepreneur de par leur très jeune âge (21 ans), Aymen JEGHAM, entrepreneur et ex-banquier d'affaires en France, Ashraf AMMAMOU, entrepreneur et expert-comptable en France, Salma BCHIR, ex-Mazars et consultante auprès de grands comptes nationaux, en tant que cofondateurs et associés.

Une équipe avec un mixte équilibré de jeunesse et d'expérience et une combinaison de maîtrise technique et d'expertise métiers.

La digitalisation du contrôle comptable et la fonction finance commencent à se développer partout dans le monde, ceci ne laisse pas cette start-up indifférente.

Ne voulant pas rester spectateurs face à ce marché en plein essor, les dirigeants d'XPR entendent bien attaquer le marché maghrébin et africain à long et moyen termes dans le cadre de leur vision globale de leur start-up.

DANS UN MONDE QUI CHANGE, MÊME UNE CARTE BANCAIRE PEUT ÊTRE ECO-RESPONSABLE



loktik

CARTES ECOLOGIQUES UBCI

L'UBCI, 1ère Banque à proposer toutes ses cartes en version écologique 100% biodégradable.

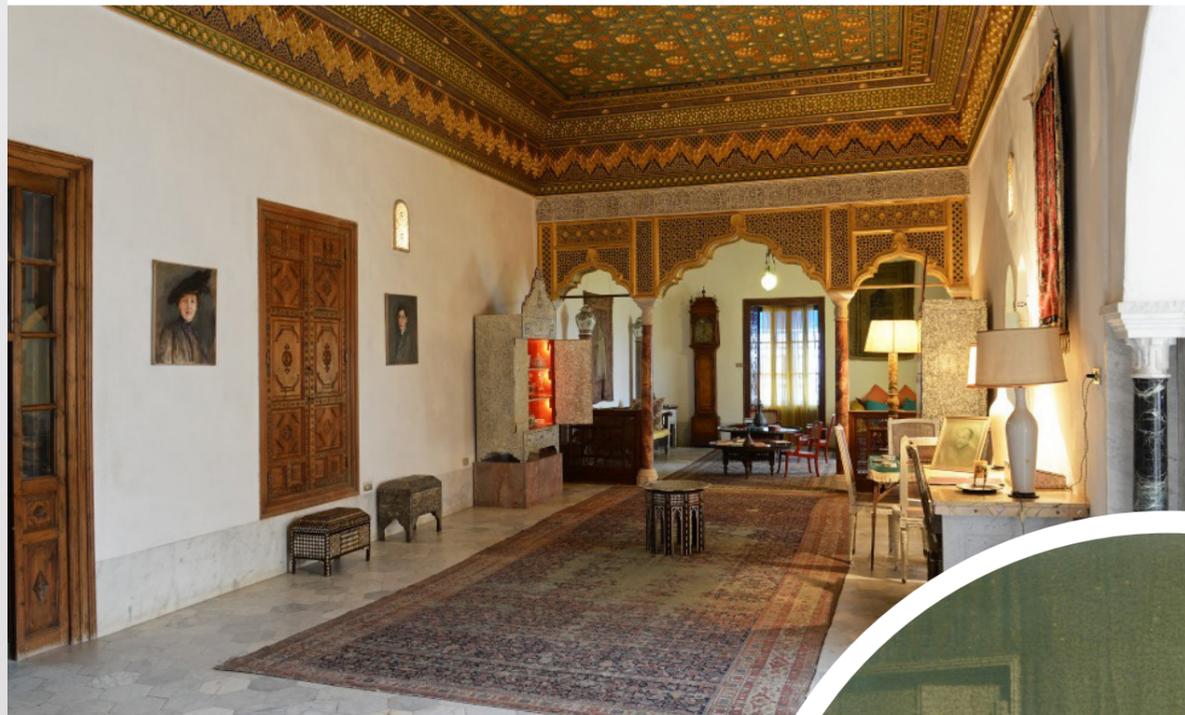
www.ubci.tn | Centre de Relations Clients : 70 000 050



UBCI GROUPE BNP PARIBAS
الاتحاد البنكي للتجارة والصناعة



La banque d'un monde qui change



Photos : Salah Jabeur, Firas Ben Khifa et Mounir Hentati.



Les trésors dévoilés d'Ennejma Ezzahra

Sacré Baron d'Erlanger ! Son magnifique palais niché sur la colline de Sidi Bou Said, surplombant la baie de Tunis, n'a pas encore livré toutes ses merveilles. Pour y avoir officié pendant plus de vingt ans, en tant que conservateur, Mounir Hentati, nous en livre des révélations qui attisent son attractivité. Dans un superbe livre d'art, publié en anglais sous le titre de *Treasures unveiled* (en français : « Trésors dévoilés ») et édité par le Centre des musiques arabes et méditerranéennes (Cmam), il nous fait découvrir tant d'aspects jusque-là méconnus des lieux, du propriétaire et de ses collections.

«Ce livre s'est en quelque sorte imposé à moi, confie Mounir Hentati. Je le voyais comme un dû, une dette envers ce lieu où j'ai passé de grands moments de joie et d'enrichissement intellectuel pendant un peu plus de deux décennies, de jour comme de nuit, et où j'ai même passé des nuits blanches, parce qu'il fallait être là et veiller au grain lors du tournage de séquences de films. J'ai voulu à travers ce livre partager avec les lecteurs l'énorme plaisir que j'ai vécu entouré de ces œuvres et objets d'art sur lesquels j'avoue que j'ignorais beaucoup, que ce soit sur leur provenance, leur style de décoration, la date de leur fabrication et le contexte de leur acquisition par ce collectionneur

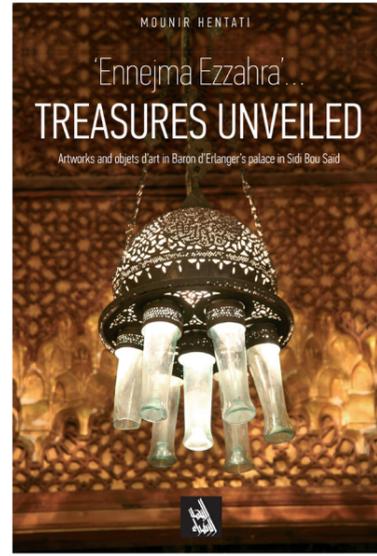
éclairé qu'était le Baron R. d'Erlanger. Je me suis donc, pendant une année, offert le plaisir d'analyser une sélection de quelques deux cents objets, que je considère représentatifs des neuf collections qui ont fait chacune l'objet d'un chapitre de ce livre.» Dans sa préface, Ali Louati écrit en connaisseur : «Avec ce beau livre riche en informations sur les trésors artistiques du palais,

Mounir Hentati lève aujourd'hui un autre coin du voile sur les choix esthétiques du maître des lieux, apportant, ainsi, un précieux éclairage sur des aspects inédits ou restés insuffisamment connus de sa personnalité. L'auteur nous fait découvrir avec l'autorité de l'érudit et l'expérience de l'homme de terrain les mille enchantements d'un cadre de vie qui, au-delà de sa



Ennejma Ezzahra Treasures Unveiled

Artworks and Objets - d'art at the palace
of Baron Rodolphe d'Erlanger in Sidi Bou
Saïd
de Mounir Hentati, ancien conservateur
du palais Ennejma Ezzahra
Edition Ennejma Ezzahra, Sidi Bou Saïd
2019, 218 pages



munificence, reflète l'élégance d'une âme tourmentée par la beauté, celle du Baron Rodolphe d'Erlanger, peintre, musicologue, amateur d'art et grand admirateur de la civilisation arabo-musulmane. Curieux personnage, s'il en fut, ayant fui les trépidations du siècle pour une paisible et édifiante retraite au Jabal al-Manar à l'ombre de son saint patron Abou Saïd al-Bajji».

Mounir Hentati nous présente ici les divers éléments d'un vaste et riche patrimoine : mobilier, tapis, céramiques, porcelaines, opales, en plus des peintures de Rodolphe lui-même, et d'autres œuvres insignes telles ces estampes japonaises originales dues au grand Hokusai. Véritable collection muséale étudiée avec un luxe de détails relatifs aux styles, datations et provenances. Ce faisant, l'auteur contribue efficacement à cerner de plus près

la riche personnalité d'un Européen qui vécut son rêve oriental au-delà de toutes les aventures et les tentations que l'Orient avait pu inspirer à d'autres avant lui. Ces « Trésors dévoilés » reflètent aussi, par la variété de leurs styles et la diversité de leurs origines, les goûts éclectiques de la famille d'Erlanger demeurée dans le palais longtemps après la disparition du maître. Toutefois, elles sont, par essence et dans leur majeure partie, l'objectivation d'un désir d'immersion dans l'univers de la civilisation musulmane, à l'exploration duquel il a consacré une grande partie de sa vie.

L'auteur, ajoute Ali Louati lors de la présentation du livre, déploie toutes les ressources de son expérience professionnelle d'ancien conservateur de ces collections et de fin connaisseur des diverses

traditions artistiques auxquelles appartient ces objets d'art. En se fondant en partie sur les inventaires établis par le baron lui-même, Mounir Hentati enrichit et complète nos connaissances sur ce patrimoine par un travail d'analyse scientifique et de traitement muséographique, mené pendant des années, et qui, au bout du compte, nous vaut cet ouvrage de haute valeur esthétique et intellectuelle. En fait, c'est un véritable catalogue raisonné avec un luxe de détails sur les origines, les styles et les dates des artefacts et objets d'art conservés.



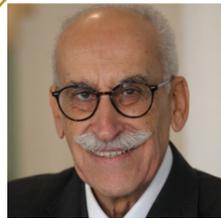


Cavalliers des tribus

Un épisode des relations entre la Tunisie et la Tripolitaine

L'insurgé Ghouma El Mahmoudi dans le Sud tunisien

Les événements qui se déroulent aujourd'hui dans la Libye voisine avec un arrière-plan marqué par la rupture de l'unité nationale, la vigueur des structures tribales, le rôle des milices, qui le plus souvent n'est rien d'autre que l'expression militante d'antagonismes tribaux, l'intervention étrangère ouvertement affichée ou secrète, tout cela ne constitue pas un phénomène inédit. Depuis le XVIII^e siècle au moins, ce qui était alors une province ottomane n'a pas été, loin s'en faut, une immensité désertique, parcourue par des nomades et une frange côtière plus ou moins fertile et avec ses villes portuaires et marchandes comme Tripoli, Misrata, Derna et Benghazi. La conquête de Tripoli par Sinan Pacha en 1551 a définitivement ancré cette région du Maghreb dans l'aire géopolitique méditerranéenne a été, à partir du XIX^e siècle, le théâtre d'opérations stratégiques entreprises par les puissances au détriment de l'empire turc.



Par Mohamed-El Aziz Ben Achour

Avec la Tunisie, les relations politiques, économiques, sociales et culturelles sont fort anciennes. A l'époque romaine, les liens entre les deux territoires ont même relevé de la même administration jusqu'à la réorganisation de la province d'Afrique par Dioclétien en 303. Au Moyen Âge, la Tripolitaine était incorporée aux émirats successifs des Aghlabides et des Fatimides de Kairouan, puis au pouvoir hafside de Tunis. Au plan humain, les contacts entre les populations étaient d'autant plus étroits que les structures tribales et le mode de vie nomade ou semi-nomade rendaient fréquents les déplacements temporaires ou définitifs. Ainsi, la confédération des Ouerghemma qui dominait le Sud-Est tunisien avait des ramifications en Tripolitaine. Certaines tribus comme celle des Nouaïl (refoulés en Tripolitaine à l'issue d'une querelle avec les Ouerghemma qui tourna à leur désavantage au XVIII^e siècle) et celle des Mhamîd, dont nous allons parler plus loin, se rattachaient, nous dit l'historien Khalifa Chater, aux Ouled Dabbab de Tunisie.

Culturellement parlant, les dialectes, les usages, l'habillement étaient presque identiques. Dans la médina de Tripoli, l'empreinte tunisienne est nette dans l'architecture et différentes expressions artisanales et artistiques. Dans les milieux sédentaires aussi, les échanges de populations étaient fréquents : Djerbiens, Sfaxiens ou Kerkéniens, par exemple, installés en Tripolitaine et Libyens fixés en différentes régions de Tunisie, et de plus en plus à la fin du XIX^e siècle et au cours du XX^e, ainsi que l'atteste l'onomastique.

Mais revenons à la géopolitique. A l'époque moderne, lors du conflit entre Turcs et Espagnols, Tripoli fut tour à tour conquise par les Espagnols en 1510 puis cédée, vingt ans plus tard, par Charles Quint aux Chevaliers de l'Ordre de Saint-Jean, lesquels en furent délogés par Sinan Pacha en 1551. A partir de cette date, elle devint une province ottomane administrée par un pacha nommé par le gouvernement impérial. Au XVIII^e siècle, à l'instar des



beys de Tunis, les Qaramânli entreprennent, à partir de 1711, une expérience dynastique qui se prolongea avec plus ou moins de vigueur jusqu'en 1835. Les querelles au sein de la famille avaient cependant un caractère récurrent, ce qui mettait régulièrement la dynastie de ces pachas à deux doigts de sa perte. La Sublime Porte mais aussi les beys de Tunis, qui avaient réussi à s'installer solidement à la tête du pouvoir tout en protestant solennellement et régulièrement de leur allégeance au Sultan-calife, suivaient avec préoccupation les soubresauts politiques dont Tripoli et son arrière-pays étaient le théâtre. En 1793, le pacha Ali Qaramânli et deux de ses fils furent chassés du pouvoir par un militaire ottoman Ali Borghol dont la mission était d'assurer la stabilité et de rétablir une administration directe.

Les princes tripolitains se réfugièrent auprès de Hammouda Pacha bey de Tunis qui les accueillit de bonne grâce. Non content de leur offrir l'hospitalité, le prince tunisien constitua un puissant corps expéditionnaire chargé d'escorter les Qaramânli, et de les remettre sur le trône. Autre objectif assigné aux troupes beylicales : libérer l'île de Djerba qui relevait du pouvoir de Tunis depuis 1613 et qu'Ali Borghol avait occupé et rattaché

à Tripoli. Le 20 janvier 1795, les troupes beylicales prennent Tripoli et Borghol est contraint à la fuite. Le gouvernement ottoman ne vit pas d'un bon œil cette entreprise mais, grâce à l'habileté du ministre Youssouf Saheb-Ettabaâ, le Sultan, conformément à une suzeraineté bienveillante, voulut bien faire preuve de mansuétude. Il confia même à l'émissaire tunisien le soin de remettre les firmans d'investiture à Ahmed II Qaramânli en qualité de pacha et de son frère Youssouf à la dignité de bey.

Il est vrai que malgré l'autonomie acquise par les beys husseïnites, la légitimité ottomane était encore incontestable à Alger, Tunis et Tripoli. Quelques décennies plus tard, les choses allaient changer. D'abord, sous la forme d'une pression diplomatique et militaire exercée sur les régences d'Alger, de Tunis et de Tripoli comme par exemple les guerres entreprises par les Etats-Unis contre Alger et Tripoli (les « Barbary wars ») puis, à partir de 1816, sous la forme d'une suprématie des escadres occidentales en Méditerranée. La paix revenue en Europe, cette puissance navale redoutable aiguise l'appétit des chancelleries européennes. En 1830, Alger est prise. De manière progressive mais irrémédiable, la régence de Tunis



entre dès lors dans la mouvance française, et son autonomie, jusque-là admise sans trop de difficultés par Istanbul, menace désormais la présence ottomane au Maghreb.

En juillet 1835, Chakîr Saheb Ettabaâ, en mission à Constantinople pour solliciter comme de coutume le décret impérial d'investiture pour le nouveau bey, eut des difficultés à obtenir cette marque d'autonomie, qui pour le gouvernement ottoman, constituait à présent un danger. Cette défiance inusitée de la Sublime Porte à l'égard de son vassal de Tunis

s'explique tout à fait. En effet, l'expansionnisme européen (France, Grande-Bretagne et, plus tard, l'Italie unifiée) ainsi que la rivalité entre les Etats n'allaient plus cesser de marquer de leur empreinte l'évolution politique des régences «barbaresques» jusqu'à l'occupation coloniale. L'Algérie occupée, la Tunisie fragilisée par des difficultés financières croissantes et sa souveraineté hypothéquée par la France, il ne restait plus à la Turquie que l'actuelle Libye, c'est-à-dire la Cyrénaïque à l'est, le Fezzan au centre et la Tripolitaine à l'ouest. Or, en 1834, cette province est de nouveau

en proie à la révolte provoquée par les exigences fiscales d'un pouvoir privé des ressources de la course en mer, faisant face au déclin du monopole commercial et aux abois face à ses créanciers européens. L'agitation est aggravée par les querelles de succession, décidément récurrentes, au sein de la famille Qaramânli. La réaction du gouvernement turc, conscient du péril, fut prompte. En mai 1835, le ministre de la guerre, Néjib Pacha en personne, et Tahar Capoudan-Pacha, amiral de la flotte impériale, débarquent à Tripoli. Manière habile de tester la bonne volonté de l'Etat beylical, ils réclament



■ Hommes du Sud



■ Une oasis



■ Léon Roches

la province de Tunis. Pour parer à toute éventualité, la France adressa au bey de Tunis une lettre comminatoire dans laquelle elle précisait que la marine Royale avait reçu l'ordre, si cela venait à se produire, d'utiliser tous les moyens pour empêcher la flotte turque d'arriver à Tunis.

A Tripoli, si l'ordre ottoman était bel et bien rétabli et les autorités maîtresses du littoral et des voies commerciales reliant la Méditerranée à l'Afrique subsaharienne, la sédition des tribus n'avait pas complètement disparu. En sous-main, et malgré les efforts turcs pour garder le contrôle de leur ultime province du Maghreb, les agents français entretenaient une agitation qu'ils considéraient comme favorable aux intérêts de leur nation en Algérie et propice à ses projets de pénétration et d'expansion dans le Sahara.

l'aide du Bardo qui, en juillet, envoie une frégate, une corvette, un brick et des bateaux de transport avec 300 chevaux. Les Qaramânli, définitivement évincés du pouvoir, la régence de Tripoli retrouve son statut initial de province administrée par un gouverneur nommé par Constantinople.

Les choses semblaient rentrer dans l'ordre sans conséquences fâcheuses pour la Tunisie. La rumeur courut, cependant, que l'amiral, une fois sa mission accomplie à Tripoli, viendrait à La Goulette pour réaffirmer, de manière plus énergique que de coutume, la légitimité turque sur

C'est dans ce contexte qu'émerge la figure de Ghouma ben Khalîfa El Mahmoudi. Cheikh de la puissante tribu des Mhâmîd qui domine le Djebel al Gharbi et les steppes de l'Ouest, il fait allégeance au gouverneur de Tripoli, à l'instar d'Abdel El Gelil Seyf El Nasr chef des Ouled Slimane au Fezzan et Mrayed, seigneur de Tarhouna. Contre le versement d'un tribut, le gouverneur reconnaît leur autonomie. «Les consuls tentent, nous dit l'historien André Martel, d'exploiter la situation. Celui de France a appuyé une demande de restauration des Qaramanli formulée par Ghouma. Une firme marseillaise a fourni des armes à Abd El Gelil et obtenu une concession

d'exploitation de soufre (1840). Comment, ajoute-t-il, les Ottomans et les Anglais auraient-ils pu accepter l'éventualité d'une implantation française entre Tripolitaine et Cyrénaïque au débouché du Bornou?». Aussi, le gouvernement ottoman décida-t-il de mettre un terme à l'autonomie consentie naguère aux tribus et confia-t-il à l'un de ses meilleurs gouverneurs, Ahmed Pacha El Djazar, le soin de réduire la sédition des chefs bédouins. En 1841 et 1842, la mission est accomplie. Tarhouna, Ghariane et Ghadamès, chef-lieu du Djebel el Gharbi, tombent. Ghouma fait sa soumission en juillet 1842 et est condamné à l'exil à Trébizonde, au nord de l'Anatolie. Le cheikh Abd El Gelil des O. Slimane meurt au combat. Durant ces événements, les consuls de France et d'Angleterre ne sont pas restés inactifs, nous dit A. Martel. Le Britannique aurait pris contact avec Abd El Gelil puis l'aurait abandonné sinon trahi. Le consul de France aurait poussé Ghouma à se rendre «dans l'espoir de garder un partisan des Qaramânli sur les confins tunisiens. Intrigues qu'éclaire le déroulement de la conquête de l'Algérie». De sorte qu'on a l'impression, comme dit l'historien Xavier Yacono, que le sort des tribus n'est que prétexte à rivalités internationales.

Exemple éloquent de la nature pervertie prise par les rébellions contre l'ordre ottoman: dans les années 1850, Ghouma réussit à s'échapper de son exil grâce à des complicités françaises, notamment celle du fameux Léon Roches (1809-1900). Cet habile serviteur des intérêts de son pays était arrivé en Algérie en 1832. Il réussit à gagner la confiance de l'émir Abdelkader et acquiert rapidement une parfaite connaissance des hommes et des choses du Maghreb. En 1852, il est nommé consul de France à Tripoli puis à Tunis en 1855 où il contribue efficacement à accroître l'influence de son pays sur le gouvernement beylical, tout en développant un réseau de relations secrètes au sein des tribus.

Ghouma El Mahmoudi arrive donc en Afrique du Nord. En 1856, après une tentative infructueuse de reprendre pied dans son ancien fief de l'Ouest tripolitain, il franchit la frontière et se réfugie en Tunisie. Il sollicite de Mhammad Pacha Bey



d'intercéder en sa faveur auprès du Sultan. Sur l'insistance du consul Léon Roches, et malgré les réserves des ministres tunisiens hostiles à une telle intervention de la part d'un diplomate étranger dans les relations entre la régence de Tunis et le suzerain ottoman, le Bey implore quand même le pardon du Padichah pour Ghouma. Il essaya un refus et il lui fut demandé, en outre, de prêter main-forte aux autorités turques de Tripoli que le sultan envisageait de faire entrer en territoire tunisien pour y capturer le rebelle. Le bey s'y oppose mais craignant que la présence du chef tripolitaïn n'incite certains clans tunisiens à l'agitation, il réclame que Ghouma quitte le Sud-Est tunisien et campe, ainsi que les siens, plus au nord dans la steppe kairouanaise ou mieux encore dans la plaine de Tunis. Sous la surveillance des autorités beylicales.

Sûr de l'appui des Français qui cherchaient à se constituer une zone d'influence aux portes de la Tripolitaine, il se dérobe, prétextant la difficulté à se déplacer pour ses nombreux partisans et leur impedimenta. Argument fallacieux quand on sait l'aptitude des bédouins en la matière. Et de fait, sa présence, nous dirions aujourd'hui militante, notamment en incitant les sujets du bey à ne pas payer l'impôt, réactive le vieil antagonisme entre les tribus du çoff Chaddad (pachistes, hostiles au Bey de Tunis) et donc promptes au soulèvement et Celles dites Youssouf (Husseïnistes). Malgré le caractère, tout compte fait, limité de l'agitation (si les très querelleurs Béni Zid et une partie des Nafzaoua se soulèvent, les Ouerghemma, maîtres de la région, et la plupart des tribus restent sourds aux appels à la révolte), le bey ne pouvait laisser se prolonger le séjour de Ghouma et de ses partisans sans provoquer, à terme, une réaction des autorités turques de Tripoli dont les conséquences eussent été périlleuses pour la stabilité de ses Etats, étant donné la présence française au Maghreb. A Tripoli comme au Bardo, on savait pertinemment que la dissidence bédouine faisait le jeu de la grande Puissance maîtresse de l'Algérie, et qu'il fallait donc contrer toute velléité de soulèvement. Le 20 septembre 1856, une colonne militaire équipée de canons, placée sous le commandement du général Rachid,



■ Youssef Pacha Qaramanli :
(1792 - 93 et 1795 - 1832)

gouverneur du Sud-Est (El A'râdh), quitta Sousse avec pour instruction de débarrasser la région de Ghouma et de ses Mhamîd. Au bout de six mois d'escarmouches, de poursuites et de canonnades, durant lesquels les troupes beylicales bénéficièrent de l'appui de grands chefs bédouins et de leurs cavaliers tels, nous dit l'historien Mustapha Tlili, qu'Ahmed ben Youssef al Nsiîrî, caïd de la puissante et généralement loyale tribu des Hammâma, le cheikh libyen abandonne la partie et s'enfuit dans le désert où il mourut (ou fut tué ?) en 1858. Que retenir de tout cela sinon que le caractère chevaleresque, parfois héroïque, de ces fiers bédouins en lutte pour la liberté avait malheureusement quelque chose d'altéré ?. Et cela à cause de la manipulation dont leur enthousiasme faisait l'objet de la part des puissances étrangères. C'est ainsi qu'un chef plein de bravoure comme



■ Essaraya el hamra de Tripoli, siège du pouvoir à l'époque ottomane

Ghouma fut aussi, en même temps, l'instrument de la France dans sa politique maghrébine hostile à la présence ottomane. Signe des temps, ces rebelles n'étaient d'ailleurs pas que de vaillants cavaliers maniant le sabre ou le fusil. Ils menaient aussi une sorte d'activité diplomatique qu'attestent leurs contacts avec les consuls européens et leurs tentatives de jouer sur les rivalités entre les puissances. L'historien Ahmed Ben Dhiaf, contemporain des événements, note que le rebelle tripolitaïn échangeait fréquemment des lettres avec Léon Roches, tandis que les chercheurs Salem Halleb et Lamjed Bouzid ont étudié des documents relatifs aux contacts entre le cheikh des Mhamîd et G.H. Warrington, consul d'Angleterre à Tripoli de 1814 à 1846. L'historien libyen Mohamed Mh. Twir a publié en 2003 deux lettres du cheikh Abd El Gelil. L'une, datée du 25 jourmada I 1255/6 août 1839, est adressée au «Sultan de Fès» tandis que la seconde, en date du 7 rabîi I 1258/ 18 avril 1842, est destinée au Maréchal Soult, président du conseil des ministres de France, dont le cheikh des Ouled Slimane, apparemment en détresse, sollicite la protection et son intervention auprès du gouvernement turc pour mettre fin aux hostilités «pour le plus grand bien, écrit-il, de notre commerce et du vôtre».

Au terme de cette brève étude, il convient de rappeler que les relations historiques étroites entre les populations des confins tuniso-tripolitains et l'habitude des déplacements de part et d'autre des limites administratives avaient permis au cheikh Ghouma et ses partisans de trouver un refuge en quelque sorte naturel en territoire tunisien. Plus tard au moment de la conquête française de la Tunisie, les tribus allaient, à leur tour, trouver refuge en Tripolitaine avec le vain espoir de revenir au pays en avant-garde des troupes ottomanes. Autre élan de dignité et de courage, autre cruelle désillusion. Mais ceci est un autre épisode des relations de la Tunisie avec sa voisine de l'est dans un contexte déjà ancien et, hélas, toujours d'actualité, c'est-à-dire un contexte dominé par des interférences étrangères massives dans le destin de nos peuples. ■

Md. A. B.A.


SSANGYONG
DRIVEN BY YOU

LE TIVOLI COMME VOUS
NE L'AVEZ JAMAIS VU !



www.ssangyongtunisie.com



TIVOLI
EXPRESS YOURSELF!

 SsangYongTunisie.Officielle

TUNIS - Rte de Sousse, GP1 Km7 2033 - Mégrine
Tél. : (+216) 70 130 070 - 70 130 060
Fax : (+216) 71 425 253

SOUSSE - Rte de ceinture, 4022 Z.I. Akouda - Sousse
Tél. : (+216) 70 130 040 - 70 130 050
Fax : (+216) 73 343 233

SFAX - Rte de Gabes, bvd de l'environnement, Km 2,5 - Sfax
Tél. : (+216) 70 130 020
Fax : (+216) 74 281 020

GABES - Rte de Tunis Km 0,5 BP 31 - 6001 Hached Gabès
Tél. : (+216) 70 130 090
Fax : (+216) 75 274 151

AUTOMOBILES ZOUARI
CONCESSIONNAIRE / SAV VEHICULES DE TOURISME



Africa au V^e siècle : l'épisode vandale

Au début du Ve siècle, lorsque les tribus germaniques franchirent le 31 décembre 406 le limes du Rhin, près de Mayence, la vague des invasions barbares déferla sur les provinces occidentales de l'Empire romain. Vandales, Alains et Suèves traversèrent et pillèrent la Gaule, avant de s'établir et de se répartir à travers l'Espagne; alors que les Wisigoths s'enfonçaient en Grèce, jusqu'au Péloponnèse, avant de s'attaquer à l'Italie. Conduits par Alaric, ils se jetèrent sur Rome qui, en 410, fut prise et mise à sac. En 416, Constance, le maître de la milice et le vrai chef de l'Empire et de la cour impériale installée à Ravenne, les lâcha sur l'Espagne. Ils y anéantirent les Alains et les Vandales Silings, tandis que les Vandales Hasdings évitèrent le désastre et refluaient vers le sud de la Péninsule. Leur roi Gundéric enleva aux Romains Carthagène et Séville, et son successeur Genséric – plus exactement Geiserich – s'assura la maîtrise côtière de toute la Méditerranée occidentale. Doté d'un esprit profond et d'une volonté inébranlable, il était peut-être le plus remarquable des généraux et des hommes d'Etat germaniques du Ve siècle. Il ne pouvait donc que convoiter le Maghreb romain, avec la conquête de la provincia Africa, terre promise dont le blé ravitaillait Rome et permettrait donc de rassasier ses hordes faméliques.



• Par Ammar Mahjoubi

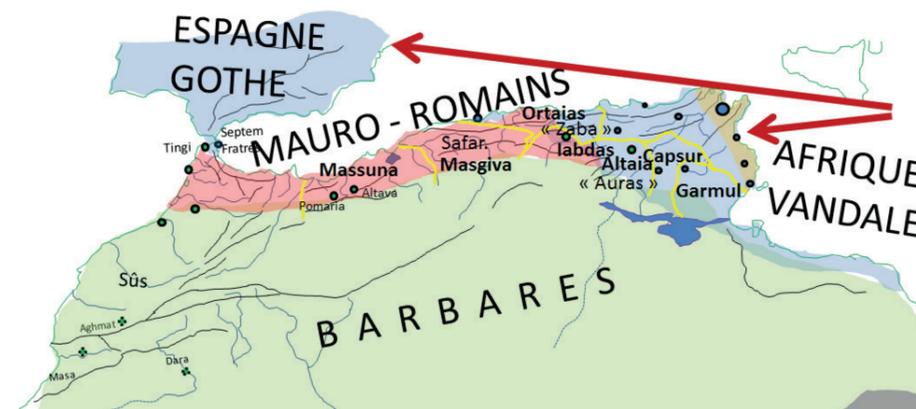
Dans la province africaine, l'ordre était alors troublé par la révolte du comte Boniface contre la cour impériale de Ravenne. Boniface aurait aidé la sœur du défunt empereur Honorius, l'impératrice Galla Placidia, à défendre les droits de son fils, le futur empereur Valentinien III ; mais il se jugea mal récompensé, lorsqu'il n'obtint pas le titre de « maître des deux armes » et perdit tout crédit auprès de la régente. Suspecté d'hérésie par les Catholiques et même par son ami Saint Augustin, notamment parce qu'il avait épousé une arienne, il fut aussi soupçonné de préparer la scission de l'Afrique après ses succès sur les révoltes berbères. Le gouvernement impérial de Ravenne lança contre lui une armée commandée par le Goth Sigisvult, qui le mit dans une situation critique. C'est alors qu'il aurait appelé les Vandales à son secours. Mais cette prétendue trahison, avancée par des sources tardives, n'est nullement prouvée, car à la veille de l'invasion vandale, la cour de Ravenne avait rappelé l'armée du Goth Sigisvult et rétabli Boniface dans ses fonctions. De toute façon, un envahisseur pouvait espérer trouver en Afrique une faible résistance, grâce aux troubles occasionnés par la révolte de Boniface, comme par l'agitation des Donatistes et les soulèvements des Berbères.

Harcelés par les Wisigoths et en lutte contre les Suèves, les Germains de Genséric décidèrent de franchir le détroit et de passer en Afrique qui, avant leur irruption, avait échappé à la tourmente barbare, et était restée

un havre de paix et de prospérité, en particulier dans la province orientale. Les Vandales Hasdings quittaient définitivement l'Espagne, bien que l'Andalousie ou, plutôt, la Vandalousie ait conservé, jusqu'à présent, leur souvenir. C'est en Afrique qu'ils acquirent leur détestable réputation. Mais comme Chr. Courtois l'avait clairement montré, dans une thèse fondamentale sur « Les Vandales et l'Afrique », leur histoire ne nous a été transmise que par leurs ennemis ou leurs victimes. Les deux sources principales sont en effet Procope et Victor de Vita avec, en sus, Fulgence de Ruspe (Monastir). Le premier, Procope, est certes indispensable pour l'époque byzantine, dont il fut témoin, mais sa relation est plus ou moins fiable pour les époques antérieures. Quant à Victor, l'évêque de Vita, une cité africaine non identifiée de Byzacène, son témoignage, qu'il écrivit en terre d'exil, tourne rapidement au réquisitoire, et pourrait être tenu pour une *Passio martyrii* plutôt qu'un récit historique. Comme nous pouvons, hélas, l'apprendre quotidiennement ou presque de nos jours, les pires excès étaient et sont commis, surtout en temps de troubles et de guerre, et les Vandales, à cet égard, n'étaient pas en reste. « Il n'en est pas moins certain que le "vandalisme" est une légende, mais qui a pour elle l'autorité durable du néologisme que lança, dit-on, l'évêque Grégoire dans un rapport à la Convention. » (Chr. Courtois, Histoire de l'Afrique du Nord. L'Antiquité, p. 233). Néologisme dont la propagation et la fortune ont traversé les siècles.

Les sources nous apprennent qu'avec Genséric avaient débarqué dans la région de Tanger ou de Ceuta 80 000 personnes (hommes, femmes et enfants). Tout un peuple de Vandales et aussi d'Alains et de Suèves, soit près de 15 000 combattants. L'invasion se conjuga avec l'insurrection des paysans opprimés et grevés d'impôts, et les représailles exercées par les donatistes. Mais c'est la route des envahisseurs, tant d'après Victor de Vita que d'après Possidius, l'évêque de Calama (Guelma), qui fut jalonnée d'horreurs, avec la dévastation des vergers et des cultures, les incendies d'églises, les supplices de prêtres, des vieillards et des enfants. Les autorités romaines ne purent arrêter les Vandales qu'à la frontière de la Numidie. Boniface, de retour en grâce, prit le commandement de l'armée avec ses recrues de mercenaires wisigoths. Après quelques vaines négociations, il engagea la bataille. Battu, il se replia sur Hippone (Annaba) dont le siège dura plus de quatorze mois. On sait qu'Augustin, l'évêque de la cité, y mourut le 28 août 430, alors qu'elle était encore assiégée. Incapable de prendre d'assaut les cités fortifiées, Genséric, après avoir levé le siège d'Hippone, ne s'attaqua ni à Cirta (Constantine) ni à Carthage, qui restèrent aux mains des Romains ; mais aucune résistance ne l'empêcha d'étendre sa domination sur l'ensemble du pays. Vainement, une armée envoyée par Constantinople joignit ses forces à celles de Boniface : ce fut pour subir, en 431, une défaite commune et le rappel de Boniface par la cour de Ravenne.

Renonçant à défendre l'Afrique, Aetius, le nouveau « Patrice » et « maître des deux armes », décida d'accepter le fait accompli. Par la convention d'Hippone, signée le 11 février 435, il accorda aux Vandales les mêmes avantages que ceux qui étaient accordés aux autres Barbares dans les provinces qu'ils occupaient : ils entraient au service de l'Empire romain, en qualité de fédérés, contre un



modeste tribut, acceptaient l'envoi annuel d'otages à Ravenne, et pouvaient occuper les trois provinces de Mauritanie ainsi qu'une partie de la Numidie, Calama comprise. Ce qui correspond pratiquement au Maroc et à l'Algérie actuelle. Mais pour Genséric comme pour les Romains, cette convention n'était qu'une trêve, car les Vandales désiraient les riches terres des provinces orientales. Profitant des défaites successives de l'Empire en Gaule, Genséric s'empara de Carthage en 439. Un nouveau traité, en 442, lui accorda les trois provinces convoitées, la Proconsulaire, la Byzacène et la Tripolitaine, en sus de l'Est de la Numidie, c'est-à-dire le territoire actuel de la Tunisie, avec l'Est du Constantinois et le territoire des trois grandes cités de la côte tripolitaine. Le blé d'Afrique tombait aux mains des Barbares, qui devenaient un peuple indépendant et souverain, tandis que les Mauritanies devenaient des royaumes indigènes, gouvernés par des roitelets berbères plus ou moins romanisés.

Dans les campagnes céréalières de la Proconsulaire, des expropriations violentes livrèrent la propriété au peuple vandale. Selon Procope, «le roi choisit parmi les habitants de l'Afrique les plus riches et les plus distingués ; il donna leurs domaines, leurs mobiliers et même leurs personnes, réduites en état de servage, à ses deux fils Hunéric et Genson... il dépouilla ensuite les Africains de leurs terres les plus étendues et les plus fertiles, il les partagea entre les Vandales... Les anciens propriétaires furent réduits à la dernière misère, mais ils conservèrent leur liberté et purent se fixer où ils voulurent. Genséric exempta de tout impôt les propriétés qu'il avait assurées aux Vandales et à ses enfants. Il laissa à ses anciens occupants toutes les terres qu'il jugea peu productives, en les chargeant d'impôts qui en absorbaient le revenu.» Si des familles vandales s'emparèrent des terres et des villas domaniales, le régime de la propriété, fixé depuis l'époque romaine par la «lex manciiana», ne subit quant à lui que peu de



changements : les nouveaux propriétaires, retenus à la cour du roi ou à l'armée, se contentaient d'encaisser les larges revenus, servis par les conductores, qui étaient les véritables entrepreneurs agricoles. Ils exploitaient directement, avec des serfs, une partie du domaine et en concédaient l'autre à des métayers héréditaires, les coloni, qui n'étaient souvent que les anciens propriétaires domaniaux. Dans les autres provinces, la propriété des terres revint à l'Etat, mais les occupants ne furent pas inquiétés et purent continuer leurs cultures. Quant aux anciens domaines impériaux, ils échurent au roi, dont les intendants continuèrent, comme au temps de Rome, à les administrer.

C'est grâce à la découverte en 1928 de quarante-cinq tablettes de bois, enfouies au Sud de Tebessa, que ce problème ardu du régime des terres, sous les rois vandales, a pu être largement dévoilé. C'étaient des actes de vente décrivant l'objet de la transaction et indiquant les noms des vendeurs et des acquéreurs, mentionnant le prix et délivrant la quittance avec le transfert des droits et la garantie contre l'éviction. Le lieu et la date (sous le règne de Gunthamund, 493-496) étaient précis et suivis, parfois, de la signature du vendeur. On y trouve le souvenir vivace des dispositions indiquées par les lois romaines du IIe siècle, telles qu'elles sont décrites par les inscriptions

découvertes, notamment, à Ain Djemala, dans le nord de la Tunisie. La lex manciiana et la lex Hadriana de rudibus agris disposaient que les cultivateurs installés par un propriétaire sur ses terres en friche acquéraient, grâce à la vivification de leurs terres mortes, la possibilité de les transmettre à leurs héritiers, ainsi que celle de vendre leurs droits. Grâce à ces actes, on a aussi une idée du pouvoir d'achat, très faible, des folles (pluriel de follis), ces pièces de bronze saucées d'argent. Leur valeur était extrêmement basse, en rapport avec le solidus, le sou d'or. A cet égard, le prix indiqué des ventes actées montre que la valeur des terres était devenue des plus modiques. «Dans tout cela, écrit E. Albertini, le seul indice de la présence des Vandales en Afrique est le nom du roi – dont l'orthographe est d'ailleurs flottante. Les Berbères romanisés, qui formaient la masse de la population africaine, ont continué à mener, sous les rois vandales, la même vie qu'à l'époque antérieure.»

Ce souci de traditionalisme, de maintien des anciennes structures agricoles affecta aussi les institutions de l'Etat vandale. Cette royauté, issue d'une aristocratie militaire, garda en place les administrations de l'époque romaine, aussi bien régionales que municipales. On continua même à célébrer selon les mêmes rites le culte impérial, devenu seulement culte royal, mais toujours officié à Carthage

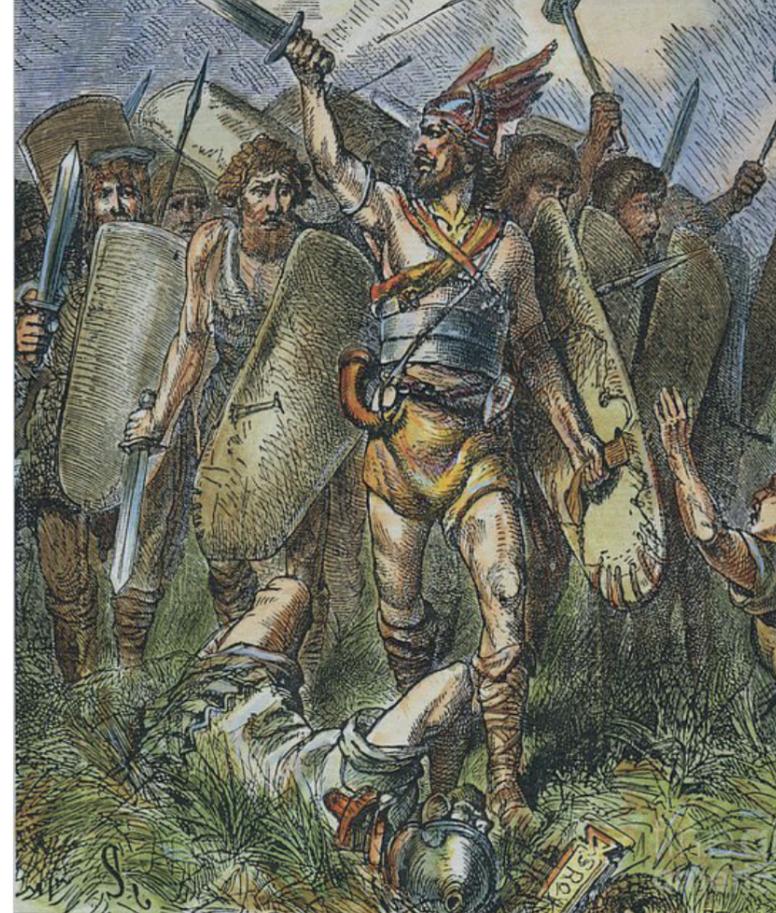
QNB pour les entreprises,
les meilleurs services adaptés à vos futurs projets.



NOUVELLE IMAGE DÉBALLÉE MÊME SERVICE INÉGALÉ

BH ASSURANCE

تأمينات سليم
ASSURANCES SALIM CS
Votre Protection...c'est notre métier!



par l'ancienne assemblée provinciale. Carthage reprit son rang de mégapole d'un Etat devenu une grande puissance maritime de la Méditerranée occidentale. Les Vandales avaient, en effet, réussi à conquérir la plupart des grandes îles du bassin occidental, Baléares, Sardaigne et Sicile. En 455, ils effectuèrent un raid audacieux contre Rome. La Ville éternelle, qui avait des siècles durant fasciné les souverains et les peuples barbares, fut prise le 31 mai et pillée méthodiquement pendant quatorze jours. Byzance, l'Empire romain d'Orient, voulut alors mettre fin à cette menace permanente, et mettant en jeu toutes ses ressources, équipa une flotte dont les vaisseaux, innombrables, formaient trois escadres. Deux d'entre elles réussirent à prendre la Sardaigne et la Tripolitaine, mais la troisième subit, à la pointe du Cap Bon, en 468, un désastre total. Byzance reconnut, dès lors, le fait accompli, et le traité de 476 consacra désormais de bonnes relations avec les Vandales.

C'est dans le domaine religieux, cependant, que le bilan des Vandales paraît négatif. A cet égard, le climat de crise fut permanent. Les Germains étaient certes chrétiens, mais professaient l'arianisme, une hérésie condamnée au concile de Nicée en 425 et, qui niait la consubstantialité du Fils avec le Père. Elle ne pouvait être acceptée par le clergé catholique de l'Afrique chrétienne. Il en résulta une persécution qui ne prit, toutefois, une forme systématique que sous le règne du fils de Genséric, Hunéric (477-484), et « à la suite d'un pseudo-concile tenu à Carthage en 484. Le clergé catholique, dont les biens, comme ceux de l'aristocratie foncière, étaient spoliés, mena une propagande efficace de dénigrement systématique contre les occupants, qui furent accusés des pires atrocités. Cruautés abjectes certes, mais qui étaient chose courante à cette époque. » A l'exemple des atrocités commises par l'empereur catholique Théodose, qui n'avait pas hésité à passer au fil de l'épée les sept mille

spectateurs du cirque de Thessalonique, les Vandales vivaient en ces temps violents, cruels et féroces du Ve siècle.

Tout indique, en conclusion, qu'au plan politique, les Vandales, dont la domination ne pouvait s'adapter aux réalités d'un pays jouissant d'une civilisation brillante et raffinée, occupèrent pratiquement l'Afrique comme une garnison victorieuse et avaient, comme l'écrit P. Salama, « *péché beaucoup plus par carence que par intention* ». A l'Ouest de leur territoire aux frontières flottantes, n'excédant probablement pas la région de Cuicul (Djemila en Algérie), ils subirent les assauts des Maures, ainsi appelait-on les tribus berbères du Maghreb. Ceux-ci occupaient déjà les deux anciennes provinces des Maurétanies (l'Algérie et le Maroc) et ne tardèrent pas à porter leur offensive dans le Sud de la Byzacène, sous la conduite d'Antalas. Ils vainquirent les Vandales en bataille rangée. Le processus d'effondrement de l'Etat vandale fut alors engagé, dans une situation de crise morale et sociale, hâtée par l'impéritie et les excès des successeurs de Genséric. Profitant de la déposition du roi Hildéric et de l'usurpation de Gélimer, en violation des règles de succession fixées par Genséric, l'empereur byzantin Justinien mit fin à la guerre contre les Perses et la porta en Afrique. En 533, un corps expéditionnaire commandé par Bélisaire évinça en trois mois l'autorité vandale et le peuple lui-même disparut de l'Histoire. De cette époque vandale, l'archéologie a surtout révélé les innombrables basiliques chrétiennes, construites par les Berbères romanisés, et quelques vestiges, comme cet ensemble de bijoux trouvés à Koudiat Zateur, près de Carthage, dans un sarcophage de marbre où reposait une riche chrétienne du Ve siècle. Le collier, les fibules, les bagues et les plaques carrées ou triangulaires d'or et de pierres précieuses utilisent une technique de sertissage cloisonné, qui appartient à ce qu'on appelle l'art des grandes invasions. ■

A.M.

البنك
التونسي

BANQUE DE TUNISIE

**PAYEZ
EN LIGNE
EN TOUTE SÉCURITÉ**
3D SECURE



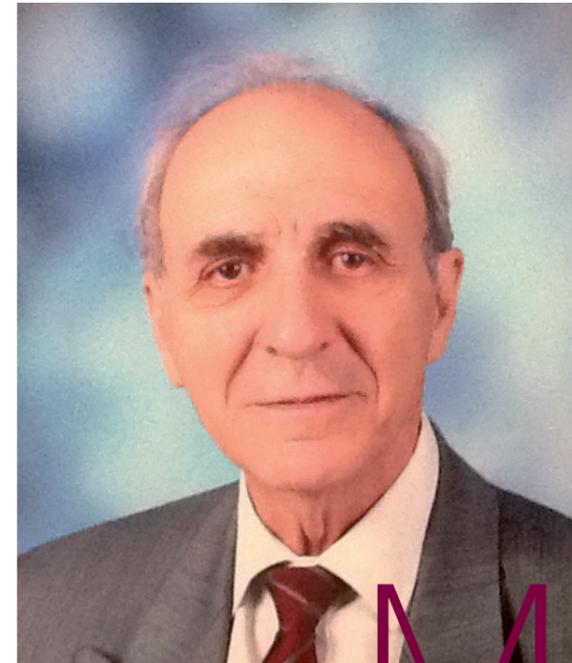
Afin de mieux sécuriser vos paiements par carte bancaire sur Internet, La Banque de Tunisie met en place un système de sécurité basé sur le protocole 3D SECURE. Ce système consiste à authentifier toute transaction à l'aide d'un mot de passe dynamique à usage unique. Il vous sera envoyé instantanément par SMS sur votre GSM pour la validation de l'opération. En cas de changement de votre numéro de téléphone, nous vous invitons à contacter votre agence



www.bt.com.tn

Abdelhay Chouikha

Tel un sage grec, ce patriote authentique...



• Par Dr Hamouda Ben Slama

Mon ami Abdelhay n'est plus ; il vient d'affronter l'épreuve inéluctable de la mort ; il l'a fait avec le courage et la dignité que nous lui connaissons bien qu'il ait enduré ces derniers mois de terribles souffrances engendrées par la nature grave et invalidante de sa maladie. Il savait tout sur sa maladie, y compris son évolution irrémédiable et son fâcheux pronostic.

Je lui avais rendu visite lorsque j'ai appris qu'il était souffrant ; ce fut au début de l'apparition des symptômes. Quoique déjà physiquement amoindri, je l'avais trouvé comme à son habitude lucide

et posé ; il me parla de sa maladie d'un air détaché, presque apaisé, comme s'il s'agissait de la maladie de quelqu'un d'autre ; je pense qu'en réalité il avait suffisamment de ressources mentales, une forme de foi profonde pour transcender la peur et l'angoisse qu'éprouverait tout un chacun dans ce genre de situation. Je me dois de rendre hommage à l'équipe médicale et paramédicale qui l'a pris en charge au cours de cette longue période, en décernant une mention spéciale au Dr Chawki Basly, pour tant de dévouement.

Le médecin que je suis ne put s'empêcher d'être impressionné par la force mentale

ATL Leasing, L'allié de votre succès



ATL LEASING

ATL Leasing, vous offre la possibilité de louer les biens dont vous avez besoin pour votre activité pendant une période pouvant atteindre 84 mois. En fin de période vous en devenez propriétaire.



Plus qu'un leasing...

de son interlocuteur comme s'il voulait ne pas trop importuner ses amis avec ses difficultés personnelles. C'est là un des nombreux traits de caractère d'Abdelhay ; tout en pudeur, en discrétion, en finesse.

Ce fut notre dernière rencontre ; je n'avais pas de mon côté la force mentale de le revoir, sachant pertinemment la douloureuse épreuve qu'il avait à affronter ; j'allais parfois aux nouvelles auprès de ses frères Si Mustapha et Si Mohamed (admirables d'humanité et de fraternité) et surtout auprès de son médecin référent, notre ami commun le Dr Abderrahmane Ladgham, qui s'est plus que dévoué durant les longs mois de calvaire et de souffrance qu'endura son patient et ami. Abderrahmane fut à juste titre et à plus d'un titre celui qui prononcera plus tard à l'enterrement d'Abdelhay une oraison funèbre émouvante et sobre.

Un problème de conscience m'a tarabulé ces derniers mois avant l'issue fatale et inéluctable comme si je ne faisais pas suffisamment ce qu'il convenait de faire pour venir en aide à mon ami, et je pense que les nombreux amis d'Abdelhay vécurent le même dilemme. A présent, notre ami, finalement délivré de ses souffrances, repose en paix ; au-delà de la peine et du deuil de la perte d'un être si cher, ne dit-on pas que la mort est parfois une sorte de délivrance !

J'ai connu Abdelhay lorsqu'il était secrétaire général de l'Uget dans la première moitié des années soixante. L'Uget était depuis les années cinquante l'école de formation citoyenne et politique de générations d'étudiants toutes tendances confondues et le vivier des futurs cadres politiques du pays. Bien qu'elle fût sous la coupe du parti unique au pouvoir et dominé par les dirigeants et étudiants destouriens, elle n'était cependant pas inféodée à cent pour cent au pouvoir en place ; les étudiants non destouriens y avaient leur place et la coexistence entre les différentes familles politiques et de pensée y était réelle. Le secrétaire général était bien entendu désigné par la direction du Destour et

en général, il ne se distinguait pas par son indépendance à l'égard de la direction du parti.

Le souvenir de ma première rencontre avec Abdelhay secrétaire général de l'Uget est lointain (plus de soixante ans), mais je garde encore à l'esprit l'image d'un bel homme jeune et courtois, dirigeant nos réunions (étudiant en médecine, j'y représentais la Corpo de Montpellier) avec calme et doigté. Cela tranchait avec le comportement de la plupart des autres SG que j'ai connus et dont certains ne se privaient pas de manifester à l'égard des étudiants (notamment des opposants) une forme d'arrogance et de suffisance se sentant imbus d'une sorte d'autorité qui tendait souvent vers l'autoritarisme à l'instar de leurs supérieurs. Abdelhay ne m'a laissé qu'une image différente, tolérante et consensuelle.

C'est dix ans après, vers la fin de la première moitié des années soixante-dix, que j'ai revu Abdelhay. Depuis, et durant un demi-siècle, nos routes nous ont menés vers les mêmes étapes et les mêmes chemins, ceux de la politique citoyenne, de la défense des droits de l'Homme et la promotion des libertés publiques.

Le destourien qu'il était et le non-destourien que j'étais se sont très vite intégrés dans le même moule, celui de la mouvance réformatrice en faveur de la démocratie et du pluralisme et que des aînés ont initiée à partir de la fin des années soixante lorsque des personnalités nationales telles que Ahmed Mestiri, Hassib Ben Ammar, Béji Caïd Essebsi, Radhia Haddad, Habib Boularès, Sadok Ben Jemaa, Mohamed Salah Belhaj et bien d'autres réformateurs ont tenté sans succès d'introduire des réformes au sein du parti au pouvoir auquel ils appartenaient. Ne pouvant pas réformer leur parti, c'est-à-dire le système politique et le pouvoir, de l'intérieur ils n'ont pas hésité à initier et défendre leurs idées de l'extérieur.

Et ce fut le premier mouvement fondateur et promoteur du concept de la démocratie,

des droits de l'Homme et des libertés dans le discours et l'approche politiques ; ce fut le départ d'une belle aventure vers la démocratie et le combat contre le système du parti unique. Le mouvement des libéraux réformateurs, patriotes authentiques, initié ainsi d'une manière informelle au début, attira et séduisit très vite de jeunes cadres, la plupart issus des rangs du Destour, déçus de l'immobilisme et de l'autoritarisme de la machine destourienne qui s'est révélée réfractaire à toute réforme et à tout changement malgré des tentatives louables en son sein.

Ces jeunes cadres s'engouffrent très vite dans la brèche salutaire ouverte ainsi par leurs aînés (nous les appelions affectueusement les barons) et réhabilitant le réformisme authentique ancré dans la tradition politique tunisienne depuis longtemps. Parmi ces jeunes cadres, je citerai pour raviver leur souvenir ceux d'entre nous qui sont décédés : Dali Jazi, Abdessattar Ladjimi, Faouzi Ben Hamida ...

Abdelhay Chouikha fut l'un d'entre nous ; je dirais sans exagération aucune qu'il fut le meilleur d'entre nous, car il révélera durant dix ans au moins la pleine mesure de son talent et de ses capacités acquises notamment durant son parcours de dirigeant syndicaliste étudiant puis de son cursus universitaire d'abord aux USA en tant qu'étudiant puis d'enseignant à Columbia University à New York puis en tant qu'enseignant à l'Université tunisienne puis à l'Université koweïtienne. Il eut la chance et la perspicacité de s'imprégner et de s'intégrer pleinement durant dix longues années au sein d'un groupe d'universitaires américains libéraux et faisant partie intégrante des militants pour les droits civiques qui ont été très actifs contre la guerre au Vietnam puis ont milité en faveur des droits palestiniens. Nous en citons William Ramsey Clark, ancien ministre de la Justice et défenseur des droits des peuples arabes, Richard Falk, professeur de droit international à Princeton et qui deviendra plus tard le Rapporteur spécial de l'ONU sur les droits de l'Homme en Palestine, Edward



Said, le grand militant de la cause palestinienne, Iqbal Ahmad et Stuart Schaar de Columbia University.

C'est Abdelhay Chouikha qui a pu et su amener une délégation de ces militants américains venus participer en soutien à notre mouvement à la Conférence nationale pour les libertés que le Conseil national pour les libertés publiques, issu de notre mouvement, a décidé d'organiser à Tunis à l'hôtel Africa en juin 1977. Les autorités de l'époque ayant refusé de nous permettre de tenir ces assises, nous nous sommes déplacés à l'aéroport Tunis-Carthage pour y accueillir la délégation américaine. En réalité, nous en avons profité pour y tenir, en présence de nos amis américains, une mini-conférence sur place à l'aéroport en dépit de l'interdiction officielle !

Abdelhay apporta avec lui une rigueur et une fraîcheur intellectuelles qui nous manquaient terriblement dans l'exercice de la vie politique en Tunisie ; c'est que les systèmes politiques rigides (tel le cas du régime politique tunisien de l'époque), du côté du pouvoir comme chez les opposants, ne permettent pas de moderniser les comportements politiques. Ceux-ci restent tributaires soit d'une approche limitée et dépassée destinée, pour se maintenir au pouvoir, à refuser toute remise en cause ou bien celle liée à des considérations idéologiques contraignantes et surannées.

Deux idées que Abdelhay nous répétait souvent dans nos discussions et qu'il nous poussait à adopter :

- 1- la nécessité de se fixer le leadership comme méthode et objectif dans le comportement politique, voir grand, vouloir gagner et être constamment en tête de peloton ;
- 2- la nécessité de privilégier la stratégie dans toute activité politique ; il nous disait souvent que la politique américaine prépare dès maintenant ce qui doit se faire dans vingt ans !

Grâce à sa force tranquille et la fermeté de ses positions sous des dehors conciliants, l'apport d'Abdelhay se révélera décisif lorsqu'une partie de notre mouvement décida en juin 1978 de créer un parti politique, le MDS (Mouvement des démocrates socialistes) sous la férule de notre aîné Sid Ahmed Mestiri. Abdelhay en fut bien entendu l'un des fondateurs et sera durant plusieurs années l'un des conciliateurs et facilitateurs dont avait besoin notre parti, notamment lors des tensions et des difficultés qui n'ont pas tardé à affecter la cohésion au sein du groupe telles que les différends survenus suite aux élections faussées de 1981.

J'aimerais, avant de conclure ce billet du souvenir, me permettre un commentaire en rapport avec le présent de notre pays à propos notamment de sa nouvelle classe politique. A nos dirigeants et décideurs actuels, à ces « kiadat ahzeb » qui croient pouvoir naître grands d'un trait de plume, je conseille de jeter un coup d'œil sur l'itinéraire et la vie d'Abdelhay Chouikha : Sadikien, syndicaliste étudiant, PhD et professeur d'économie dans l'une des plus

prestigieuses universités américaines, tunisiennes et koweïtiennes, fondateur et dirigeant politique de l'un des premiers partis politiques de l'opposition démocratique, expert financier auprès d'organismes internationaux, régionaux et nationaux, avec en prime avoir décliné après la révolution le poste de ministre des Finances et de gouverneur de la Banque centrale, et n'ayant jamais cessé jusqu'à l'apparition de sa maladie d'œuvrer pour l'utilité publique sans quémander aucune contrepartie ! Qui dit mieux ? C'est cela un vrai militant et un dirigeant politique moderne et crédible!

La tradition grecque a donné le titre des sept sages à sept anciens hommes politiques, législateurs et philosophes de la Grèce antique ; deux maximes parmi d'autres et attribuées à ces sages m'ont interpellé et s'appliqueraient bien à notre cher disparu : « maîtrise ta colère » et « contemple la fin de la vie ».

Ce clin d'œil volontaire à la tradition hellénique me ramène aux origines d'Abdelhay ; son premier aïeul est venu en Tunisie de l'île grecque de Crète ; une de ses descendantes est la mère d'Abdelhay, c'est une fille Slim et la sœur de Si Mongi Slim qui, je le sais, avait une relation quasi filiale avec son neveu ; mais je n'ai jamais entendu Abdelhay se prévaloir de quelque préséance liée à son oncle !

Tel un sage grec, Abdelhay Chouikha a vécu.

Que le guerrier repose en paix. ■ H.B.S.



RESIDENCE LA BRISE Jardins de Carthage

Vous invite à découvrir son nouveau projet "LA BRISE" sis aux jardins de Carthage. Résidence de très HAUT STANDING abritant 17 appartements S+1, S+2 et S+3 ainsi que 2 Duplex et un grand parking sous sol.



Pour plus d'informations, nous contacter au :

simpar@planet.tn
www.simpar.tn



29 921 011 / 29 921 009

Epargne **الخير**

سبّق الخير...
تلقى الخير بزائد.



EPARGNE EL KHIR vous assure :

- Une rémunération exceptionnelle au taux de 5% l'an;
- Une disponibilité totale et une sécurité des fonds;
- Une bonification des taux d'intérêt lors de l'octroi de crédits*.

*Après étude et validation du dossier en agence.

www.atb.tn

f Arab Tunisian Bank

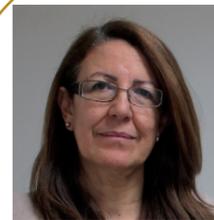
ATB
البنك العربي التونسي

Des professionnels
pour vous.

Société ... Hommage à...

Dr Chédly Tabbane

Un autre père fondateur
de la médecine tunisienne
nous quitte



• Par Dr Zahra Marrakchi



Si Chédly Tabbane vient de nous quitter, paix à son âme.

Il est parti discrètement à Nabeul, sa ville natale qu'il adorait, l'homme, grande figure de la médecine tunisienne, un de ses pères fondateurs.

Si Chédly tout court, comme ses élèves aiment l'appeler, forçait l'admiration et le respect de tous, tant il incarnait les valeurs d'un homme de science de haut

niveau, modeste, rigoureux, intègre, humaniste et bienveillant, le tout baignant dans une dimension d'innovation et d'esprit de dévouement.

Si Chédly, Professeur émérite à la faculté de médecine de Tunis, était le principal fondateur du Comité pédagogique et s'est distingué par ses innovations pédagogiques qui ont marqué profondément la dernière réforme des études médicales faisant de la faculté de médecine de Tunis une pionnière

dans ce domaine. Il a marqué plusieurs générations d'enseignants en leur transmettant avec ardeur et conviction son enseignement de la pédagogie médicale.

Si Chédly était chef du service de pédiatrie à l'hôpital d'enfants de Tunis, et a contribué efficacement à la formation médicale de plusieurs générations de médecins. La qualité de son enseignement était grandement liée à sa rigueur scientifique et à sa grande capacité de

أحسن ما تفتار



LES ZEXPERTS



mettre en relation les concepts cliniques avec les principes de la science fondamentale dans une relation de causalité physiopathologique permettant à ses élèves d'accéder à un niveau de raisonnement facilitant la résolution des problèmes cliniques.

Il croyait beaucoup à l'apprentissage par l'expérience et non seulement par les efforts de mémoire. C'est à ce titre qu'un jour, au cours de l'une de ses visites, et face à l'une de ses élèves qui ne savait pas à quoi correspondait le qualificatif «gram positif ou gram négatif» qu'on donnait aux bactéries, il lui a demandé de se rendre immédiatement au laboratoire de bactériologie de l'hôpital pour voir de ses propres yeux la technique de coloration qui permet de classer les bactéries, technique d'usage à ce jour. Elle s'en souvient encore avec beaucoup de reconnaissance et d'émotion.

De même, pour les nourrissons hospitalisés pour malnutrition, il a mis en place des préparations diététiques standardisées, comme les fameuses mixtures C900 et K 900 apportant 900 calories par litre, équilibrées, faciles à prescrire et peu coûteuses, ayant permis de sauver des milliers de nourrissons. Si Chédly ne manquait pas d'humour pour taquiner gentiment ses élèves et,

à ce titre, une anecdote rapportée par l'un de ses élèves : «Un jour, un interne réputé pour sa flemmardise vint le prier de partir plus tôt car sa femme, sur le point d'accoucher, était en travail.

Si Chédly l'autorisa à partir mais ne put s'empêcher de lui signifier que ça serait bien pour lui s'il travaillait autant que son épouse ».

Une autre anecdote, vécue par moi-même quand j'étais résidente en pédiatrie en stage clinique à son service au 4e étage de l'hôpital d'enfants : le staff médical était en grande visite avec Si Chédly dans le secteur des grands enfants hospitalisés où j'étais affectée. J'ai commencé par lui présenter mes patients en commençant par un enfant de 12 ans admis pour une décompensation diabétique inaugurale. J'ai commencé ma présentation en disant : « c'est le diabétique ... » Si Chédly m'a arrêtée en disant : «*ma fille, comment s'appelle ton patient diabétique ?* » J'ai répondu Khemaies. Il a répliqué aussitôt : «*si tu parles du diabétique, tu ne vas toucher qu'au problème de diabète mais si tu parles de Khemaies, tu vas avoir tous les problèmes de Khemaies, entre autres son problème de scolarité, ses camarades en classe, lui à l'hôpital, son nouveau problème d'approvisionnement de*

l'insuline ». Il s'est tourné vers Khemaies et lui a posé la question comment il allait faire pour s'en procurer ; Khemaies répondit qu'il devait se rendre au dispensaire tous les jours pour sa piqûre d'insuline. Le dispensaire étant situé à quelques kilomètres de chez lui, il devait s'y rendre à dos d'âne mais que sa famille n'en possédait pas ! Si Chédly s'est tourné vers moi et m'a dit : «*ton patient Khemaies a aussi un problème d'âne à résoudre !* ».

J'ai appris le jour de la sortie de l'hôpital de Khemaies que ce dernier allait avoir un vélo ; j'ignore jusqu'à ce jour comment ce problème a été réglé mais je suis persuadée que Si Chédly était derrière. C'est cela aussi l'esprit de Si Chédly : l'approche centrée sur le patient dans sa globalité et non seulement sous l'angle du problème de santé du moment !

Ce que nous avons appris de Si Chédly est inestimable tant il était en avance sur son époque. Il a marqué à vie ses élèves par son savoir, son savoir-faire et son savoir-être. Ses élèves ont eu beaucoup de chance de l'avoir côtoyé. Repose en paix cher maître, la Tunisie peut être fière de toi.

Zahra Marrakchi, l'une de ses élèves. **Z.M.**

Fethi Ben Yedder

L'ami admirable

En raison de son dynamisme si utile à l'économie nationale et de sa discrétion de bon ton, la famille Ben Yedder jouit, depuis longtemps dans notre pays, de l'estime générale. Elle vient de perdre un de ses meilleurs fils, notre cher ami Fethi. Le courage et la foi avec lesquels il a affronté la maladie qui l'a emporté ajoutent à notre chagrin de le voir partir si tôt. Notre première rencontre remonte aux années heureuses de la prime jeunesse au lycée Alaoui de Tunis dans les années 1960. Puis nos chemins ont divergé sans que nous nous perdions de vue. En 1988, son retour de Paris et la vieille amitié qui unit nos épouses ont permis que nous nous retrouvions. Dans l'intervalle me parvenaient de ses nouvelles et

jamais je n'ai entendu quiconque, à quelque milieu qu'il appartint, dire de Fethi autre chose que du bien. Sa droiture, ses qualités professionnelles, son esprit d'entreprise tempéré par un sens aigu de la solidarité humaine et de la compassion, son humour et son rire chaleureux donnaient de l'homme d'affaires avisé qu'il était une image attachante, que dis-je, admirable. Ne détestant rien autant que la routine, Fethi était toujours en quête d'innovation. Son dernier grand projet, qu'il conçut avec ses frères, fut la création à La Soukra de la Green City, un complexe urbain et architectural protecteur de l'environnement et de l'écologie.

Son dévouement à ses amis, à ses collègues, son aptitude au leadership soulignée par sa persévérance, son endurance et sa bienveillance à l'égard de ses collaborateurs et subordonnés, sa disponibilité bien connue et sa générosité discrète ont constitué autant de qualités qu'il mit au service des entreprises familiales et comme président de la Chambre Utica des fabricants de pâtisserie. Dans l'action associative et caritative aussi, il ne cessa d'être d'un bon secours. Récemment, un quartier populaire de la banlieue nord bénéficia ainsi de sa contribution à la réhabilitation de ses équipements pour le plus grand bien de ses habitants. Grâce à son engagement citoyen, des organisations de la société civile bénéficièrent de son appui.

Réfractaire à toute forme d'ostentation, Fethi Ben Yedder n'en était pas moins un bon vivant et un homme de goût. C'est ainsi que parmi les loisirs qui nous rapprochaient figurait la passion pour les voitures anciennes.



Durant sa longue maladie, Fethi incarne le courage face à l'adversité et la foi en un destin voulu par Dieu. Son sens des responsabilités était tel que dans les pires instants de sa souffrance physique, il demeura attentif à ce que les êtres qui lui étaient chers, mais aussi des petits compatriotes malades dont il avait pris en charge les soins, n'aient pas à s'inquiéter de quelque façon que ce soit quant à l'avenir. Sa disparition laisse un vide dont nous ne réalisons pas encore l'étendue. Toutes nos pensées vont à son épouse Nihel, à ses enfants Mohamed-Ali, Asma et Walid ainsi qu'à sa mère, ses frères et sœurs et à toute sa famille.

■ A la mosquée, en tenue traditionnelle à l'occasion du mariage de son fils Mohamed-Ali (2016).

Repose en paix, très cher ami, avec la bénédiction du Tout-Puissant, le Clément, le Miséricordieux. ■

Mohamed-El Aziz Ben Achour



FM

Jawhara

Diga Diga

DU LUNDI AU VENDREDI
DE 17H à 20H

جعفورا



TUNISAIR vous accompagne vers de nouveaux horizons

Au départ de l'Afrique, TUNISAIR vous rapproche de l'Europe, du Moyen Orient et de l'Amérique du Nord, avec plus de 850 connexions par semaine via Tunis, au départ d'Abidjan, Alger, Casablanca, Constantine, Bamako, Dakar, Le Caire, Niamey, Nouakchott, Ouagadougou, Oran, Conakry et Cotonou.



Jean Daniel, le Tunisien



• Par Guy Sitbon



J'ai fait de la Tunisie sa seconde patrie. Dès qu'il trouvait un créneau de liberté dans son agenda surchargé, d'un saut il se retrouvait à Sidi Bou Saïd, plus précisément au Dar Saïd où l'attendait sa chambre attitrée aux triples fenêtres en moucharabié donnant sur le golfe.

Sidi Bou, en ce tout début des années 60, n'avait pas grand-chose de commun avec le charmant village touristique qu'il est devenu aujourd'hui. Sa rue principale était à peu près déserte. En lieu et place des actuelles boutiques de souvenirs, se prélassaient échoppes de bouchers, marchands de légumes, épiciers ronronnant une bonne partie de la journée. Hormis quelques maisons habitées par une aristocratie millénaire, la plupart des maisonnettes suintaient d'une digne indigence non moins antique.

Correspondant du Monde, je crois bien avoir été le premier journaliste à m'y établir dans une maison dotée d'une large terrasse à l'aplomb de la falaise proche de l'actuel Café des Délices. Mon ami Jean Daniel prit ses habitudes à l'hôtel. Le sociologue et romancier Jean Duvignaud nous rejoignit avec son épouse puis le journaliste du *New York Times* Thomas Brady. Suivirent Arslan Humbaracchi, un ex-communiste turc correspondant de *The Economist*, Andrew Boroviek pour l'Associated Press, Josette Alia et Raouf Ben Brahem. Les peintres Jalel Ben Abdallah et Hedi Turki y résidaient déjà depuis belle lurette. Quelques diplomates britanniques et grecs nous rejoignirent et tout ce petit monde formait famille, tribu, confrérie sous l'ascendant souverain de Jean Daniel, notre maître à tous.



RadioMed

une vague de bonheur

Écoutez-nous sur :

NABEUL
HAMMAMET
100.0
FM

CAP BON
GRAND TUNIS
104.1
FM



FM

 @RadioMedTunisie



MOBILE



WEB

 RadioMedTN



PODCASTS

 Radio Med

Téléchargez notre application maintenant
Sur Google Play !!



 Cité El Wafa Nabeul Jadida 8000 Nabeul-Tunisie  www.radiomedtunisie.com

 (+216) 72 32 85 00  (+216) 72 32 85 60  marketing@radiomedtunisie.com



Jean, avant de créer *le Nouvel Observateur*, s'exprimait dans *L'Express* où il s'était imposé comme le meilleur connaisseur du Maghreb. Proche de Bourguiba et du tout jeune Béji Caïd Essebsi, de Béchir ben Yahmed et de l'imposant Mohammed Masmoudi, de HédiNouira et de Taieb Mehiri, rien ne se tramait en ville sans qu'il en soit partie prenante. Ses articles, soigneusement lus et relus, formaient le point de départ de toute réflexion sur les événements du moment.

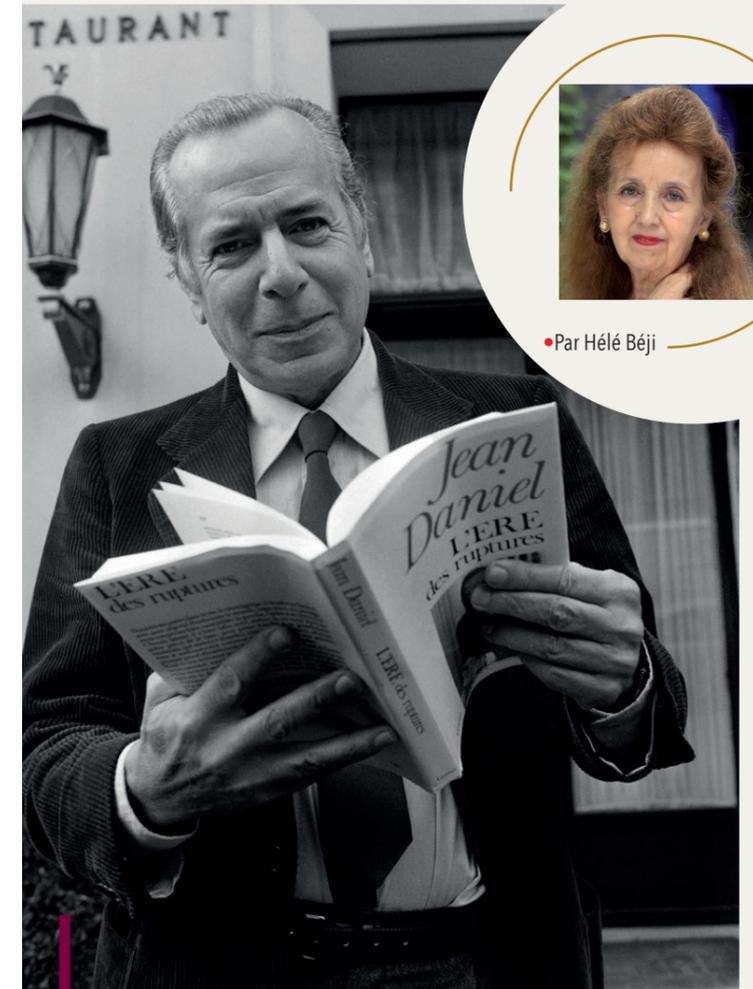
En vérité, les raisons professionnelles de sa présence à Tunis finirent par passer au second plan. Son bonheur, il le trouvait sur les plages de Gammarth, au restaurant Chez Slah, sur les marches du Café des Nattes de Sidi Bou où, à la nuit tombée, sous la direction d'un cheikh jovial, nous nous asseyons dans l'obscurité pour chanter en chœur du malouf. "Chouchana ya Chouchana" avait été élevé au rang d'hymne de la confrérie.

Devenu fondateur et directeur du *Nouvel Observateur*, il ne revint plus à Tunis que pour le plaisir d'y vivre. Son Algérie natale partie en fumée révolutionnaire, c'est en Tunisie, auprès de ses amis, ses frères de cœur et de combat, qu'il retrouvait le parfum et la musique de sa Méditerranée tant aimée. Il nous a quittés le 21 février dans sa centième année. Allah yerhamou. 

G.S.

Jean Daniel

Un jeune homme avec son édito en bandoulière



Par Hélé Béji

Le cœur me pèse. Jean Daniel était trop vivant et trop intelligent pour mourir. Même à 99 ans. Car son esprit était juvénile, et c'est donc la vivacité d'un esprit jeune et fougueux, comme dans sa première malice, qui a été emportée. J'en suis bouleversée. Je suis frappée par cette trahison du corps sur l'esprit, je la refuse. Le mystère du ressort intellectuel sur lequel le temps n'avait aucune prise, n'aura servi à rien? La résistance d'un esprit intact contre les dommages du temps fut en pure perte? Car ce n'est pas un homme âgé qui est mort, mais un jeune homme avec son



édito en bandoulière, dans l'alerte des vérités à dire, à comprendre ou à réfuter, dans l'éveil du monde recommencé, chaque semaine sans se lasser.

Je me suis toujours demandée comment on pouvait toute sa vie, jusqu'à son dernier souffle, sans faillir, écrire chaque semaine un édito. Avec la régularité d'un cycle cosmique, d'un éternel retour. Cette vigueur intellectuelle est pour moi un mystère, un prodige. A chaque fois, déterrer un trait de lumière de la plus opaque obscurité. Tirer de la confusion quelque lueur, de la fastidieuse péripétie politique un signe d'espoir, du fracas insupportable un souffle secret. Ne pas se décourager des hommes, ne pas se désespérer de leurs aveuglements tragiques, de la précarité de leurs pactes de paix. Se maintenir ainsi nuit et jour sur le qui-vive, en embuscade de l'histoire immédiate, seul dans l'émotion de l'instant historique, héroïque curiosité pour le monde même quand il vous retourne les sangs.

Quelle ascèse, quel stoïcisme, quelle patience ! Il se nourrissait de cette attention constante aux surprises de l'actualité, tantôt réjoui, tantôt accablé. Il ne vous lâchait pas avant de vous arracher le détail ou le sens de telle information qui lui manquait pour son puzzle méticuleux. Il vous cuisinait jusqu'à vous faire découvrir ce que vous n'auriez pas trouvé sans la pression de ses questions. Il talonnait l'ombre des puissants. Il les observait. Son intransigeance était pleine d'élégance surannée. Il ne sacrifiait rien aux mœurs grossières des nouveaux usages de l'information. Comme si la modernité, cette déesse de la liberté où son talent littéraire sublimait le désir d'émanciper la politique de ses mensonges et de ses erreurs, avait pris un tour qui lui échappait. Mais il ne renonçait pas.

Il traquait le malentendu avec une révolte sans excès. Ses colères ne déréglaient jamais l'infime vibration de son style. Sa voix quand il parlait était basse, à peine audible. Mais c'était le murmure de sa vie intérieure qui résonnait dans la pureté du silence avec lequel on l'écoutait. Il harcelait les énigmes de son temps. Il tournait la désillusion en résistance. Il acceptait les critiques, les désaccords, les erreurs à condition de pouvoir les exposer au grand jour, sans craindre la confrontation.



Souvent, il désapprouvait telle idée, tel comportement, telle position, mais il ne condamnait jamais comme un procureur, il morigénait comme un ami. Il écrasait ses contradicteurs par sa générosité, avec une ironie lucide, jamais amère, magnanime et presque joyeuse. Il pardonnait aux offenses. Il questionnait, s'étonnait, interpellait. Sa rigueur intellectuelle avait les traits de son caractère délicat et souriant. Sa pensée était habitée par un scrupule constant qui le faisait douter de lui-même, et par cette loyauté, il gagnait en profondeur et en autorité. La politique était truquée de passions fausses, il le savait, mais il y devinait aussi la lutte de l'infatigable promesse d'un monde commun où la sympathie, l'amitié, la bienveillance ne sont pas toujours sacrifiées à la trahison et à l'instinct de destruction.

Un jour, lors d'un séjour à la maison (à Tunis) où, à quatre reprises depuis 2001, il était venu donner des conférences publiques, il lui fallut écrire son édito hebdomadaire. Car où qu'il se trouvât, il ne dérogeait pas à ce devoir. C'était compliqué de le dicter au téléphone à sa secrétaire à Paris. Je me suis proposé de la remplacer. Sitôt dit, sitôt fait dans un mutuel enthousiasme. Et me voilà assise à ma machine, Jean Daniel faisant les cent pas dans mon bureau, allant, venant, me dictant ses phrases presque en chuchotant, s'arrêtant, se retournant, se corrigeant. Je ne me rappelle plus quel était le sujet sur lequel il planchait, mais il le vivait avec l'intensité d'un drame personnel, il distillait goutte à goutte, un mot après l'autre, concept après concept, la forme hésitante de sa pensée, cherchant la justesse, la tournure, la grammaire. Il en avait presque le souffle coupé. Je transcrivais, muette, obéissante, absorbée par la genèse d'un de ces éditos célèbres que la presse mondiale attendait dans la fièvre de l'actualité.

Je vivais l'humble gloire d'en recueillir la peine créatrice, la première esquisse, le déroulé sinueux qui retentira dans sa mouture finale dans toutes les rédactions internationales. Mais ce jour-là l'inspiration secrète m'était réservée. Je l'écoutais creuser les paradoxes, les nuances, les objections que je m'empressais de taper sur le clavier avec une complicité enfantine, servante agenouillée devant l'oracle. Ce que les lecteurs liront en quelques minutes disparaîtra dans l'éphémère, me disais-je alors, mais moi je le garderai comme une confidence unique, sacrée, le don d'un esprit dont la jeunesse éternelle, plus vive encore dans le déchirement...
H.B.

تنتعس
FM



LA MATINALE 06:00 - 10:00
DU LUNDI AU VENDREDI

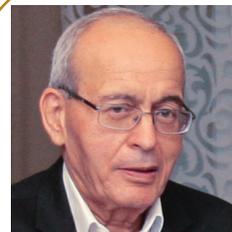
Durant 4 heures Hamza Belloumi entouré de Mokhtar Khalfaoui, Mohamed Boughalleb, Houcem Hamad, Malek Jlassi, Zina Zidi, Hassan Zargouni et Amine Bouneoues décryptent l'actualité : politique, économique, sociale, culturelle et insolite... Rien n'échappe à la vigilance de nos matinaliers !
Le tout dans la bonne humeur !

Pourquoi être plus royaliste que le roi ?

Is n'ont rien appris, ni rien oublié. Les tenants de ce qu'on appelait le panarabisme nous reviennent par la grâce des élections et surtout du système électoral des plus gros restes, cantonnés dans leurs certitudes, comme s'il n'y avait pas eu la guerre des Six-Jours en juin 1967 dont leur icône, Nasser, a été l'initiateur. Une guerre qui constitue sans doute la plus grande catastrophe que les Arabes aient jamais connue, bien plus grave que la prise de Bagdad par les Mongols en 1258 ou la chute de Grenade en 1492.

Voici donc ces hérauts du nationalisme arabe sans peur et sans reproche de retour sur la scène politique qui se rappellent à notre mauvais souvenir. Toujours à la recherche d'un thème mobilisateur pour nous rappeler leur présence, ils focalisent sur la normalisation (*ettatbi*) avec « l'entité sioniste ». Le terme est tellement vague qu'il autorise tous les abus. Où commence la normalisation ? Où s'arrête-t-elle ? En quoi consiste-t-elle ? Pour faire un exemple, ils choisissent de s'en prendre à une sportive, en l'occurrence la tennismoman Ons Jabeur, qui se trouve être la sportive la plus populaire du pays et qui, au surplus, vient de l'emporter sur une joueuse israélienne, la seule victoire arabe contre Israël depuis 60 ans. La seconde victime de cette chasse aux sorcières est le ministre le plus en vue du gouvernement sortant, René Trabelsi. Un Tunisien juif qui incarne la Tunisie éternelle, une Tunisie plurielle, tolérante. Il aurait mérité d'être reconduit dans le nouveau gouvernement au vu de son bilan. Mais le parti nationaliste Echaab s'y est opposé. L'un de ses dirigeants a adressé même un ultimatum au nom de son parti au chef du gouvernement. « C'est lui ou nous ». De toute évidence, c'est la religion du ministre qui fait problème. Même si on s'en défend. Cela s'appelle en bon français de l'antisémitisme.

Billet



• Par Hédi Béhi

Suffit-il d'être juif pour qu'on doute de son sentiment d'appartenance ? Apparemment, nos nationalistes arabes n'ont jamais entendu parler de Georges et Gladys Adda, de Sophie Bessis, de Gisèle Halimi. Sait-on que parmi les dirigeants du Destour qui ont été internés à Kébili en 1952 pour faits de résistance, sous le protectorat, il y avait des Tunisiens de confession juive, que les mariages mixtes entre Tunisiens musulmans et Tunisiennes juives étaient plus nombreux que ceux entre Tunisiens et Françaises ou Italiennes, que le Yom Kippour était une journée fériée en Tunisie. A-t-on entendu parler des nouveaux historiens israéliens Shlomo Sand, Benny Morris, Tom Séguez et bien d'autres qui ne cessent de remettre en question l'historiographie israélienne officielle, les conditions de l'exode des Palestiniens en 1948, des grands intellectuels juifs comme Edgar Morin, Stéphane Hessel, Noam Chomsky et Jean Daniel, qui vient de nous quitter ?

On veut criminaliser la normalisation avec Israël comme si elle était la priorité des priorités pour les Tunisiens, comme s'ils étaient un peuple de « collabos » et avaient besoin d'un texte coercitif pour ne pas s'y adonner. Le soutien aux Palestiniens est spontané, un devoir dont ils s'acquittent sans tambour ni trompette. Pourquoi dès lors se montrer plus royaliste que le roi, faire tout ce tapage comme si on cherchait à enfoncer des portes ouvertes ? Pour jouer aux héros ? Pour se singulariser des autres pays arabes qui ont préféré observer le silence sur ce fameux « Deal du siècle » ou tout simplement pour faire diversion face aux difficultés domestiques ? On dit qu'il faut faire la politique de ses moyens. En bonne logique, notre pays n'a aucun intérêt à disperser ses efforts, d'autant plus que cette criminalisation de la normalisation avec Israël, personne nous l'avait demandée, ni la Ligue arabe, ni même l'Autorité palestinienne qui fait confiance aux Tunisiens. Ce n'est pas le cas de nos gouvernants. ■

H.B.